lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 108 — SEMAINE DU 22 AU 28 SEPTEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

LES PALESTINIENS MASSACRÉS

AVEC L'ACCORD DES GRANDES PUISSANCES

Un des " objectifs militaires " bombardés chaque jour par les troupes de Hussein : un des camps de toiles de réfugiés près d'Amman

courrier des lecteurs

Les détournements d'avions et la résistance palestinienne

Chers Camarades,

Les récents événements de ces jours derniers doivent certainement vous appeler à réfléchir en ce qui concerne la crédibilité des détournements d'avions. Les gouvernements du monde entier sont responsables devant la tragédie du peuple palestinien, ils n'ont pas voulu prendre au sérieux les justes et légitimes revendications palestiniennes, ils sont seuls responsables des détournements d'avions, le F.P.L.P. leur a forcé la main (les quatre détournements dont deux qui ont parfaitement réussi sont là pour prouver la détermination palestinienne à combattre pour la libération de leur territoire). En la personne du Dr Habache, ceux ci ont trouvé un ardent défenseur. Contrairement à ce que vous pensez, je ne suis pas un camarade d'Humanité Rouge, **mais seulement du P.S.U., ce qui ne m'empêche pas d'approuver vos organisations gauchistes, lorsque celles-ci disent de justes réflexions et conçoivent des actions légitimes et constructives. A propos, il est regrettable que le P.S.U. n'ait pas cru bon de faire l'unité avec la nouvelle gauche pour l'élection de Bordeaux. Mais je ne pense pas qu'on puisse réaliser l'exploit du Chili.**

Recevez, camarades, mes salutations fraternelles et révolutionnaires.

P. G.,
Sud-Finistère.

Nous sommes bien d'accord avec toi pour affirmer que la responsabilité d'une situation qui pousse certaines organisations palestiniennes à des actes tels que les détournements d'aions, incombe avant tout aux puissances impérialistes et à Israël. Dans notre dernier numéro en particulier, nous avons souligné l'hypocrisie de tous ceux qui protestent contre « les conditions inhumaines » dans lesquelles on détient dans le désert pendant quelques jours les passagers de tel avion détourné, et qui sont loin d'être aussi indignés par le fait que la politique de l'Etat sioniste, soutenu par l'impérialisme, contraint un million de réfugiés palestiniens à vivre dans des conditions encore plus inhumaines et cela depuis 22 ans pour certains.

Cela dit, nous considérons ces détournements d'avions comme une réaction de désespoir de la part des organisations de résistance qui les pratiquent, et contrairement à toi, nous ne sommes nullement convaincus de leur efficacité en tant qu'arme politique. L'isolement du F.P.L.P. à la suite des derniers détournements ne peut certainement pas être considéré comme un renforcement de la résistance palestinienne.

Un mot encore du rôle du docteur Habbache et plus généralement de son organisation. Avec bien des nuances certes, il est d'accord avec les autres mouvements de résistance au moins sur un point crucial : à savoir sur le fait de placer la lutte sur le terrain du nationalisme palestinien. Or nous pensons que c'est là une politique désastreuse pour l'avenir de la lutte du peuple palestinien, car elle isole ce dernier des seuls alliés qui pourraient réellement l'aider dans son combat : les peuples des autres pays arabes, mais aussi les antisionistes d'Israël.

Enfin, nous déplorons avec toi que le P.S.U. n'ait pas cru bon d'avoir une attitude unitaire aux élections de Bordeaux. Le fait de mettre les intérêts — souvent mal compris d'ailleurs — de sa propre boutique avant l'intérêt du mouvement « gauchiste », n'est apparemment pas le triste privilège des groupes révolutionnaires.

A propos des difficultés des journalistes au Cambodge et du droit à l'information

Chers Camarades,

Comment laisser passer sans vous dire mon désaccord sur l'article de Sylvie Friedman, en page 5 du numéro 105 de Lutte Ouvrière ? **C'est — involontairement sans doute — un point de vue réactionnaire qui s'y exprime. Si les organisations syndicales de journalistes adoptaient cette façon de voir, elles ne tourneraient pas seulement le dos à leur mission de défense professionnelle, elles trahiraient aussi le combat qu'elles s'efforcent de mener en commun avec le mouvement syndical des travailleurs pour le droit à l'information, pour le droit à la connaissance des faits, pour le droit à la vérité.**

En vérité, les journalistes en reportage affrontent des dangers qui sont du même ordre que ceux auxquels font face les mineurs au fond de la mine. Or vous ne soutenez pas, après un accident qui a coûté la vie à des mineurs, qu'ils n'avaient qu'à s'abstenir d'un travail dangereux dans les mines capitalistes. Vous vous souciez plutôt des conditions de sécurité dans lesquelles s'effectue le travail de la mine. Les journalistes, qui sont des travailleurs salariés, ont au moins droit à ce que vous observiez la même attitude envers leur travail.

Les journalistes ne sont pas et ne se croient pas « sacro-saints ». Ils ne revendiquent pas de le devenir. Mais ils agissent pour qu'à travers eux soient garantis le mieux possible et respectés le plus possible le droit à l'information, le droit de collecter les faits et d'en rendre compte, la liberté de l'information. Ces droits fondamentaux doivent être défendus sans attendre que le triomphe d'un camp **vienne un jour garantir à tous la liberté de la presse (à moins que ne se reproduise ce que l'on a déjà vu : cette liberté mise hors la loi par la bureaucratie qui usurpe la révolution).**

Plutôt que de plaider pour une« morale de camp » qui est mise en œuvre depuis deux ans contre nos confrères tchécoslovaques, Lutte Ouvrière **s'honorerait et honorerait ses propres principes en soutenant la lutte des journalistes pour conquérir de meilleures conditions de travail en imposant le respect du droit à l'information partout. Une convention internationale pour la protection des journalistes en missions périlleuses ne nous donnerait pas l'assurance que jamais plus un journaliste ne sera molesté ou assassiné pour avoir fait honnêtement son métier. Mais elle obligerait quiconque dispose d'une arme et d'un pouvoir à savoir que la règle internationalement reconnue est que l'on doit respecter celui dont le métier consiste à connaître les faits et à les faire connaître. De plus, la lutte pour obtenir ce progrès d'une importance sociale décisive offre quelque chance de sensibiliser l'opinion contre la répression ouverte ou insidieuse qui s'exerce contre le droit à l'information, répression dont les journalistes sont non pas les seules mais les premières victimes.**

Un point d'histoire pour finir : l'expression « au-dessus de la mêlée » est entrée dans l'histoire politique à cause de Romain Rolland qui, durant la guerre de 1914-18, se dressa contre la guerre impérialiste ; son pacifisme était différent du point de vue soutenu par Lénine et Zinoviev dans les articles réunis ensuite dans « Contre le Courant » (et du point de vue qui était alors celui de Léon Trotzky : ni victoire ni défaite), mais il amena Romain Rolland dans le camp de Zimmerwald et de Kienthal, et il fit de lui un ami de la révolution d'octobre. Il y a peut-être là matière à réflexion plutôt qu'à sarcasme.

Bien amicalement à vous.

Paul Parisot.
(Président du Syndicat des journalistes français C.F.D.T.)

Nous ne « plaidons » pas pour une morale de camp, notre morale est *une morale de camp. Et dans un combat entre oppresseur et opprimé, exploiteur et exploité, où il n'y a pas de neutralité possible, tout un chacun a une « morale de camp ». Qu'il le veuille ou non, qu'il en soit conscient ou non. Et c'est aussi vrai des journalistes que pour quiconque. C'est ce que nous avons dit dans notre article.*

Et nous regrettons, mais protester avec la même « objectivité impartiale » contre les atteintes à la liberté de mouvement des journalistes qu'elles soient le fait des agresseurs ou des victimes, c'est une façon de choisir son camp.

Si une bande de voyous agresse une femme seule et si celle-ci en se débattant blesse le journaliste qui, passant par là, photographie la scène sans intervenir et sans même protester contre les voyous, nous ferions peu de cas de l'éventuelle indignation du journaliste contre « les intolérables atteintes » de... l'agressée à la liberté d'information.

Se contenter de protester contre les atteintes des paysans cambodgiens à la liberté de l'information et à la sécurité des journalistes, c'est taire que si ces paysans sont obligés de se battre comme ils peuvent et pas forcément en respectant le code chevaleresque ou les statuts des journalistes, c'est parce que leur pays est envahi, saccagé, pillé et ses habitants assassinés par l'armée du pays qui serait sans doute le premier signataire d'une éventuelle « convention de protection des journalistes en mission périlleuse ». Et ainsi une démarche purement professionnelle, au départ, se transformerait en une prise de position politique en faveur d'un des camps ; celui des agresseurs américains, quelles que soient les intentions de ses auteurs.

Encore une fois, nous ne sommes pas contre la sauvegarde des journalistes. Nous ne sommes pas plus contre le droit à l'information. Et notre « morale de camp » nous conduit dans celui des journalistes tchécoslovaques contre la dictature et les tanks russes. Mais s'il y a des journalistes de blessés ou de tués au Cambodge, la responsabilité en incombe à ceux à qui incombe la responsabilité des dizaines de milliers de blessés ou de tués parmi les Cambodgiens, à l'impérialisme américain. Et c'est ce que les fédérations journalistes devraient dire hautement et clairement. C'est ce qu'elles ne disent pas, c'est ce qu'elles contribuent à dissimuler même, en se voulant impartiales.

Et sans épiloguer sur le caractère pour le moins abusif de la comparaison entre les mineurs de fond et les journalistes, même en mission périlleuse, en cas d'accident, notre tâche la plus élémentaire c'est d'en éclairer la cause et d'en dénoncer les responsables. Et c'est précisément ce que ne font pas les fédérations de journalistes.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson, Initiative Socialiste, 54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois	30 F
	1 an	50 F
sous pli fermé :	6 mois	70 F
	1 an	130 F

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Editorial

Les Palestiniens massacrés avec l'accord des grandes puissances

DEPUIS la renaissance du mouvement de résistance palestinien en juin 1967, renaissance consécutive à la victoire des armées israéliennes, le roi Hussein voyait son autorité de plus en plus ouvertement mise en question par des hommes qui jouissaient d'une sympathie certaine au sein de la population de Jordanie dont plus de 60 % est d'origine palestinienne. Et, depuis cette date, à intervalles plus ou moins réguliers éclataient des crises au sein du royaume hachémite, crises qui, en général, surgissaient lorsque Hussein et son armée tentaient de limiter la liberté de manœuvre des commandos.

En fait, le mouvement national palestinien était une véritable épine dans le pied du souverain jordanien, et il s'agissait rapidement de la faire disparaître.

Mais si la résistance palestinienne constituait un danger permanent pour le trône du très réactionnaire Hussein, elle menaçait, par son existence même, la stabilité de nombre d'autres régimes arabes.

Car jusqu'alors, pour les Nasser, les Bakr ou les Atassi, la lutte contre Israël s'était limitée à de longues déclarations de principe destinées, la plupart du temps, à détourner le mécontentement populaire contre l'Etat sioniste, présenté comme le bouc-émissaire idéal.

Avec l'apparition des commandos palestiniens, la situation a changé quelque peu. Si les premières attaques du Fath contre Israël ont soulevé un enthousiasme indescriptible parmi la jeunesse de Syrie, d'Egypte ou du Liban, c'est parce que pour la première fois depuis de nombreuses années, les jeunes Arabes voyaient apparaître devant eux des hommes qui mettaient leurs actes en accord avec leurs paroles. Bientôt, les fedayins palestiniens auront, dans toute la population arabe de la région, l'auréole des héros.

Et une telle situation ne pouvait que porter ombrage à la plupart des leaders arabes, dont Nasser lui-même, qui voyaient peu à peu la direction du mouvement nationaliste arabe leur échapper au profit des Yasser Arafat et des Georges Habbache. Et le soutien du bout des lèvres qu'ils accordaient à la résistance palestinienne ne changeait rien à l'affaire.

En fait, la situation était telle que, depuis des mois, chacun attendait sans broncher qu'Hussein se débarrasse enfin des combattants palestiniens.

Et cette occasion lui a été fournie par le plan Rogers. L'acceptation par les Etats arabes, l'U.R.S.S. et les U.S.A. de ce plan, muet sur le sort des Palestiniens, a été le feu vert qui a permis aux troupes d'Hussein d'intervenir. Désormais, la monarchie hachémite n'écrasait plus les Palestiniens pour défendre ses intérêts sordides de régime décadent, mais au nom de la « Paix » en intervenant contre des « fauteurs de trouble » perpétuels.

C'est dans ce cadre qu'a commencé la guerre civile en Jordanie, c'est comme cela que le maréchal Habes El Majali, nouvel homme fort du pays, a ordonné le massacre de populations civiles dans les principales villes du pays. Car il s'agit bien d'un massacre. Le bombardement d'Amman, d'Irbid, de Ramtha, le pilonnage par l'artillerie des camps de réfugiés de Wahdate et d'Hussein ont fait des milliers de morts parmi les hommes, les femmes et les enfants palestiniens mais aussi jordaniens. Pressée d'en finir en quelques heures, l'armée royale n'a pas fait le détail. Et rapidement, le bain de sang s'est étendu à tout le pays.

Et à l'échelle internationale, on a assisté au spectacle le plus indécent qui soit. Alors que quelques jours auparavant, toute la presse écrite et parlée, toutes les chaînes de télévision s'indignaient sur le sort des cinquante otages détenus par le F.P.L.P., alors que la Croix Rouge sensibilisait l'opinion sur cette question, le génocide perpétré par l'armée hachémite n'a suscité que peu de réactions. Où étaient les Croix Rouges allemande, suisse, américaine au moment où des milliers de femmes et enfants mouraient là-bas ? Où était passé la vertueuse indignation de nos speakers lorsque les obus déchiraient les abris de toile dans lesquels vivaient une grande partie de la population palestinienne ? Tout ce beau monde se taisait.

Et les seules réactions officielles furent celles des impérialistes U.S. et anglais annonçant qu'ils interviendraient militairement pour « protéger leurs ressortissants » si les troupes de leur ami Hussein étaient en difficulté. Et tout cela se fit sous l'œil nonchalant de l'U.R.S.S. qui ne broncha pas. Aujourd'hui, même si elle n'est pas écrasée, il est probable que la résistance palestinienne sera très durement affectée par les dernières batailles. Mais celles-ci auront au moins eu le mérite de démontrer aux Palestiniens eux-mêmes, et à tous ceux qui sympathisent avec leur cause, que leurs plus farouches ennemis ne sont pas seulement les dirigeants sionistes d'Israël, qui les ont spoliés de leurs terres, mais aussi les dirigeants arabes eux-mêmes, toujours prêts à s'entendre, ouvertement ou tacitement, avec les premiers, pour les faire taire.

Et nous touchons ici au point faible de la résistance palestinienne. Si les fedayins ont gagné, par leur courage et leur détermination, la sympathie de très larges couches de la population arabe, jamais, à aucun moment, ils n'ont tenté d'exploiter cette sympathie pour mettre en danger les régimes arabes eux-mêmes. Jamais, ils n'ont tenté de donner des objectifs propres aux masses égyptiennes, syriennes, irakiennes, etc.

Cette attitude de la résistance palestinienne a été visible il y a quelques mois au Liban et plus récemment en Jordanie.

Au Liban, face à l'armée régulière, les fedayins ont utilisé les soutiens dont ils bénéficiaient au sein de la population uniquement pour faire pression sur le gouvernement de Beyrouth afin que celui-ci leur laisse le terrain libre dans le sud-libanais. En Jordanie, à plusieurs reprises, alors que les Palestiniens avaient le pouvoir à portée de la main, ils refusèrent de le prendre, s'alignant tous dans les faits sur les positions du Fath qui déclarait « Pas d'intervention dans les affaires intérieures des Etats arabes ».

Nous voyons aujourd'hui la faillite d'une telle politique qui se donnait comme unique objectif la lutte contre l'Etat d'Israël et qui assignait comme but aux masses arabes de faire pression sur leur propre gouvernement pour qu'ils mènent également cette lutte.

En fait, les dirigeants arabes en général, et Hussein en particulier, ne pouvaient rester longtemps passifs face à des organisations dont la puissance même mettait leur existence en danger, quelles que soient par ailleurs les déclarations de « non-ingérence » de ces organisations. Et ceux qui affirment que les Palestiniens n'auraient pu prendre le pouvoir en Jordanie du fait du danger d'intervention militaire américain ou israélien s'aperçoivent que dans la guerre civile actuelle, en cas de victoire des Palestiniens ou même de maintien du statu quo, l'intervention militaire des puissances impérialistes serait imminente et trouverait les Palestiniens en bien plus mauvaise posture.

Même si demain les fedayins palestiniens étaient écrasés en Jordanie, on peut être certain que d'abord cette guerre civile laisserait des traces profondes au sein de tous les Etats arabes et qu'ensuite, tôt ou tard, le mouvement national palestinien renaîtrait de ses cendres.

Et alors surgirait une nouvelle génération de militants qui ne limiterait plus seulement son combat au terrain nationaliste mais lutterait pour imposer au Moyen-Orient une fédération d'Etats socialistes.

sommaire

EN FRANCE

● **Politique intérieure**
Page 8
— La rencontre Séguy-Descamps.
Page 9
Bordeaux :
— Après la victoire de Chaban-Delmas, l'opération J.J.S.S. marque-t-elle le pas ?
— Les leçons de la candidature trotskyste.
— Quelques aspects de la campagne.

● **Leur Nouvelle Société**
Page 5
— Le procès des diffuseurs de « La Cause du Peuple ».
Page 8
— Double tarif du métro : une inauguration mouvementée.
Page 10
— Budget 71.
Pages 10-11
— La rentrée scolaire.

● **Dans les entreprises**
Page 14
— Michelin : comment sont logés les travailleurs immigrés.
— La F.P.A. chez Renault. Du travail de vacances des jeunes... au vol qualifié.
Page 15
— B.N.P. : à la pointe du modernisme et de la participation.
— Dans les hôpitaux.
Page 16
— Maladies et accidents, lot quotidien des travailleurs (S.N.I.A.S. - Bourgogne-Electronique - Fosse Dechny, etc.).
Page 17
— La lutte contre les licenciements. S.N.I.A.S., Belle Jardinière, dans l'Imprimerie.
Page 24
— L'exploitation dans les houillères des Cévennes.

● **Une conférence internationale d'organisations socialistes révolutionnaires**
Page 5

DANS LE MONDE

● **Italie**
Page 5
— Emeutes à Reggio de Calabre.

● **Tchécoslovaquie**
Page 6
— Un chantier de jeunesse.

● **Mexique**
Page 7
— Appel pour les emprisonnés politiques.

● **Moyen-Orient**
Page 7
— Communiqués des CARISE, de l'Ecole Emancipée.

● **Etats-Unis**
Pages 12-13
— Quelques aspects de la vie quotidienne aux usines Chrysler (Détroit).

DIVERS

Page 4
● **En bref**
Page 18
● **Revue de la presse d'extrême-gauche**
Pages 19-20
● **Feuilleton**
Page 21
● **T.V. :**
— A armes égales : Sanguinetti contre Mendès-France.
— Les problèmes de l'environnement.
Page 22
● **Livres**
— Mémoires d'un Bolchévik-Léniniste.
Page 23
● **Cinéma**
— On achève bien les chevaux.

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

En bref

EN ESPAGNE, LA REPRESSION N'ARRETE PAS LES GREVES

En Espagne, l'agitation ouvrière reprend. Lundi 7 septembre, ce sont quinze mille ouvriers du bâtiment qui se sont mis en grève à l'appel des commissions ouvrières. Ils réclament un salaire de 350 pesetas par jour (28 francs) (alors que beaucoup d'entre eux n'en gagnent que la moitié), la semaine de quarante-quatre heures et un mois de vacances par an.

Dans les Asturies, à la suite du lock-out de quinze mille mineurs, de l'entreprise nationale Hunosa, deux mille autres mineurs se sont mis en grève également.

A Gérone, deux mille ouvriers du bâtiment ont cessé le travail pour réclamer des augmentations de salaire.

En Espagne, malgré la répression qui a frappé dernièrement les ouvriers du bâtiment (trois d'entre eux avaient été abattus par la police lors d'une manifestation en juillet dernier), malgré la répression qui frappe continuellement les commissions ouvrières, les ouvriers se montrent de plus en plus déterminés à lutter.

Les travailleurs immigrés espagnols lors d'une manifestation à Paris, solidaires de leurs camarades de Barcelone et Madrid.

(photo L.O.)

EN IRLANDE DU NORD, LES PECHEURS EN LUTTE

E journal révolutionnaire anglais « Socialist Worker » (L'ouvrier socialiste) rapporte dans son numéro du 12 septembre, la lutte engagée par les pêcheurs du lac Lough Neagh contre la grosse compagnie qui commercialise le poisson et dont ils dépendent.

Depuis toujours, les gens qui vivent sur les rives du lac Lough Neagh et de la rivière Bann ont fait de la pêche leur principale activité de subsistance.

En 1911, on trouvait encore sept cents pêcheurs. De nos jours, ils ne sont plus que trois cents.

Mais l'existence déjà difficile de ces hommes a été aggravée par le monopole sur la pêche qu'une grosse société anglaise, les Pêcheries Toome Eel, s'est octroyé. Désormais, les pêcheurs sont contraints de travailler suivant les instructions de cette compagnie et ne peuvent approcher du lac sans autorisation. En outre, ils sont obligés d'accepter les prix d'achat de leurs produits fixés par cette compagnie.

Ainsi, actuellement, les hommes d'affaires achètent aux pêcheurs les anguilles à 2 shillings 6 pence la livre (soit environ 1 F 60) et les vendent aux consommateurs londoniens de 8 à 9 shillings la livre (de 5 F 20 à 5 F 80).

Même en tenant compte des frais de transports, le profit de la compagnie doit se situer aux environs de 300 %. De plus, la compagnie interdit aux pêcheurs locaux les endroits les plus poissonneux qu'elle réserve pour ses propres nasses. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que, de plus en plus, ces hommes soient entrés en conflit avec la compagnie qui leur suce le sang en demandant notamment la fin du monopole de la Toom Eel sur le lac.

Un petit groupe de la gauche socialiste irlandaise, le People's Democracy, a tenté de faire connaître leur lutte.

Et, dans ce combat, nombre de pêcheurs savent parfaitement que s'ils sont battus, ils iront se joindre aux queues déjà longues de ceux qui émigrent vers Londres, Birmingham et New York.

LES PENDUS SE METTENT A TABLE

La presse française se montre fort discrète sur l'activité civilisatrice de la légion et des paras au Tchad. Tout au plus a-t-on droit, de temps à autre, à quelques photos relevant de l'imagerie d'Epinal : légionnaires en embuscade, marchant sous le soleil, ou fraternisant avec la population.

A croire qu'il ne se passe rien au Tchad.

Pourtant, un magazine d'outre-Rhin, « Stern », vient de publier les souvenirs d'un légionnaire allemand, abondamment illustrés de photos. Rien de nouveau, mais la mise à nu sans vergogne de certaines méthodes de l'armée française.

Les photos se suffisent à elles-mêmes.

Assassinat d'un jeune Tchadien, bourré de coups de pieds avant d'être achevé d'une balle dans la tête ; il voulait aider son père qu'on « interrogeait ».

Pendaison par les pieds, au-dessus d'un feu, d'un rebelle qu'on veut faire parler. D'après un sous-officier, « c'est le meilleur moyen, au-dessus du feu, les pendus se mettent à table ». Celui qu'on voit a été brûlé sans rien dire.

Tout cela, l'ancien défenseur de l'occident chrétien le dit lui-même, c'est banal. Le principal, c'est de rétablir l'ordre ; et puis, après tout, les rebelles ne font pas mieux.

Et d'expliquer comment la légion montre sa force et gagne le cœur de la population : par la torture puis l'exécution de prisonniers sur la place publique. Ingurgitation d'eau (10 à 20 litres), application d'électricité avec « Gégène », la dynamo. Ce sont les « vieux trucs » ressortis par les anciens d'Indochine et d'Algérie.

Mais rassurons-nous, pour torturer ou « supprimer », il faut des ordres. Par contre, tout légionnaire a droit le « faire une tête au carré » (en français dans le texte !) de sa propre initiative !

Comme on voit, il est encore de fidèles serviteurs de nos traditions militaires.

SONDAGE D'OPINION

Dans la revue « Les Informations », on se préoccupe de la rentrée sociale et pour que les lecteurs, patronaux ou assimilés, puissent se faire une idée, « l'ouvrier a la parole ».

Côté syndicats, l'éditorialiste rassure tout de suite : « il suffit d'écouter les leaders syndicaux pour se laisser gagner par l'optimisme ». Il y a bien sûr quelques inquiétudes du côté du secteur nationalisé et de la fonction publique. Ceyrac (C.N.P.F.) peut dire qu' « à condition de ne pas avoir d'accidents, on devrait pouvoir proposer à la France une deuxième année de vie sociale normale ». Surtout quand les syndicats déclarent : « Il n'y aura pas de grandes grèves dans les semaines qui viennent » !

Côté ouvrier, eh bien, voyez-vous, d'abord les ouvriers sont « mal informés ». Notamment ils n'ont pas l'air de très bien se rendre compte de tout ce que l'on fait pour eux autour du tapis vert, de toute la subtilité du « dialogue social ». Il est vrai, remarque pudiquement la revue, que l'ouvrier est un homme « fatigué » et qu'il « recherche avant tout des renseignements pratiques correspondant à ses besoins ». A la question, quelle est la revendication la plus importante ? 64 % répondent : augmentation de salaire, 22 % réduction du travail hebdomadaire, 10 % : augmentation des congés annuels. A celle, votre niveau de vie est-il supérieur, égal ou inférieur à ce qu'il était au début de l'année : 51 % répondent : inférieur, 40 % : égal et 5 % : supérieur. Les syndicats ? 50 % leur font confiance, 31 % non. La question de la « politique contractuelle » est embrouillée car tout dépend du résultat tangible des discussions et des restrictions du droit de grève.

Enfin 72 % des ouvriers se prononcent pour le « socialisme moderne » et 7 % pour le « capitalisme moderne ».

Décidément, pour les patrons, il est plus agréable d'écouter les sirènes syndicales que ce que pensent les ouvriers.

LA CONFERENCE DE LUSAKA

Le maréchal Tito
(photo A.F.P.)

A Lusaka, capitale de la République africaine de Zambie, s'est ouverte le 8 septembre, la Conférence des pays non alignés.

Le président de la République de Zambie, ayant à sa droite le maréchal Tito et à sa gauche l'empereur d'Ethiopie plaça la Conférence sous le parrainage du « dieu tout-puissant » et invita l'assistance à une minute de silence et de prière.

Les « non-alignés » n'ont, en effet, pas grand-chose d'autre à faire que d'invoquer le « dieu tout-puissant ». De profondes divergences séparent les quarante Etats du Tiers Monde représentés à cette conférence. Certains (le Liberia, la Malaisie) sont des dépendances directes de l'impérialisme. D'autres se veulent, verbalement du moins, «anti-impérialistes» telle l'Algérie. Dès la première séance, les divergences insurmontables ne purent être cachées : il s'agissait de savoir qui représenterait le Cambodge de Sihanouk ou de Lon Nol. Il fut impossible de se mettre d'accord.

Personne ne peut espérer qu'un tel rassemblement puisse changer quoi que ce soit à la domination de l'impérialisme. Pendant que tous ces chefs d'Etat bavarderont, les trusts occidentaux pourront tranquillement continuer à piller le Tiers Monde.

Le procès des diffuseurs de "la Cause du Peuple" :

Un procès d'opinion

Le procès des cinq diffuseurs de la Cause du Peuple **devant la cour de sûreté de l'Etat, pour reconstitution de ligue dissoute, s'est terminé par six mois de prison ferme pour l'un et trois mois pour les quatre autres, avec privation des droits civiques, civils et familiaux... Tout cela pour avoir vendu un journal qui n'est même pas interdit.**

Pour protester contre le procès qui leur était intenté, les accusés et leurs avocats n'ont pas assisté à l'audience et c'est en leur absence que les débats ont eu lieu et que les juges ont rendu leur arrêt. « Je ne suis pas en présence de juges mais d'ennemis », **déclara l'un des accusés avant de quitter la salle.**

L'inconsistance juridique de l'accusation a été particulièrement mise en lumière par l'avocat général lui-même quand il a tenté de justifier l'impunité dont jouissait J.-P. Sartre, directeur de la Cause du Peuple, **ainsi que d'autres personnages célèbres, comme François Truffaut, par exemple, qui ont vendu à la criée ce même journal. L'avocat général s'est lancé dans un subtil distinguo entre «** les vrais vendeurs, les militants, ceux qui prennent la fuite à l'arrivée de la police » **et** « ceux qui, en diffusant ostensiblement le journal, se livrent à un acte de provocation. » **Incroyable mais vrai ! Le vrai vendeur commet un délit que ne commet pas le vendeur « occasionnel » !**

De même : « M. Sartre **n'a** pas caché qu'en prenant la direction de **la Cause du Peuple** il entendait ridiculiser la justice, mais que cela n'impliquait ni un changement dans ses opinions personnelles **(sic !)**, qui ne coïncidaient pas avec celles de la doctrine de **la Cause du Peuple,** ni une modification de la doctrine de **la Cause du Peuple. » Et ainsi, quand M. Sartre** « se sert de sa renommée comme d'un bouclier » **pour protéger** la Cause du Peuple, **ce n'est pas un délit, mais le jeune qui sera trouvé en possession de plusieurs exemplaires du même journal sera inculpé de reconstitution de ligue dissoute. Il est vrai que le premier n'a pas des « opinions personnelles » pro-chinoises !**

Finalement, c'est bien de cela qu'il s'agit : c'est un véritable procès d'opinion qui a été fait aux cinq diffuseurs de la Cause du Peuple. **Ils ont été condamnés non pas pour vente du journal mais parce qu'ils étaient d'accord avec son contenu ! Voilà qui est grave.**

Les peines qui ont été prononcées, de privation des droits civiques, civils et familiaux sont elles-aussi pour le moins insolites. La presse a reconnu elle-même que c'étaient là des peines très rarement prononcées et qui ne sont appliquées pratiquement qu'aux souteneurs, et encore, avec une limitation dans le temps qui n'a pas été précisée dans le cas des cinq diffuseurs de la Cause du Peuple.

Tout ceci augure bien des futurs procès ! Car d'autres vont suivre : il y a encore environ 70 « gauchistes » qui attendent d'être jugés pour des « crimes » semblables ! Mais ils ne sont pas les seuls à être concernés dans cette affaire. Ce sont tous les militants, tous les travailleurs, tous ceux qui se disent attachés à la liberté d'expression et à la liberté d'opinion qui doivent réagir pour préserver ces libertés.

Car le jugement rendu la semaine dernière par la cour de sûreté de l'Etat constitue un précédent grave qui pourrait bien servir non seulement contre les gauchistes qui vont être jugés prochainement mais contre tous les opposants au régime quels qu'ils soient, contre tous les mécontents... et ils sont nombreux !

Dominique CHABLIS.

(Photo U.P.I.)

Émeutes à Reggio-de-Calabre

LES nouvelles journées d'émeutes qui ont secoué la ville de Reggio de Calabre ont fait deux morts et au moins huit blessés graves. Venant après les violences de juillet dernier, qui firent déjà un mort, ces incidents attestent de la tension qui règne dans cette région de l'extrême sud de l'Italie, tension qui ne s'est pas atténuée depuis que les habitants de la ville ont appris que l'on avait préféré Catanzaro comme capitale de la future région de Calabre, à Reggio de Calabre.

Au premier abord, cette « querelle de clochers » peut paraître dérisoire. Et beaucoup se sont empressés d'y trouver des explications faciles : on faisait appel au folklore, aux clichés les plus éculés, dans lesquels le sang chaud des Calabrais tient la bonne place.

Les partis politiques y ont vu aussitôt la main de démagogues locaux ; les partis de gauche se sont empressés de dénoncer l'œuvre des agitateurs d'extrême-droite. Chacun s'est accroché à une explication commode pour refuser de voir les vrais problèmes... et les vraies responsabilités.

Certes, personne ne conteste aujourd'hui que les violences de la semaine dernière aient été exploitées par des éléments d'extrême-droite. Mais cela n'est pas suffisant pour expliquer que la population de toute une ville soit décidée à affronter la police, plusieurs jours durant, en laissant des morts sur le terrain.

Si les habitants de Reggio de Calabre sont descendus dans la rue, ce n'est pas tant pour laver l'affront qu'on a fait à leur ville. S'ils revendiquent le titre de capitale régionale, ce n'est pas tant pour l'honneur et pour le prestige que pour les avantages matériels qu'il confère : création d'emplois nouveaux de fonctionnaires, possibilité d'être plus près des organismes de décision, donc d'être, peut-être, mieux servis, etc... Ce qui explique l'explosion, ce n'est pas l'action d'un chef d'orchestre mystérieux, mais la misère engendrée par le chômage, misère qui règne dans toute cette région.

En fin de compte, la démagogie régionaliste du gouvernement se retourne contre lui. Promettant monts et merveilles d'une réforme administrative, obligé de donner aux uns quelques miettes qu'il a prises aux autres, il porte dans cette affaire une lourde responsabilité. Le vrai responsable reste le système capitaliste, préoccupé de ses seuls profits, incapable d'assurer un développement économique qui tienne compte des besoins des hommes.

Mais comment se fait-il que ce soit l'extrême-droite qui ait pris la tête de cette explosion de colère ? Les organisations de gauche n'avaient-elles, pour leur part, aucune perspective à offrir ?

Elles se sont bornées à faire doctement un diagnostic en se penchant sur le malade. Soucieuses de ne pas laisser ternir leur image de marque, celle d'organisations « responsables », elles ont jeté les traditionnels anathèmes contre « les violences qui ne peuvent que faire le jeu de la réaction ». Comme la lutte des Calabrais ne s'inscrit pas dans la perspective de la prise pacifique de maroquins ministériels, perspective qui est celle du Parti communiste italien, celui-ci fait la fine bouche, laissant le champ libre à la démagogie fasciste, qui elle, ne répugne pas à se réclamer de la violence, quitte à duper les sentiments de la population.

Car rien n'est plus facile pour l'extrême-droite que de profiter de la veulerie et de la stérilité des partis de gauche, confinés dans l'électoralisme le plus plat, alors que les perspectives électorales se révèlent bouchées, les habitants de Reggio de Calabre viennent d'en faire encore une fois l'expérience.

Le rôle des organisations se réclamant de la classe ouvrière serait d'organiser le formidable mécontentement des masses populaires qui existe actuellement en Italie. Il serait d'offrir une direction à la colère qui éclate, en Italie, à la moindre occasion. Mais elles préfèrent guigner des sièges ministériels en laissant la population en tête-à-tête avec les dirigeants fascisants. Inspirée par un tel « réalisme », la gauche risque de se préparer de tristes lendemains ; en même temps qu'à la classe ouvrière.

J.-P. VALI.

Une conférence internationale d'organisations socialistes révolutionnaires

A l'invitation du groupe anglais International Socialism, *du groupe américain* International Socialist *et de* Lutte Ouvrière, *une Conférence Internationale des Socialistes Révolutionnaires vient d'avoir lieu. Outre les trois invitants, ont participé à la Conférence : deux groupes italiens,* Potere Operario *et* Vanguardia operaia, *le groupe américain* Labour Comitee, *le groupe espagnol* Action Communista, *ainsi que des camarades antillais, irlandais, danois et américains.*

La discussion politique a été principalement consacrée à trois sujets : l'examen de la situation et les tâches des organisations révolutionnaires dans les pays industriellement avancés, les pays de l'Est et les pays du Tiers-Monde.

Les groupes participants ont également évoqué quelques aspects pratiques de leur action pour la construction de partis révolutionnaires dans leurs pays respectifs. Un échange de vues consacré aux conditions de reconstitution d'une organisation internationale révolutionnaire a clôturé la conférence.

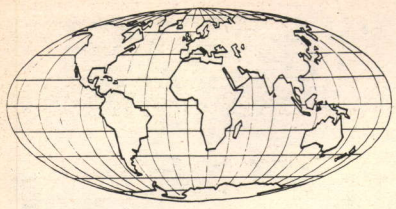
Etant donné les divergences parfois graves qui séparaient les tendances présentes à la conférence, si la discussion a été animée, elle ne pouvait aboutir à un accord sur des questions dont certains divisent le mouvement révolutionnaire depuis trente ans. Mais tel n'était pas le but de la Conférence.

Et bien que, pour ne citer que ces exemples, la discussion sur la nature des Etats des pays de l'Est ou encore celle consacrée à la façon de s'implanter dans la classe ouvrière, ne pouvaient que souligner les différences de points en vue entre groupes dont certains se réclament du trotskysme, d'autres caractérisent l'U.R.S.S. comme capitaliste d'Etat, d'autres encore qui, tout en critiquant le stalinisme, n'hésitent pas de se référer à Mao, les participants ont prouvé qu'il était possible de surmonter le climat d'isolement sectaire, de confronter les différentes analyses et de les soumettre à une critique mutuelle.

Par ailleurs, les échanges de vues et d'expériences entre les différents groupes ont permis aux uns et aux autres de mieux apprécier les problèmes posés par la construction d'un parti révolutionnaire dans les différents pays représentés.

Afin que cette Conférence ne reste pas sans lendemain, afin que des relations politiques suivies puissent être établies entre groupes révolutionnaires et permettent une constante confrontation d'idées et d'expériences, les organisateurs ont décidé de convoquer régulièrement de telles réunions internationales, ouvertes à tout groupe socialiste révolutionnaire sans exclusive. Par ailleurs, dans le même esprit et pour les mêmes raisons, dès que les conditions matérielles le permettent, les organisateurs de la Conférence prendront l'initiative d'une publication internationale.

G. KALDY



DANS LE MONDE

UN CHANTIER DE JEUNESSE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

NOUS avons reçu d'un lecteur sympathisant, un récit de vacances en Tchécoslovaquie dans le cadre d'un chantier de jeunesse. Il n'y a dans ce texte aucune révélation, mais plusieurs notations intéressantes. Nous espérons que nos lecteurs partageront notre point de vue.

En 1968, C.K.M., l'organisme d'Etat chargé du Tourisme en Tchécoslovaquie organisait les premiers chantiers internationaux de jeunesse. Des centaines de jeunes vinrent en Tchécoslovaquie, des centaines de jeunes Tchèques partirent pour l'étranger et ce sans bourse délier.

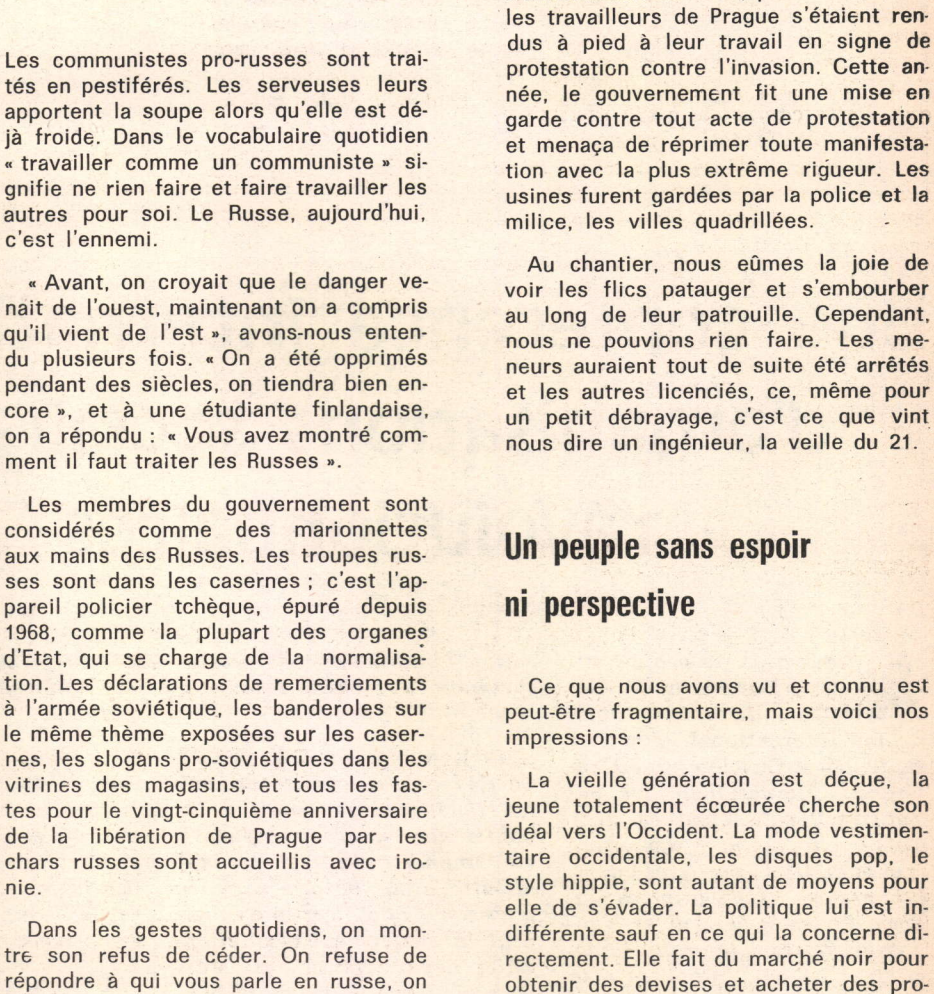
Considérée d'un mauvais œil par le gouvernement depuis l'invasion, cette activité est petit à petit étouffée dans le cadre du processus de normalisation. Cette année, il n'y eut que seize chantiers organisés en Tchécoslovaquie, et très peu de jeunes tchèques purent partir à l'étranger.

Les conditions de vie et de travail en Tchécoslovaquie

Dans la plupart des chantiers, les volontaires travaillent entre eux à une activité marginale. Le chantier de Prisecnice okres Chomutov consacré à la construction d'un barrage se singularisait par le mélange créé entre les volontaires internationaux et les ouvriers tchèques. Tout le monde était employé de l'entreprise d'Etat Vodni Stavby. Les conditions de travail étaient identiques, les normes, les chefs, le matériel. De fait, ces jeunes venus de France, de Finlande, du Maroc, d'Italie, d'Angleterre, de R.F.A., connurent la vie quotidienne, les conditions de travail, les espoirs et les problèmes des travailleurs tchèques. Les contacts étaient nombreux entre les ouvriers et les volontaires étrangers. Le problème des langues ne se posa pas. Dans cette région bordant la D.D.R., la plupart de la population parle allemand. Certains techniciens parlaient aussi anglais ou français.

A Vodni Stavby, comme partout ailleurs en Tchécoslovaquie, les travailleurs ont les quarante heures. Sur le chantier, le travail commence à 6 h le matin et s'arrête à 15 h 30 le soir. Une pause d'une demi-heure pour déjeuner coupe la journée. Le lundi, le travail commence une heure plus tard, le vendredi, il s'arrête au déjeuner. Le samedi est chômé. Le travail était très mécanisé, la majorité des deux cents ouvriers étaient des ouvriers qualifiés, il y avait aussi des techniciens, quelques ingénieurs. Les manœuvres étaient peu nombreux, la plupart étaient les volontaires internationaux. Le salaire d'un ouvrier qualifié était de 2.000 Kcs, celui d'un technicien un peu plus. Cela permet de joindre les deux bouts sans plus. Le logement est bon marché, les nouveaux immeubles très confortables et d'une belle architecture. Les autres, la majorité, sont laids, décrépis, les murs sont minces : des H.L.M. en pire. La nourriture, les aliments de base sont très abordables. Mais les produits manufacturés, habits, électrophones, voitures sont très chers en proportion. Le matériel culturel, livres, disques est à la portée de tous.

Le rythme lent du travail, le manque de soin pour le matériel, sont le fruit direct d'un écœurement, d'un refus de l'occupation et de la normalisation. Les coups de gueule de la maîtrise, les discours des ingénieurs n'y changent rien.



La cantine du chantier.

(photo L.O.)

L'hostilité anti-russe

Les communistes pro-russes sont traités en pestiférés. Les serveuses leurs apportent la soupe alors qu'elle est déjà froide. Dans le vocabulaire quotidien « travailler comme un communiste » signifie ne rien faire et faire travailler les autres pour soi. Le Russe, aujourd'hui, c'est l'ennemi.

« Avant, on croyait que le danger venait de l'ouest, maintenant on a compris qu'il vient de l'est », avons-nous entendu plusieurs fois. « On a été opprimés pendant des siècles, on tiendra bien encore », et à une étudiante finlandaise, on a répondu : « Vous avez montré comment il faut traiter les Russes ».

Les membres du gouvernement sont considérés comme des marionnettes aux mains des Russes. Les troupes russes sont dans les casernes ; c'est l'appareil policier tchèque, épuré depuis 1968, comme la plupart des organes d'Etat, qui se charge de la normalisation. Les déclarations de remerciements à l'armée soviétique, les banderoles sur le même thème exposées sur les casernes, les slogans pro-soviétiques dans les vitrines des magasins, et tous les fastes pour le vingt-cinquième anniversaire de la libération de Prague par les chars russes sont accueillis avec ironie.

Dans les gestes quotidiens, on montre son refus de céder. On refuse de répondre à qui vous parle en russe, on affiche le portrait de Svoboda, président de la République, un des trois du printemps, le seul qui soit resté à son poste, et jamais celui d'Husack, on ne fume plus de cigarettes russes, etc.

Mais l'espoir d'un retour de Dubcek s'éloigne. Ce dernier a gardé tout son prestige et son rôle de symbole, malgré son maintien au gouvernement dans les premiers temps de l'occupation. Pour certains, il tentait par ce biais de maintenir les conquêtes du printemps 1968, pour d'autres, il était un peu mou et opportuniste. Mais il reste l'expression du refus de la normalisation et de l'espoir d'une vie meilleure. Beaucoup de travailleurs gardent dans leur portefeuille un portrait de Dubcek, ou bien un drapeau tchèque avec son nom accolé à celui de Svoboda. Avec la reprise en main du pays par le nouveau pouvoir, les possibilités de résistance ouverte s'amenuisent. En 1969, pour le 21 août, les travailleurs de Prague s'étaient rendus à pied à leur travail en signe de protestation contre l'invasion. Cette année, le gouvernement fit une mise en garde contre tout acte de protestation et menaça de réprimer toute manifestation avec la plus extrême rigueur. Les usines furent gardées par la police et la milice, les villes quadrillées.

Au chantier, nous eûmes la joie de voir les flics patauger et s'embourber au long de leur patrouille. Cependant, nous ne pouvions rien faire. Les meneurs auraient tout de suite été arrêtés et les autres licenciés, ce, même pour un petit débrayage, c'est ce que vint nous dire un ingénieur, la veille du 21.

Un peuple sans espoir ni perspective

Ce que nous avons vu et connu est peut-être fragmentaire, mais voici nos impressions :

La vieille génération est déçue, la jeune totalement écœurée cherche son idéal vers l'Occident. La mode vestimentaire occidentale, les disques pop, le style hippie, sont autant de moyens pour elle de s'évader. La politique lui est indifférente sauf en ce qui la concerne directement. Elle fait du marché noir pour obtenir des devises et acheter des produits occidentaux, disques ou vêtements. Les « Lévi's » tchèques et l'ersatz de coca-cola, les mélodies pops traduites et adaptées ne suffisent pas L'alcool remplace la drogue...

Les chars du pacte de Varsovie n'ont rien réglé en Tchécoslovaquie. Ils n'ont fait que déconsidérer un peu plus le « socialisme à la russe », malheureusement seule une minorité comprend que cela s'appelle le stalinisme. Beaucoup ne croient plus aux mots en « isme ». D'autres continuent de rêver à une voie tchèque vers le socialisme avec Dubcek et consorts. Peu se posent le problème de la révolution ouvrière et du pouvoir des conseils ouvriers.

Là aussi, le stalinisme a laminé les esprits.

J. P.

Au guichet de la cantine, une banderolle : « Vous vivrez demain selon votre travail d aujourd'hui. »

(photo L.O.)

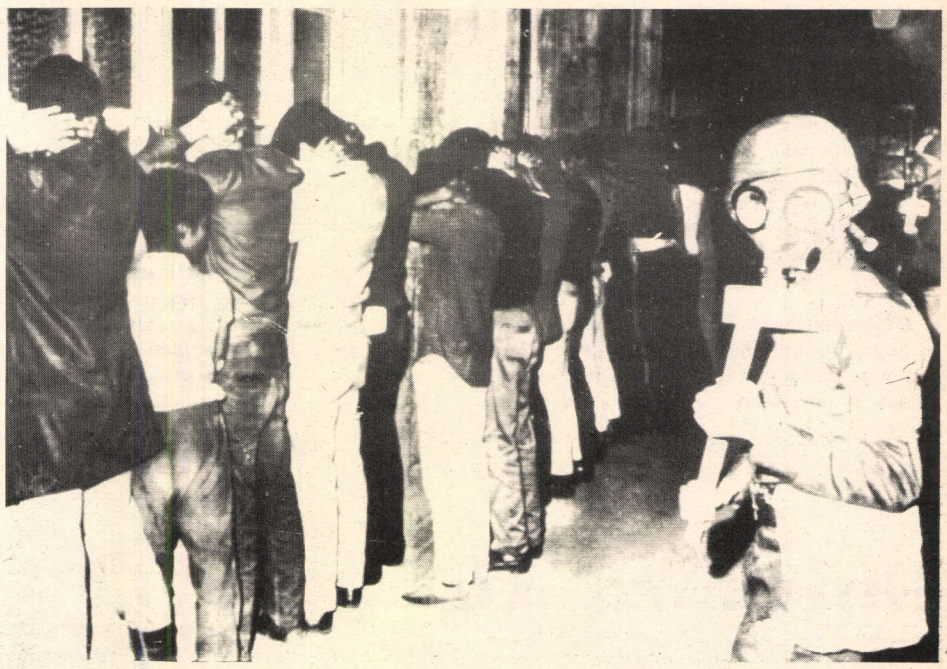
MEXIQUE :

Appel pour les emprisonnés politiques

IL y a deux ans, à Mexico, sur la place des Trois-Cultures, l'armée mexicaine noyait dans un bain de sang le mouvement des étudiants qui, depuis des mois, se battaient pour l'obtention de droits démocratiques et contre la répression policière.

Aujourd'hui, l'opinion publique a oublié ce massacre et bien peu de gens savent que plusieurs centaines de prisonniers politiques restent enfermés dans les geôles du Mexique.

C'est pourquoi un groupe d'étudiants de l'Université de Berkeley (USA) nous a fait parvenir l'appel suivant en solidarité avec ces emprisonnés.



Mexico : 30 juillet 1968. Des lycéens arrêtés après que la police ait fait sauter au bazocka la porte d'entrée de l'immeuble où ils se trouvaient.
(photo Associated Press.)

Aucun signe ne permet de prévoir la fin de l'emprisonnement de plus de 200 prisonniers politiques enfermés dans la prison Lecumberi à Mexico. Ils ont été arrêtés au cours du mouvement contre la répression gouvernementale de juillet à octobre 1968, ou après l'écrasement de ce mouvement accompagné du massacre de centaines de personnes lors d'un rassemblement sur la place des Trois-Cultures le 3 octobre 1968. Beaucoup sont emprisonnés depuis près de deux ans sans possibilité de libération sous caution, sans qu'aucune date de procès ait été fixée, et sans aucun signe d'une libération prochaine.

Il semble que le refus du gouvernement d'autoriser, même simplement une libération sous caution,, s'explique par deux raisons. D'abord, l'élection à la Présidence de la République de Luis Echeverria, un des dirigeants de la répression du mouvement de 1968, et ensuite, l'aggravation de la situation économique.

Les arrestations continuent

Echeverria, ancien secrétaire d'Etat, mena une intense campagne électorale, ce qui était parfaitement inutile étant donné qu'il était le candidat de ce qui est dans les faits un parti unique. Cette campagne a été considérée comme une tentative pour regagner l'appui des ouvriers, des paysans et des jeunes venant d'atteindre l'âge de voter sans faire aucune concession réelle, et comme un indice du mécontentement général contre le gouvernement en place. Echeverria dut faire appel à l'armée pour réprimer des manifestations contre la « farce électorale » et faire occuper des villes entières par la troupe, simplement pour pouvoir y faire campagne, comme ce fut le cas à Durango par exemple. Cela ne s'était pas produit depuis 1910, à la veille de la révolution.

Le nombre toujours croissant de prisonniers politiques est une tentative d'intimidation pour empêcher toute activité politique ouverte. Parmi les prisonniers politiques mexicains, on trouve des étudiants, des dirigeants paysans, des militants syndicalistes ainsi que des journalistes comme Jose Revueltas de Siempre ! *et Manuel Pardinas, rédacteur en chef de la revue* Politica *actuellement supprimée. On y trouve aussi des professeurs comme le philosophe Eli De Gortari et Eberto Castillo, un des plus éminents mathématiciens de Mexico.*

Parmi les toutes dernières arrestations, on compte Mario Menendez, fondateur de la revue d'opposition la plus lue du Mexique Por Que ?, *qui a été arrêté en compagnie de sept étudiants. Il est accusé d'avoir déposé des bombes dans les bureaux de son propre jounral* Por Que ? *et dans plusieurs autres endroits. Mais le refus du gouvernement de fixer une date de procès prouve bien son incapacité à prouver ces accusations. En réalité, il a été emprisonné pour avoir dénoncé la corruption du gouvernement, corruption qui se pratique à tous les échelons de l'administration et qui implique jusqu'au président de la République du Mexique, Diaz Ordaz, patron de Luis Echeverria.*

Menendez a montré que Diaz Ordaz ainsi que les membres de sa famille qu'il avait fait nommer au gouvernement avaient empoché des centaines de millions grâce à des contrats de travaux publics frauduleux. Il va sans dire que dans un tel climat, la corruption au niveau local n'a nullement diminué au cours des 6 années de son mandat.

Des problèmes économiques qui vont en s'aggravant

Les problèmes économiques du Mexique, qui sont dûs en partie au désir de la classe capitaliste d'ouvrir plus largement les portes aux prêts et aux investissements étrangers (U.S.), sont aggravés par la présence d'un gouvernement qui n'a pratiquement rien fait pour résoudre les problèmes qui se posent à la population. Ce qui a contribué également à aggraver la méfiance envers le gouvernement ex-« révolutionnaire ».

En plus de tout cela, le Mexique, qui est très dépendant par rapport aux Etats-Unis (70 % de son commerce) subit très fortement le contre-coup de la crise économique des Etats-Unis. Le chômage et l'inflation se développent et on trouve même au Mexique le paradoxe d'un chômage des techniciens et des ouvriers qualifiés dans un pays sous-développé.

Rien d'étonnant que le gouvernement mexicain hésite à se montrer indulgent et à relâcher les dirigeants des couches les plus mécontentes de la société. On trouve déjà des groupes de guérilla en action dans la jungle de l'Etat de Guerrero et les étudiants s'exercent à travailler dans une semi-clandestinité pour s'adapter à la nouvelle situation, tout en établissant des liens plus étroits avec les groupes paysans ou ouvriers. Récemment, les étudiants ont joué un rôle en organisant le soutien à la grève des conducteurs de bus de Mexico.

Le gouvernement subit une pression très forte pour la libération des prisonniers politiques. On espère parvenir au moins à la libération des moins connus parmi les étudiants emprisonnés. Beaucoup de prisonniers risquent des peines allant jusqu'à 25 ans de prison et la pression internationale peut jouer un rôle réellement efficace (le tourisme a une part très importante dans l'économie du Mexique.)

Les dons et les messages de solidarité peuvent être envoyés à :

Organizacion por la libertad
de los presos politicos
Dr Lavista 143-403 Mexico 7, D.F.

Les lettres de protestation peuvent être envoyées à :

Président de la République
Lic. Luis Echeverria
Palacio Nacional Mexico D.F.

Les Comités d'Action Révolutionnaire Israéliens à l'étranger (CARISE) :

" Nous soutenons la lutte révolutionnaire engagée dans le camp palestinien, contre le régime sioniste, contre l'impérialisme..."

Les Comités d'Action Révolutionnaires Israéliens à l'Etranger de France, Allemagne et Angleterre, qui éditent la revue ISRAC, ont tenu, les 29, 30 et 31 août leur réunion annuelle avec la participation d'une importante délégation de l'Organisation Socialiste Israélienne (MATZPEN). Devant les nouveaux assauts contre l'affirmation du peuple arabe palestinien, devant les tentatives de liquidation physique de ses organisations de lutte armée, devant ce complot réunissant sous la coupe de l'impérialisme à la fois le régime sioniste et la réaction arabe, ISRAC réaffirme sa position de principe « qu'un peuple conquis et opprimé a le droit et le devoir de résister et de lutter pour sa liberté ». La réunion d'ISRAC communique également la déclaration de MATZPEN sur le plan Rogers, dont les principaux passages :

Le plan Rogers a pour but d'arrêter le développement d'un mouvement révolutionnaire dans l'Orient arabe, constituant un danger pour l'ensemble des régimes arabes au pouvoir.

Ce plan signifie la négation des droits nationaux, politiques et humains du peuple arabe palestinien.

Une paix durable dans le Proche-Orient n'est possible que sur la base de la liquidation du caractère sioniste-colonialiste d'Israël et du renversement des régimes réactionnaires arabes, et par un respect scrupuleux des droits du peuple juif israélien et du peuple arabe palestinien sur le territoire de la Palestine. La paix ne saurait être le résultat des pressions exercées par les grandes pusisances mais elle sera arrachée par la lutte populaire contre les régimes chauvins des deux côtés.

Nous étions opposés aux conquêtes militaires de juin 1967 et nous reitérons notre demande d'un retrait israélien immédiat, total et sans condition de tous les territoires conquis en 1967, car un peuple qui opprime un autre ne saurait être libre.

Nous appelons la masse des ouvriers, fellahin, jeunesse et intelligentzia en Israël à lutter contre le sionisme et contre l'impérialisme.

Nous soutenons la lutte révolutionnaire engagée dans le camp palestinien et dans le monde arabe, contre le régime sioniste, contre l'impérialisme et contre les régimes réactionnaires arabes, lutte pour une révolution sociale qui seule pourra amener une paix durable entre Israël et le monde arabe, sans conquérants et conquis, sans exploiteurs et exploités, sans oppresseurs et opprimés, sans maîtres et humiliés.

Paris, le 1er septembre 1970.

11, rue Ernestine,
CARISE-ISRAC,
75 - Paris-16 .

L'Ecole Emancipée communique :

L'Ecole Emancipée, fidèle à l'internationalisme prolétarien, a toujours apporté son soutien à tous les mouvements de libération dans le monde ; elle ne peut que s'inquiéter de la nouvelle situation créée au Moyen-Orient par la tentative d'application du plan Rogers.

Ce plan, rejetant totalement les intérêts et revendications du peuple palestinien, manifeste la volonté délibérée de liquider les organisations de résistance palestiniennes et l'espoir qu'elles suscitent au sein des masses pour leur lutte armée contre l'Etat impérialiste d'Israël.

Aujourd'hui, les gouvernements arabes, bourgeois ou féodaux, ébranlés par l'écho qu'éveille cette lutte au sein des masses ouvrières et paysannes, dévoilent leur véritable nature en acceptant sur le dos de la résistance palestinienne les conditions du plan Rogers fixées par l'impérialisme américain.

Sans aucun doute, ce plan inspiré de la politique de « coexistence pacifique » cherche à préserver le statu quo dans cette région du monde pour le profit commun de l'impérialisme américain et de la bureaucratie soviétique.

Le soutien de tous les révolutionnaires contribuera à faire échec aux tentatives de tous ceux qui cherchent à freiner le développement de la résistance palestinienne.

LA RENTRÉE SCOLAIRE

99,5 % de réussites...

mais 100 % de mécontents !

A en croire M. Guichard, ministre de l'Education Nationale, la rentrée scolaire s'est déroulée le mieux du monde. Modestement, il déclare qu'elle fut une réussite à 99,5 %. La perfection absolue n'est pas de ce monde, et M. Guichard fait, généreusement, la part du feu... en se laissant une marge de 0,5 %.

Malheureusement, ni les professeurs, ni les élèves, ni leurs parents ne partagent ce bel optimisme. Car il n'y a, si on y regarde d'un peu plus près, aucune raison de pavoiser, si on exclu les raisons... d'état.

Les professeurs et leurs syndicats se plaignent de leurs conditions de travail, desquelles dépend la bonne scolarité des élèves. Le jour même de la rentrée, les enseignants du Technique font grève. Bavures que tout cela !

Les élèves se retrouvent dans des classes surchargées, les professeurs ne sont pas encore tous désignés. Détails ! Les parents se plaignent du manque d'organisation de cette rentrée. Ils se plaignent aussi de l'augmentation des fournitures scolaires. Ce sont des grincheux qui manquent d'esprit civique ! Rien ne peut troubler la radieuse satisfaction de notre ministre.

Car il a trouvé l'argument massue, celui qui doit clouer toutes les bouches : « On note une amélioration par rapport à l'année dernière. » Voilà le maître mot laché : ça pourrait être pire. Nous en sommes convaincus.

Mais avec une telle façon de raisonner, on ne voit pas ce qui pourrait déraciner l'optimisme de M. Guichard, ni ce qui pourrait convaincre les professeurs et les parents que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes possible.

Guichard aux prises avec les auditeurs

LE lundi 14 septembre, le soir même de la rentrée scolaire, Europe n° 1 organisait sur ses ondes un dialogue entre ses auditeurs et M. Olivier Guichard, ministre de l'Education nationale. Le thème en était — actualité oblige — la rentrée scolaire.

Après que ce Monsieur se soit généreusement décerné un bulletin d'auto-satisfaction sur l'innovation de l'année : les quatre jours de rentrée anticipée des professeurs, qui devaient soi-disant permettre de préparer la rentrée des élèves ; après que ce Monsieur ait été contraint par le speaker, Georges Leroy, de répéter sa petite phrase devenue historique sur les 99,5 % de réussites de la rentrée scolaire — petite phrase qu'il doit se mordre les doigts d'avoir malencontreusement lachée dans un moment d'inexplicable euphorie — après tout cela, les auditeurs eurent la parole.

Ces auditeurs, professeurs ou parents d'élèves, étaient tous, à divers titres, des usagers directs des bons services de l'Education nationale, ou plutôt des gens qui comptaient à tort en être les usagers...

Car leurs propos, tous plus amers les uns que les autres, tranchaient singulièrement sur ceux de M. le ministre.

M. le ministre avait en effet affirmé que les 4 jours de rentrée anticipée permettraient une préparation correcte de la vraie rentrée. Alors pourquoi s'enquérit fort pertinemment un père de famille, son fils, élève au lycée Voltaire, avait-il donc passé le matin même de la rentrée quatre heures en permanence, pour s'entendre dire de revenir... deux jours plus tard ?

M. le ministre avait décrété (sans consulter personne, il est vrai) que le samedi 12 septembre serait un jour d'« Ecole Ouverte », où les professeurs recevraient les parents. Alors pourquoi, demanda une mère de famille, avait-elle trouvé ce jour-là la porte du lycée de sa fille hermétiquement close ?

M. le ministre avait assuré les parents de la gratuité totale des livres scolaires de l'école primaire à la troisième du second cycle. Alors pourquoi, demanda un autre père de famille, l'établissement où était son fils, un C.E.S. du Chesnay (Yvelines), ne fournissait-il pas les livres ?

Une des « petites bavures » de la rentrée.
(Photo A.F.P.)

M. le ministre avait affirmé qu'un effort particulier avait été fait pour scolariser tous les jeunes enfants, et augmenter les effectifs d'institutrices d'écoles maternelles. Alors pourquoi, interrogea un troisième père de famille, son enfant de trois ans — et qui est loin d'être le seul dans ce cas — avait-il été refusé dans une école comble de la région parisienne ?

M. le ministre avait affirmé qu'énormément de crédits avaient été débloqués pour la construction de C.E.S. Alors pourquoi, demanda une mère de famille, sa fille commençait-elle l'année scolaire 1970 (comme d'ailleurs elle avait commencé l'année précédente), en restant chez elle parce que son C.E.S. était encore en chantier ? (Certains diront bien sûr que c'est là une preuve qu'on en contruit ! ...mais des C.E.S. ou des chantiers de C.E.S. ?)

M. le ministre s'était présenté comme un « bon patron » envers ses employés. Alors pourquoi, demanda un mari, sa femme, maîtresse auxiliaire, avait-elle donc été nommée à un poste et était-elle entrée dès le 10 septembre en fonctions, pour se voir avisée, fort cavalièrement, quatre jours plus tard, que ce poste lui était retiré ?

Etc., etc., etc.

M. le ministre avait affirmé que la rentrée réussirait dans 99,5 % des cas. Alors pourquoi, 100 % des auditeurs d'Europe N° 1 ne constatèrent-ils que des échecs ?

M. Olivier Guichard, très courtoisement mais très hypocritement, s'en étonna lui-même !

Encore plus hypocritement, il convia le bon peuple à rédiger à ses bons soins, et de sa plus belle plume, les motifs exacts de son mécontentement ! (Histoire de s'informer.) De qui se moque-t-il ?

La démarche serait inutile, car comme chacun sait, le ministère de l'Education nationale est un monde qui infirme la très célèbre loi de Lavoisier : tout s'y perd (surtout les réclamations de mécontents), rien ne s'y crée, et surtout pas des postes d'enseignants et des locaux scolaires en nombre suffisant !

Michelle Verdier.

UN CALCUL FRELATÉ

DANS le projet de budget de l'Etat pour l'année 1971, la presse a découvert avec un enthousiasme ravi que, pour la première fois dans l'histoire de France, le budget de l'Education nationale dépassait celui de l'Armée. Pas de beaucoup, il est vrai, puisque le premier s'élève à 29 750 millions de francs lourds contre 28 850 millions pour le second. Mais, tant aux yeux de nos gouvernants qu'aux yeux des journalistes, cela n'en reste pas moins une véritable révolution budgétaire.

C'est pourtant là se réjouir un peu vite, car, à y regarder de plus près, le budget de l'Education nationale reste loin d'occuper la place qui devrait lui revenir dans les finances de l'Etat.

Ainsi, une première constatation s'impose : si les crédits de l'Education nationale semble prendre le pas sur les crédits de la Défense, ce n'est pas que leur part dans l'ensemble du budget national a augmenté (elle reste de 17 % comme l'année précédente), mais c'est que le budget militaire a subi, lui, un « resserrement relatif ». Ce soi-disant accroissement dont on parle tant ressemble donc plus à un tour de passe-passe sur les chiffres qu'à une réelle progression des crédits accordés à un secteur fondamental.

D'autre part, il est de notoriété publique, qu'entre le budget militaire déclaré et le budget militaire réel, il y a toujours eu un fossé profond. De tous les crédits, de toutes les subventions qui vont à l'industrie chimique, électronique, aéronautique, etc. une bonne part cache sa véritable destination. Et il serait certainement intéressant de connaître le montant des crédits nationaux qui, de façon déguisée, sont utilisés à des fins militaires ou paramilitaires.

Mais surtout, quelle plus belle hypocrisie que ces efforts faits pour nous démontrer à grands coups de comparaison, que le budget militaire n'est pas aussi envahissant qu'il paraît, que l'Education nationale n'est pas aussi bâclée, délaissée que les parents, les élèves, les étudiants l'affirment. Sur le papier, bien sûr, le montant des millions alloués à l'instruction des jeunes dépasse celui qui finance ouvertement la Défense. Seulement, ces comparaisons, ces calculs de pourcentages, de proportions savantes, ne changent rien à une situation de fait. Et à l'heure actuelle, il suffit de voir ou de vivre les problèmes posés par la rentrée scolaire, et bientôt par la rentrée universitaire pour connaître l'insuffisance du nombre de lycées, de collèges, d'écoles, le manque de professeurs, de postes d'enseignement, la pauvreté de l'équipement, etc. La pagaille et les inextricables difficultés de chaque rentrée suffisent pour prouver avec éloquence que l'enseignement national est loin de recevoir les capitaux indispensables à son fonctionnement normal et équilibré. Et ceci quoiqu'en dise Giscard, Guichard ou les statistiques.

Aussi, plutôt que de nous faire comparer le budget de l'enseignement au budget militaire, il serait infiniment plus utile à l'ensemble de la population de transférer toutes les sommes qui s'engloutissent dans les canons, les mirages, les gaz, les bombes A, H, X, Y ou Z, au domaine de l'Education nationale. La suppression du budget militaire lèserait incontestablement tous les parasites de métier qui jouent à la guerre à longueur d'année, toutes les industries qui s'enrichissent en produisant pour la prochaine grande boucherie.

Mais, par contre, cette suppression libérerait les capitaux indispensables qui manquent dans quasiment tous les secteurs publiques, dont l'enseignement n'est pas le moins important.

Lucienne Plain.

La grève dans l'enseignement technique : le ministre ne connait pas

UNE des questions posées à Guichard à Europe n° 1 l'a amené à parler de la grève de l'enseignement technique et, lui qui est très bien informé, a affirmé qu'il n'y avait pas de grève « de l'enseignement technique » mais seulement une grève des professeurs techniques adjoints, c'est-à-dire, si l'on traduit, d'une petite minorité des enseignants.

Or les professeurs techniques adjoints n'appartiennent pas à un syndicat indépendant des autres enseignants et pour la grève de la rentrée, tous les syndicats avaient appelé à faire grève.

Alors, de deux choses l'une : ou bien le ministre est bien mal informé ou chacune de ses affirmations est un non-sens uniquement destiné à tromper le public. Belle mentalité !

L'élection de Bordeaux

Un « chef » de cuisine... électorale.

(Photo A.F.P.)

Quelques aspects de la campagne électorale dans le fief de Chaban-Delmas

POUR faire une campagne électorale sûre, discrète et efficace, pour ne pas être gêné par vos concurrents et garder les coudées franches, le meilleur moyen c'est encore de commencer par vous faire élire maire. Après ça, plus de problèmes. Surtout si de surcroît, vous êtes premier ministre. Personne n'aura plus rien à vous refuser.

C'est bien ce qu'a compris Chaban-Delmas. A Bordeaux, il est chez lui. Ça se voit. Tous les espaces publicitaires de la ville ont été loués par ses soins. Son portrait tapisse les murs avec une seule légende : « Bordeaux, Chaban Delmas ». C'est à la fois très sobre et très voyant.

Bien entendu, cela ne suffit pas. Il faut y ajouter quelques visites dans les grands et petits magasins, des poignées de mains, des sourires, des embrassades. Une condescendance courtoise qui marque bien l'estime dans laquelle sa Majesté tient ses loyaux sujets. Et bien entendu, n'oublions pas les inaugurations. Quand on est maire, on coupe les rubans, on lance des coups d'envois, on préside les banquets, et on s'arrange pour que tout cela ait lieu publiquement pendant la période électorale. Voilà pour la galerie.

Le reste, le gros œuvre est fait par une équipe de tacherons qui, listes de soutien en mains font le tour des commerçants, notables et autres « obligés » de M. le Maire. Sud-Ouest, le plus grand quotidien de la région consacre chaque jour, plusieurs colonnes à la publication de tous les noms sérieux qui figurent sur ces listes. Et il faut reconnaître que lorsque l'on est commerçant ou administrateur ou directeur de quoi que ce soit à Bordeaux, il faut avoir pas mal d'inconscience ou de courage pour refuser de soutenir celui qui a les moyens de vous rendre la vie difficile. Précisons que cela est considéré comme tout à fait normal dans notre vieux pays de démocratie et qu'il faut avoir l'esprit bien mal tourné pour y voir du trafic d'influence. Après tout, chacun est libre de refuser, n'est-ce pas ?

Il y aussi ceux qui n'hésitent même pas car ils sont en place grâce à Chaban. Ils lui doivent tout. C'est un monde interlope où les pots de vins, les corruptions, l'esprit de bande, les liens avec la pègre et la police assurent la cohésion dans la « fidélité » à l'équipe en place.

Et puis quand on est maire et premier ministre, on a des relations avec la presse locale dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles sont excellentes. Toujours dans notre pays de vieille démocratie, il est inutile de dire que la presse est libre, indépendante et tout et tout. L'information, ça existe avec ses serviteurs et ses héros. C'est pourquoi Sud-Ouest s'est héroïquement donné pour tâche de servir. Et tous les jours, il nous sert Chaban sur un plateau. Il serait intéressant de calculer la surface accordée chaque jour à Chaban, à ses pompes et à ses œuvres, à son sourire de vedette, à ses élégances de style. Les « papiers » consacrés aux autres candidats, il y en a quand même huit peu ou prou, ne forment pas, rassemblés, la moitié de la place consacrée au grand Patron.

Mais ce n'est pas tout. Il ne suffit pas de faire faire sa propre campagne par ses amis et larbins, encore faut-il tenter de saboter celle des autres. C'est ainsi que tous les candidats sans exception, se sont vus limités pour les salles officielles et réduits à se contenter sous les préaux des écoles d'une table unique assortie de trois chaises. Deux lampes devant servir à éclairer le décor. J.J.S.S. avait son équipe de techniciens électriciens, et ses camions de chaises. Les candidats moins prévoyants ou moins fortunés, ont dû laisser les auditeurs debout. Ils ne sont pas restés longtemps. Et puisque nous abordons ce sujet, remercions au passage tous ceux qui, à Bordeaux, ont aidé le candidat révolutionnaire en lui prêtant, chaises, sono, éclairage, etc.

Evidemment, ce n'est pas tout. Quand on est maire et premier ministre et que l'on prend son bain de foule, on peut bloquer la circulation pendant des heures, mais qu'un candidat veuille s'adresser à la population sur un marché ou dans la rue et c'est tout de suite un délit (?). La police ne manque pas d'intervenir, d'embarquer, de saisir, etc. Il a fallu que notre camarade Barthélémy fasse du scandale en ameutant la presse et en allant porter plainte à la mairie pour entrave à la propagande électorale pour que cessent ces intimidations et tracasseries. Cela n'empêcha pas la police d'intervenir chaque fois qu'elle avait affaire non plus au candidat lui-même protégé par une sorte d'immunité électorale, mais à des militants et sympathisants inconnus. Des voitures furent fouillées, des journaux saisis, des vendeurs et colleurs interpelés et conduits aux postes et ce, jusqu'au dernier jour. A chaque fois, Barthélémy dut intervenir personnellement pour obtenir que les camarades soient relâchés.

Notons encore pour conclure que les flics de Chaban se sont livrés à des menaces pour « après la campagne » et que Chaban lui-même a lancé à quelques camarades rencontrés dans la rue : « si on vous tenait, vous ne feriez pas long feu ».

L'OPERATION J.-J. S.-S. MARQUE-T-ELLE LE PAS ?

AVEC 63,58 % des suffrages exprimés, Chaban-Delmas est sorti vainqueur haut la main de l'épreuve qu'il s'était lui-même fixée. Non pas pour donner à la deuxième circonscription de Bordeaux un député, c'était légalement impossible, mais pour se faire plébisciter, chez lui, dans son fief. Le premier ministre avait été contesté peu de temps auparavant à l'UDR et précisément à propos de l'élection de Jean-Jacques Servan-Schreiber à Nancy. En se présentant, alors que rien ne l'y obligeait et qu'il ne pouvait pas même être élu député, Chaban voulait faire taire toute « grogne » et montrer qu'il tenait son rang de la sacro-sainte « volonté du peuple ». Il ne courait aucun risque, du moins au départ, et il a fallu que J.J. S.S. descende, en personne dans l'arène, pour transformer la tranquille élection locale de Bordeaux en foire d'empoigne aux résonnances nationales.

Or, non seulement Chaban est élu au premier tour, mais il réalise un « score » sans précédent à Bordeaux. Certes, les dés étaient pipés d'avance, certes, il est entré dans le choix des électeurs bordelais plus de considérations locales que nationales, mais le caractère de la tentative et de la campagne de J.J. S.S. donne aux résultats une importance qui dépasse l'Aquitaine. Derrière Chaban Delmas et au-delà de lui, c'est l'UDR, l'actuelle majorité qui sort fortifiée du scrutin, fortifiée au moins sur le plan électoral. Ce qui ne signifie pas grand chose mais qui pèsera dans la balance au moment des municipales, et des alliances possibles, aussi bien du côté de la majorité que de celui de « l'opposition » respectueuse.

Pour J.J. S.S. c'est, comme il le reconnaît lui-même, une bataille de perdue, mais non la guerre. Il n'a pas réussi à mettre le premier ministre en ballotage — ce qu'il n'espérait guère — mais il n'a pas réussi non plus à recueillir 30 % des suffrages, sorte de seuil électoral qu'il avait lui-même fixé pour justifier symboliquement sa participation à l'élection de Bordeaux. Il parle aujourd'hui d'une « erreur de jugement » mais s'incline sans réserve, sans restriction et sans plainte devant le « verdict de la démocratie ». Et, grand seigneur, il remet entre les mains du parti radical, son mandat de secrétaire général.

Il est vrai que le député flambant neuf de Lorraine, s'était engagé dans la bataille avec fougue, mais dans les plus mauvaises conditions. Il est vrai qu'entre le malheureux Souchal, député démissionnaire, et le premier ministre, tout puissant dans son fief, le combat était d'une autre taille. Il est vrai qu'il a eu lieu sans préparation, à grands coups de publicité, d'astuces, de bluff, et sans avoir trouvé d'abord cet accord des « réformateurs » qui lui tient lieu de programme politique. Servan était un homme seul et ce qu'il n'a pu réussir au niveau des partis avant l'élection, il ne l'a pas réussi non plus au niveau des électeurs. Il n'a pas comme à Nancy pris des voix à l'UDR, il n'a pas non plus fait le plein, et loin de là, des voix du Centre-droit malgré le désistement de Junca en sa faveur, et, s'il a mordu assez considérablement sur la Convention, il ne s'agit là que d'un succès fort modeste et fort relatif.

Est-ce à dire que la carrière politique de J.J. S.S. est compromise ? Loin de là, ses ambitions vont bien au-delà d'un succès de publicité à Bordeaux, ce qu'il vise c'est la constitution d'un grand courant politique susceptible d'assurer la relève de l'UDR. Cette formation qualifiée par ses soins de « réformatrice » se situerait évidemment à droite sur le plan politique mais aurait absorbé par sa puissance les autres courants traditionnels de la prétendue gauche non communiste, parti socialiste compris. Certes, l'élection de Bordeaux aurait pu précipiter ce rassemblement — elle ne l'a pas fait. Et J.J. S.S. est aujourd'hui moins bien placé qu'après Nancy pour y parvenir — cependant rien n'est joué. On l'a vu à Bordeaux, ni la Convention, ni le Parti Socialiste ne se sont laissés absorber en tant que partis ; un succès de J.J. S.S., par exemple l'obtention des 30 % limites, aurait pu faciliter des alliances et des tractations ultérieures ; mais si le demi-échec du secrétaire du Parti radical rendra les discussions beaucoup plus délicates et les marchandages éventuels plus sérrés, ses chances ne sont pas pour autant annulées. Servan Schreiber n'a pas fait la démonstration souhaitée vis-à-vis de la droite de l'UDR et du pseudo-centre, mais il a quand même précipité l'effondrement de Taïx, le Conventionnel qui avait pourtant le parrainage tardif de Mitterrand, Savary et autres Mendès.

Et en prenant la deuxième place derrière Chaban, avec plus de 16 % des suffrages, alors que l'ensemble des formations dites de la gauche traditionnelle (Convention et même P.C.F.) sont en recul par rapport aux résultats déjà défavorables de juin 1968, J.J. S.S. fait quand même la démonstration qu'il peut, jusque dans le fief de Chaban, être le chef de file de « l'opposition ».

Les étapes de la carrière politique de J.J. S.S. seront sans doute plus longues que celles qu'il avait osé espérer au départ, mais la direction reste la même : être l'alternative à l'UDR, dans le cadre du régime actuel. Jamais la gauche « traditionnelle » et électoraliste n'a eu moins de perspectives.

C. Bernard.

LES LEÇONS DE LA CANDIDATURE TROTSKYSTE

0,63 % des suffrages exprimés se sont portés sur le nom de Barthélémy et de son suppléant Métais présentés par Lutte Ouvrière **et la Ligue Communiste. Cela montre à l'évidence quel chemin les révolutionnaires ont encore à faire avant de gagner et de comptabiliser la confiance des électeurs travailleurs.**

Ce n'était pas une circonscription facile, le P.C.F. lui-même y est et y a toujours été largement minoritaire. Mais au-delà des résultats, nous devons dire que les révolutionnaires ont rencontré, tout au long de leur campagne, une sympathie réelle de la part de la population et particulièrement de la population laborieuse. Cette sympathie ne s'est pas traduite par un déplacement de voix. Ce n'est pas une surprise. Mais pour nous, c'est celle qui compte le plus et qui nous encourage dans la voie que nous nous sommes fixée : faire connaître et les idées et le programme socialiste-révolutionnaire. Dans cette voie, les élections ne sont qu'un moyen parmi d'autres. La campagne électorale de Bordeaux nous aura permis d'étendre notre contact avec la population et les travailleurs et de mesurer le chemin à faire. Nous y persévérerons.

Budget 1971

Celui du gouvernement est équilibré...

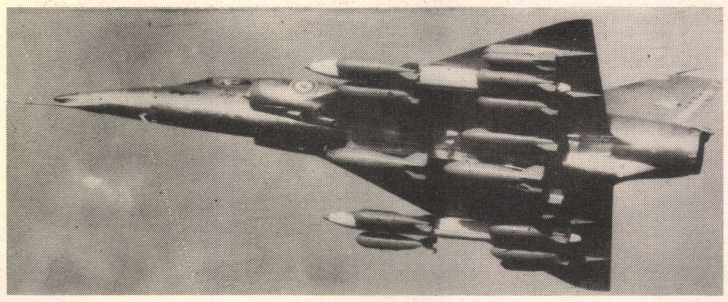


Photo A.F.P.

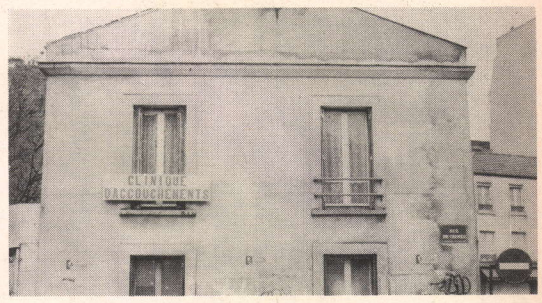


Photo L.O.

(Photo U.P.I.)

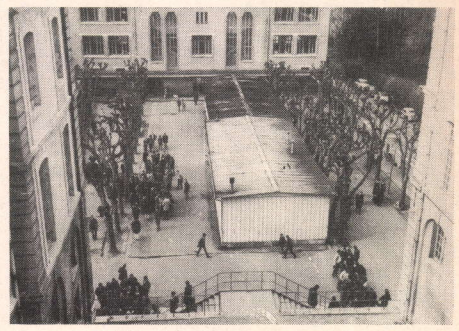


Photo L.O

Photo A.F.P.

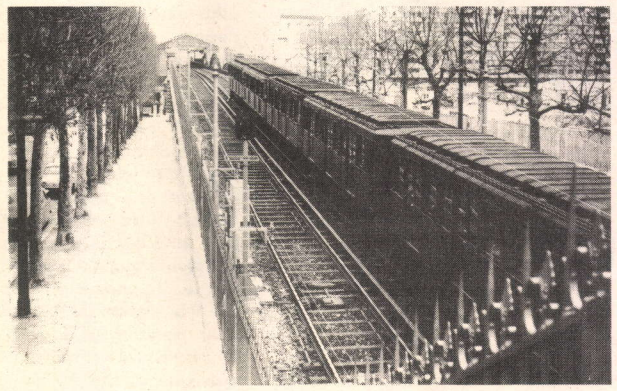


Photo L.O.

...Quant au nôtre!..

Le projet de budget pour 1971 a été approuvé en Conseil des ministres.

Après le projet de réforme fiscale, publié la semaine précédente, il ne devait rien y avoir de nouveau sur le plan des recettes.

Une aumône a été cependant consentie aux petits salariés. La déduction de 10 % (pour frais professionnels) du revenu imposable, sera au minimum de 1.200 F. Cela « coûtera » 100 millions à l'Etat, que se partageront 3,5 millions de salariés. Cela fera à chacun une réduction de 30 F en moyenne, sur l'augmentation de l'impôt. Cadeau royal !

Notons que la suppression des majorations d'impôts aux plus hauts revenus, coûtera, elle, 750 millions.

En présentant le projet de réforme fiscale, Giscard avait fait savoir que le gouvernement « sacrifierait » 3,5 milliards de recettes en 1971. Le projet de budget montre que les impôts n'en augmenteront pas moins de 15 milliards ; la T.V.A. rapportant à elle seule 7,6 milliards de plus. Un des piliers de la réforme fiscale était la nécessité de renverser le rapport (2/3-1/3) entre la T.V.A. (impôt sur la consommation, plus lourd pour les faibles revenus) et l'impôt sur le revenu « pour rendre l'impôt plus juste ». **Voilà encore une réforme en bonne voie !**

On prévoit 31,5 milliards d'impôt sur le revenu, 80 milliards de T.V.A. et, pour l'impôt sur les sociétés... 17 milliards, contre 12 l'an dernier, soit une augmentation de 32 %. Cela signifie uniquement que les bénéfices déclarés **ont augmenté de 32 % en 1970, trois fois plus que les salaires. En tenant compte de la hausse des prix (5 %), le niveau de vie aurait donc augmenté de 5 %, et les bénéfices des sociétés de 27 %, cinq fois plus... d'après les chiffres du gouvernement, dont on sait ce qu'ils valent !**

Sur le plan des dépenses, le budget se caractérise par des mesures d'une ampleur considérable et d'une rare audace : augmentation de 50 % du prêt du soldat qui passe ainsi de 50 à 75 centimes par jour ; et pour les vieux, augmentation en deux étapes (sic) de 68, puis de 40 centimes par jour, des diverses allocations. Le gouvernement n'a peur de rien, et surtout pas du ridicule.

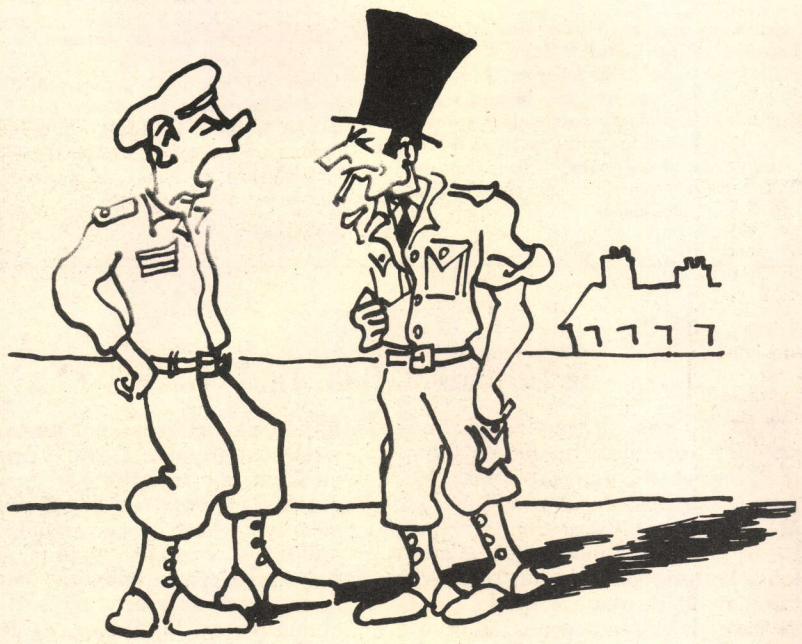
Pour le reste, rien que de très banal : les tarifs publics augmenteront, S.N.C.F. 4,5% (12 % sur les lignes de banlieue), R.A.T.P. 16 % (et la subvention sera diminuée de 108 millions), E.D.F. 3,5 %, gaz de 5 à 8 % (les tarifs industriels n'augmenteront pas, merci). Mais on recrutera 8.000 enseignants de moins que l'année dernière, on bâtira 34.000 logements de moins, quant à la construction scolaire, ce sera la « pause ». Le seul budget en augmentation est celui des autoroutes et du téléphone, mais le financement privé y est pour quelque chose.

Ainsi, cette année comme les précédentes on prendra l'argent à ceux qui en ont le plus besoin pour le gaspiller dans l'entretien des flics ou dans la force de frappe. L'Education nationale ou la Santé publique peuvent attendre : ne parlons pas des transports en commun !

Et pourtant, d'après le ministre des Finances lui-même, la situation économique est bonne.

Mais ce qui est vrai à l'échelle d'une entreprise, l'est aussi à l'échelle du pays et de la société capitaliste : lorsque la situation est mauvaise, les travailleurs en font les frais ; lorsqu'elle est bonne, les capitalistes en profitent !

L. Bertrand.



Dans les couloirs du rectorat de l'Académie de Paris, deux jours avant la rentrée.

M. Olivier GUICHARD a déclaré récemment : **« La rentrée scolaire sera réussie à 99, 5 %. Ceci suppose quil y a 0,5 % de problèmes, ce qui est peu, mais risque de faire du bruit. »**

Si l'on en juge d'après la foule houleuse des chefs d'établissements, professeurs et maîtres auxiliaires (professeurs non titulaires) qui se presse aux rares heures des rares jours d'ouverture des bureaux du Rectorat, à la Sorbonne, parce que leurs affectations, à la veille de la rentrée, ne sont pas chose faite, on peut en effet craindre avec M. le ministre de l'Education nationale que les prétendus 0,5 % de problèmes risquent de faire beaucoup de bruit !

Et ce qu'on peut voir et entendre sur place, dans les locaux du rectorat, en dit long sur la pagaille de la future rentrée.

Pour canaliser tant que faire se peut, et maîtriser le cas échéant l'immense flot des mécontents, une bonne dizaine d'étranges appariteurs, les célèbres appariteurs « musclés », débraillés et arrogants, sont là, qui déambulent en « roulant des mécaniques » dans un style qui, c'est le moins qu'on puisse dire, n'est pas celui des appariteurs officiels et dignes de l'auguste Sorbonne.

La plupart des jeunes auxiliaires sans travail, font la queue une heure ou deux heures, quand ce n'est plus pour s'entendre finalement dire : on ne peut rien vous dire, attendez de nos nouvelles !

Une petite minorité d'entre eux, dont le cas est jugé plus digne d'attention, a le privilège d'accéder aux bureaux des étages supérieurs pour... attendre à nouveau, un étage au-dessus, dans d'autres couloirs.

Mais cette ascension, ce n'est pas encore le salut ! Car l'huissier de service n'introduit pas n'importe qui n'importe où. Certains bureaux ne reçoivent pas. Et voilà le genre de propos qui s'échangent dans ces locaux dignes à la fois des univers kafkaïen et ubuesque :

Un professeur : **« Monsieur, je veux être reçu au bureau ».**

L'huissier : **« Impossible, Monsieur, on n'y reçoit personne ! »**

Le professeur : **« Mais, Monsieur, j'ai reçu une nomination pour un établissement qui n'existe pas... »**

L'huissier : **« Je vous dis que l'on ne reçoit personne au bureau X... »**

Le professeur : **« Mais enfin, puisque je vous répète que j'ai été nommé dans un établissement dont on vient juste de poser la première pierre ! »**

L'huissier (tellement offusqué que les bras lui en tombent) : **« Mais, Monsieur ! Il y en a des dizaines et des dizaines dans votre cas ! »**

Les gens qui assistaient à cette scène n'avaient aucune envie particulière de rire mais après une telle répartie, comment l'hilarité générale n'aurait-elle pas explosé ?

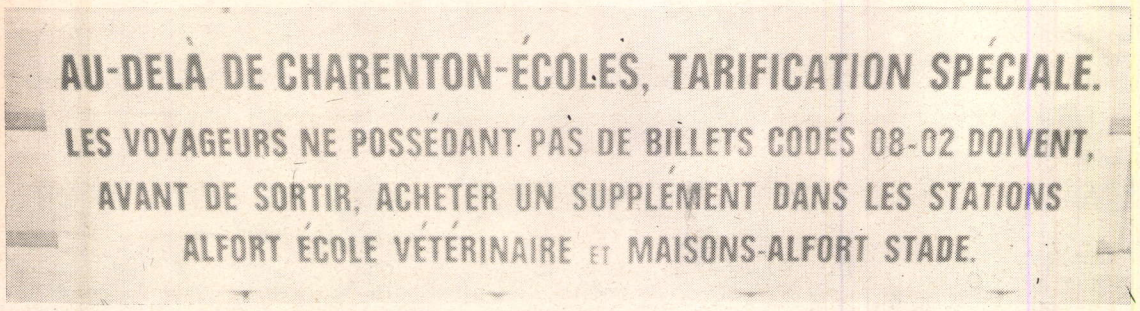
Eh oui ! Monsieur Guichard ! Si de tels cas sont compris dans les 99,5 % de réussites de la rentrée scolaire, il est vrai que les 0,5 % de « problèmes » risquent de faire du bruit !

Michelle Verdier.

Non au double tarif

SUR LA LIGNE CHARENTON - MAISONS-ALFORT

CE N'EST QU'UN PRÉLUDE



Une affiche que l'on risque de voir fleurir bientôt dans bien d'autres stations. (Photo L.O.)

LE doublement du tarif sur la nouvelle portion de la ligne de métro n° 8 ne concerne pas seulement les habitants de Maisons-Alfort, Alfortville ou Créteil. Aujourd'hui, ce sont les dizaines de milliers d'entre eux qui, chaque matin et chaque soir passent par la porte de Charenton pour aller à leur travail ou en revenir qui sont pénalisés par cette mesure injuste. A brève ou moyenne échéance ce sont tous les usagers du métro parisien, sur toutes les lignes de celui-ci, qui sont menacés.

Le double tarif entre les stations Charenton-Ecole et Maisons-Alfort paraît actuellement d'autant plus injuste et aberrant que cela amène les usagers à payer un ticket supplémentaire pour à peine 2 kilomètres de parcours. 70 centimes pour passer le pont de Charenton et traverser la Marne, voilà qui est un peu fort ! Comme par ailleurs la R.A.T.P. est obligée de mettre en place tout un système de contrôles automatiques et de contrôleurs dans les wagons ou à la sortie, on peut se poser la question de savoir ce qu'elle va finalement gagner à cette augmentation. Faire payer le double aux usagers simplement pour pouvoir mettre en place un système de contrôle qui va les gêner encore un peu plus, voilà qui semble encore plus fort !

Les calculs du gouvernement et de la R.A.T.P. sont en fait à plus longue échéance. Même si aujourd'hui la mise en place de la double tarification et du système de contrôle devaient coûter de l'argent et non pas en rapporter, il est probable que la R.A.T.P. aurait quand même procédé à l'opération. N'est-elle pas d'ailleurs une spécialiste de la chose ? N'a-t-on pas pu calculer sérieusement qu'il lui reviendrait moins cher de supprimer entièrement contrôles et billets et de mettre le métro gratuit ? Mais dans notre société capitaliste, il semble encore plus important de maintenir contre vents et marées le principe que tout doit se payer. Exactement pour la même raison, le gouvernement accepte aujourd'hui de susciter la colère de dizaines de milliers d'usagers de cette zone de banlieue, au grand ennui de ses notables locaux et malgré la proximité des élections municipales.

Ce qu'il vise, c'est à faire admettre l'idée — aberrante pour les Parisiens actuellement — que le tarif du métro puisse être lié à la longueur du parcours. Et pas aux seuls habitants de Maisons-Alfort ou Créteil mais à tous les Parisiens.

C'est pour cela qu'il leur fallait profiter de la moindre extension de ligne pour introduire un tarif différencié. Quels que soient les résultats immédiats sur le strict plan financier et quels que soient les conséquences politiques dans la banlieue touchée.

L'opération Charenton - Maisons-Alfort n'est qu'un prélude. Si elle réussit ce sera dans quelques mois le double tarif sur l'embranchement de la ligne Levallois-Lilas qui ira de Gambetta à Bagnolet, et qui doit être ouvert incessament. Puis si tout cela peut être institué sans trop de mal, de proche en proche, une tarification différenciée sera mise en place sur tout le réseau institué.

Voilà ce qui attend les Parisiens et banlieusards. Non pas l'extension générale des lignes dans toute la banlieue comme il serait nécessaire. Mais l'augmentation générale des prix sous prétexte de payer en fonction de la distance. Et puis aussi l'extension des contrôles sous toutes les formes, à la sortie, dans les wagons, aux correspondances. Histoire sans doute d'accroître un peu les difficultés aux heures de pointes, les attentes aux changements, les queues non seulement aux entrées mais aussi aux sorties, les ennuis dans les wagons entassés.

Voilà pourquoi le double tarif sur la ligne n° 8 n'est pas une affaire localisée à un coin de la banlieue sud. Voilà pourquoi la lutte contre le double tarif des habitants de Maisons-Alfort, Alfortville et Créteil concerne tous les usagers.

Dès aujourd'hui, partout, tous les travailleurs, leurs organisations, syndicats ou comités d'usagers doivent affirmer leur solidarité avec ceux de la ligne n° 8. Ils doivent surtout se mobiliser à leurs côtés et en même temps qu'eux pour :

— LE MAINTIEN DU TARIF UNIQUE DU METRO ET SON EXTENSION A TOUS LES MOYENS DE TRANSPORTS EN COMMUN DE LA REGION PARISIENNE ;

— L'AUGMENTTATION NON DES CONTROLES MAIS DU NOMBRE DE BUS, DE TRAINS, DE METROS.

J. Morand.

INAUGURATION MOUVEMENTÉE

SAMEDI 19 septembre, mille à mille cinq cents personnes s'étaient rassemblées au carrefour d'Alfort à l'appel de la Fédération des Comités d'Usagers et du cartel (P.S. - P.S.U. - P.C.F. - C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N.).

L'inauguration officielle des deux stations prolongeant la ligne 8 ne sera donc pas passée inaperçue à Maisons-Alfort et Alfortville. D'autant plus que les personnalités locales s'étaient saisies de cette affaire.

Ainsi, M. Franceschi, maire socialiste de Maisons-Alfort, appelait en son nom personnel a manifester le 19. Dans la ville, des affiches de la municipalité ont été placardées un peu partout, aussi bien sur les murs que dans les boutiques des commerçants ; et incontestablement, la population n'est pas restée indifférente.

Samedi matin, dès 9 h 30, une masse de petites gens se rassemblait sur le trottoir à l'angle du carrefour d'Alfort, à une cinquantaine de mètres de la station de métro Alfort-Ecole Vétérinaire, soigneusement protégée par des cars de police et une dizaine de cars de C.R.S.

Les autorités locales étaient bien sûr présentes : Gosnat, Franceschi, etc., étalaient leurs écharpes tricolores. Pendant qu'une délégation se rendait pour être reçue par le ministre (qui refusa d'ailleurs de la recevoir), la foule rassemblée au carrefour commençait à scander : « Tarif unique », « Lundi boycott ». «Des métros, pas de hausse».

Une brève bousculade a eu lieu avec la police, quand au bout de trois quarts d'heure d'attente sur les trottoirs les manifestants entreprirent de descendre sur la chaussée ; ça commençait à bien faire ; et quand les élus locaux sont revenus pour expliquer que le ministre ne voulait pas les recevoir, c'est un unanime

« Le ministre on s'en fout » qui leur répondit.

Le rassemblement s'est dispersé après qu'un cortège ait tenté de se former derrière les banderolles de la Fédération des Comités d'Usagers. Mais les forces de police barraient, cars en travers de la chaussée, les principaux accès de la place. La population présente au rassemblement n'a donc pas aperçu ne serait-ce qu'une voiture officielle, si ce n'est celles des flics.

Le ministre s'est peut-être goinfré dans le wagon spécial transformé en buffet mais il a dû mal digérer, car si la population était là, ce n'était pas pour l'applaudir, et sans les C.R.S. il l'aurait bien vu.

Les organisations du cartel ont publié dans la soirée un communiqué qui considère comme inadmissible l'abandon du tarif unique. De quelle manière comptent-elles lutter contre le double tarif ? C'est le mystère, et là encore, si les usagers veulent une action efficace, ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, c'est d'ailleurs ce qu'ils ont compris car, dès dimanche matin, les comités d'usagers locaux d'Alfortville, Maisons-Alfort et Créteil distribuaient un tract sur les marches qui affirmait le soutien par avance des comités locaux à toute forme de protestation de la part des usagers.

On aurait bien aimé que les organisations que comptent dans leurs rangs les très honorables porteurs d'écharpes tricolores fassent de même. Mais pour elles, ce qui comptait, c'était la publicité pour les prochaines élections municipales, le sort des usagers, comme le reste, c'est l'alibi.

Correspondant L.O.

La rencontre Séguy-Descamps

LE 15 septembre a eu lieu la rencontre « au sommet » C.G.T.-C.F.D.T. entre Séguy et Descamps.

A l'issue de cette rencontre, les deux principales organisations syndicales du pays ont publié un communiqué commun si creux qu'il est difficile de faire mieux dans le genre, même pour des gens qui ont l'habitude de parler pour ne rien dire.

En fait de « volonté de dégager un certain nombre d'objectifs revendicatifs communs » **comme le dit le communiqué, on ne fait que nous énumérer un catalogue de vœux pieux qui ne sont même pas chiffrés.**

« Défense, garantie et progression du pouvoir d'achat ». **Mais que revendiquer comme augmentation générale des salaires pour toute la classe ouvrière ? On ne daigne pas nous le dire.**

« Réduction plus rapide et plus généralisée de la durée du travail ». **Il n'est donc même plus question de retour aux 40 h. Quant à la « rapidité » de cette réduction, qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ?**

« Avancement de l'âge de la retraite ». **Mais à quel âge au juste ?**

« Défense et extension des libertés syndicales ». **Mais la seule revendication un peu précise est l'heure mensuelle** « d'information payée ».

« Réforme démocratique de la fiscalité ». **Là encore, c'est bien vague.**

Le seul objectif chiffré est celui du SMIC (et des retraites) à... 800 F. Comme Séguy et Descamps devaient être gênés eux-mêmes de ce chiffre ridiculement bas, ils nous déclarent qu'ils se fixent pour « objectifs de parvenir dans la fixation des salaires conventionnels et réels à un minimum de rémunération de 1 000 F par mois ».

Curieux argument, qui reconnaît le décalage entre le SMIC et les salaires réels pratiqués dans les grandes entreprises ! Revendication bien timorée quand on sait que la plupart des travailleurs réclamait déjà cette somme en mai 68 ! la C.G.T. et la C.F.D.T. emboîtent timidement le pas... avec plus de deux ans de retard. C'est ce qui s'appelle être à la tête du combat !

Quant aux moyens d'obtenir tous ces brillants « objectifs », on ne nous en souffle mot, sauf pour nous dire qu'une nouvelle rencontre devra en discuter. Jusqu'à quand Séguy et Descamps amuseront-ils ainsi la galerie ?

Le lendemain de ce communiqué, « France-Soir » **annonçait qu'il n'y avait** « pas de drame à l'horizon » **et que les syndicats préparaient une** « offensive de longue haleine ». **De très longue haleine, même. Nul doute que s'il ne tenait qu'à de tels dirigeants syndicaux, aussi audacieux et aussi résolus que Séguy et Descamps, patronat et gouvernement pourraient dormir sur leurs deux oreilles confortablement jusqu'à l'an 2000 ! Reste à savoir si la classe ouvrière l'entend de cette oreille.**

J. Hainaut.

Les Comités d'Usagers de Maisons-Alfort, Alfortville, Créteil, pendant la manifestation. (Photo L.O.)

ERRATUM

Une erreur typographique nous a fait écrire dans notre numéro précédent, page 11, dans l'article « Citroën. La rentrée sociale de la C.F.T. » : **La C.G.T., quant à elle, appelle les travailleurs à lutter pour exiger de la C.F.D.T. le maintien d'un procès...** C'était évidemment « de la C.F.T. » qu'il fallait lire.

Quelques aspects de aux usines Chrysl

Si toute la grande presse nous fait miroiter quotidiennement l'Eldorado que sont censés être les U.S.A., si une certaine gauche « démocrate et socialiste » a une admiration sans borne pour les syndicats américains, le lecteur a rarement l'occasion de connaître les problèmes quotidiens qui se posent aux travailleurs américains dans les entreprises et les relations qu'ils entretiennent tant avec la maîtrise et le patronat qu'avec les syndicats.

C'est pourquoi nous publions ici des informations, extraites de deux des bulletins d'entreprises que nous recevons des U.S.A. Ces bulletins intitulés « Eldon Wildcat = grève sauvage) et « Needling Points » (Pointes d'Epingles) sont rédigés par des travailleurs de l'usine Chrysler d'Eldon et d'une autre entreprise du groupe et distribués régulièrement dans ces usines.

Et la lecture de chacun de ces bulletins prouve, si cela était nécessaire, que le visage hideux de l'exploitation est le même chez Chrysler, que chez Fiat ou chez Citroën.

Passés la porte de leurs entreprises, les ouvriers américains, malgré leur niveau de vie, deviennent, tout comme leurs camarades du monde entier, des exploités à la merci d'un patronat rapace.

La production qui tue

La dernière victime : Gary THOMPSON

GARY Thompson était revenu vivant du Vietnam. Gary, conducteur d'engin dans la troisième équipe au département 25, n'est pas revenu vivant de l'usine mardi matin.

Ce jour-là, il transportait de la ferraille à la voie ferrée. Il devait déverser un chargement de ferraille dans les wagonnets. Arrivé sur place, il souleva la plate-forme jusqu'au niveau de la rampe de chargement du wagonnet. Mais le levier se bloqua et il dut descendre. Le fenwick eut un recul et se mit à rouler. Le chargement glissa et l'engin bascula. Gary fut écrasé sous cinq tonnes de ferraille.

Chrysler avait donné à Gary Thompson un engin en si mauvais état que c'est lui-même qui aurait dû être mis à la ferraille.

Il n'y avait pas de frein de secours pour le bloquer, alors que l'accord de 1967 en demande. Encore un exemple de rupture de contrat par Chrysler.

Le levier pour manœuvrer la plateforme se bloquait et il n'y avait pas de manette de secours que le conducteur aurait pu atteindre de son siège il était obligé de descendre en laissant son engin sans frein de secours.

Il n'y avait aucun dispositif de sécurité empêchant le chargement de glisser.

L'engin se trouve maintenant à l'atelier de réparation de l'usine, où on est sans doute en train de remédier à tous ses défauts. Ni le syndicat, ni la police ne se sont opposés à cette falsification des preuves. C'est comme si on permettait à un meurtrier de ramasser la cartouche et de nettoyer son fusil pour faire disparaître toute trace d'utilisation. Alors le meurtrier pourrait affirmer « Ce n'est pas moi. » *Maintenant Chrysler peut dire* « L'engin est en parfait état. Ce doit être la faute du conducteur, pas la nôtre. »

LA mort de Thompson n'était PAS un accident. On SAIT que les ouvriers chargés de l'entretien des fenwicks ont reçu des AVERTISSEMENTS pour avoir REFUSE de déclarer bons à l'emploi des véhicules dangereux ! Tous les jours la direction refuse tout entretien et toute réparation du matériel pour ne pas freiner la production. Pour Chrysler, LES PROFITS PASSENT EN PREMIER ET LA SECURITE APRES,

MAIS PAS POUR NOUS.

Encore un meurtre de la Chrysler

IL y a peu de temps, une ouvrière du département 80, qui était en congé de maladie depuis trois mois, reçut une lettre de Chrysler lui disant de reprendre le travail. Le médecin de l'usine s'y opposa, mais on ne tint pas compte de son avis. La compagnie lui donna le choix entre travailler ou être mise à la porte.

Elle reprit donc son travail. Quelques jours plus tard, on l'emportait de l'usine sur une civière ; et la semaine dernière, elle est morte.

Quel nom donner à cela ?

Le seul nom qui convient est MEURTRE. Et la cause en est la fringale de profit qui dévore Chrysler et les autres grandes corporations. Pour satisfaire cette fringale, on nous demande de donner, non seulement notre sueur, mais notre corps, et même notre vie.

C'est la même raison qui pousse à forcer les blessés à continuer à travailler pour réduire au maximum les « pertes de temps », qui se cache derrière la comédie des responsables de sécurité et des médecins d'usine dont l'avis n'est pas respecté dès qu'il risque d'en coûter quelques dollars à la compagnie.

Les journaux ne parlent pas de cela

Et en général on fait le silence sur ces meurtres. Vous ne trouverez pas une ligne dans les quotidiens sur les trois ouvriers de Ford qui sont morts dans une explosion récemment.

Les seuls accidents dont on parle dans les journaux sont ceux qui déclenchent une grève. C'est arrivé il n'y a pas si longtemps à Chrysler Windsor, quand un homme a été écrasé sur la chaîne.

Dans certaines branches, il y a un arrêt de travail de 24 h toutes les fois qu'un homme est tué dans un accident de travail. Une journée de production perdue ne rend pas la compagnie plus humaine, mais cela modère un peu sa facilité à jouer avec vos vies.

James Johnson et la lutte contre Chrysler

JAMES Johnson, 35 ans, célibataire, ancien du Vietnam, a travaillé à Eldon pendant plus de deux ans. C'était un homme calme et réservé, il travaillait au collage dans le Dpt 78. Il venait de reprendre le travail après plusieurs mois de congé maladie. Son chef lui donna un nouveau travail, garnir des patins de frein à côté d'un four, par une journée de juillet brûlante. Un autre homme qui avait moins d'ancienneté avait pris sa place à son ancien poste.

Il alla se plaindre à son délégué qui lui dit qu'il n'y avait rien à faire. Il continua à protester et son chef lui infligea une mise à pied. Alors il alla à sa voiture, prit sa carabine, la chargea, rentra dans l'usine et se mit à la recherche de son chef, du chef d'équipe et de son délégué.

Il trouva son chef et le tua. Quand des gens de l'usine essayèrent de le désarmer, il tua deux autres personnes. L'un, Joe Kowalski, devait prendre sa retraite dans l'année. L'autre, Gary Hinz, était un bon chef, aimé dans l'usine.

James Johnson est un criminel, mais il n'est pas le seul coupable. Le sont aussi tous ceux qui voient un de leurs camarades de travail maltraité et qui ne protestent pas. Tous les délégués qui prennent leurs heures et empochent les grosses payes en oubliant qu'ils ont été élus pour défendre leurs gars, que ceux-ci aient raison ou non. Tous les bureaucrates syndicaux qui acceptent le prestige et la bonne place, mais se gardent bien de faire la moindre chose pour défendre les syndiqués. Tous les sales jaunes qui se mettent du côté de la compagnie contre leurs frères toutes les fois que ceux-ci se mettent en lutte dans l'intérêt de tous.

Mais nos fautes ne sont rien à côté de celles des vrais criminels — Chrysler et toutes les autres grandes corporations et leur système. Un système qui exige la guerre, le racisme, la pauvreté, le chômage, la pollution et des douzaines d'autres fléaux. On ne pourra trouver aucune solution pour aucun de ces problèmes tant que persistera ce système basé sur le profit.

James Johnson s'est révolté contre l'injustice dont il était victime. Il a répondu à l'injustice par la violence. Il a eu tort, non de choisir la violence, mais de s'en prendre à des individus au lieu d'essayer de changer le système tout entier.

Personne à Chrysler n'a son emploi assuré. Les usines ferment ; les gens sont déplacés ; des ouvriers qualifiés travaillent maintenant à la chaîne. Par exemple le Dpt 78 fabrique maintenant des patins de freins, mais quand le nouveau type de freins à disques aura été généralisé (on pense qu'il équipera plus de la moitié des voitures dans quelques années), toute le département devra être reconverti pour une nouvelle production.

Chacun de nous peut se retrouver devant le même problème que notre camarade Johnson. La plupart réagiraient différemment. Certains chercheraient un autre emploi. D'autres prendraient des cours pour apprendre un travail plus facile. D'autres essaieraient de trouver un dérivatif en dehors de leur travail : pêche, chasse, famille, drogue, courses. Un petit nombre chercheraient à poser le problème de nos conditions de travail en discutant, en s'organisant, en faisant de la propagande et en commençant la lutte.

L'un des moyens institués par les travailleurs pour se protéger de l'arbitraire des patrons est l'ancienneté. Et comme pour tout ce qui concerne nos conditions de travail, la compagnie essaie constamment de s'attaquer au droit d'ancienneté. Pour augmenter les profits, on pousse à la production. Les contremaitres voudraient avoir les mains libres pour transférer les gens d'un poste à un autre, pour punir ceux qui ne se laissent pas faire et pour récompenser les fayots.

Tout le monde sait que la procédure de règlement des plaintes est une imposture. Elle dure des mois, et pendant tout ce temps, vous DEVEZ continuer à faire ce que votre contremaître vous ordonne, même si c'est contraire à la sécurité, à votre ancienneté ou à autre chose, SOUS PEINE D'ETRE RENVOYE. Et la plupart des plaintes tournent à l'avantage de la compagnie, parce que nous ne faisons pas usage de notre droit de grève pour obliger la compagnie à les résoudre à notre avantage. Ni notre Union Locale, ni la Fédération de l'U.A.W. (syndicat de l'automobile) ne veulent se battre, et nous-mêmes, nous ne sommes pas assez bien organisés pour pouvoir nous battre avec des chances de succès. Ce n'est que le jour où nous aurons appris à nous battre *ensemble* que nous pourrons éviter que des gens comme James Johnson essayent de se battre tout seuls.

Manifestation des travailleurs de l'Automobile contre la répression.

e la vie quotidienne

er - Détroit (U.S.A.)

Les Syndicats, les Travailleurs et les Révolutionnaires

LE guide de poche de l'Union des Travailleurs de l'Automobile, guide destiné aux délégués et membres des C.E., énumère un certain nombre de problèmes à propos des chronométrages.

On y lit notamment :

« Point n° 5 - Tolérances

« Dans toutes les fixations de cadences, on reconnaît en général la possibilité de tolérances pour raison personnelle ou de fatigue. Leur quantité influe évidemment sur la cadence elle-même. Cependant, en pratique, le volume accordé ne dépend de rien d'autre que de l'opinion personnelle de tel directeur de compagnie ou de tel responsable des horaires. Sur quoi est fondée cette opinion, c'est un mystère. Il est certain qu'il faudrait utiliser autre chose qu'une simple opinion pour rendre la détermination du nombre de tolérances accordées mieux adaptée aux besoins. »

Cela signifie que c'est le département de chrono qui décide si nous sommes fatigués ou non après 8 ou 9 heures de travail, 5 ou 6 jours par semaine, semaine après semaine, année après année.

Comment peuvent-ils savoir comme nous avons mal au dos après nous être penchés sur une machine tout ce temps ? Ont-ils déjà essayé d'écrire une lettre avec des mains toutes crispées d'avoir poussé et tiré le vynil dans les machines toute la journée ? Ont-ils senti les crampes dans leurs bras après avoir poussé des boutons toute la journée ? Ou le mal aux pieds d'avoir été chercher le matériel à la réserve, aller et retour ?

Peuvent-ils savoir combien de fois cette machine peut casser ses fils pour fixer un « temps perdu pour incident technique » exact ? Est-ce qu'ils tiennent compte de toutes les autres petites réparations qui prennent cinq ou dix minutes ? Et du temps de passer d'une machine à l'autre quand on vous change de poste ?

Mais ils sont même censés décider combien de fois nous devons aller aux toilettes !

« Point n° 6 - Nivelage.

« Il existe un autre défaut plus important que tous ceux que nous avons signalé précédemment, c'est celui de la méthode de nivelage, qui est utilisée pour comparer le travail d'un individu à celui d'un ouvrier-standard. Les défauts de cette méthode ont été reconnus même par des bureaux d'études dont les efforts pour standardiser les procédés de calcul se sont révélés complètement infructueux.

« Il n'existe pas de définition objective ou vérifiée de la « moyenne », c'est-à-dire de la rentabilité normale à laquelle on peut s'attendre. On reconnaît que la méthode utilisée est purement subjective et n'est peut-être pas meilleure que ce que pourrait déterminer un travailleur expérimenté pour chaque type de travail. Cela ne permet certainement pas de déterminer quelle quantité de travail peut être faite par quelqu'un ».

Dans ces conditions, le nivelage est le procédé utilisé pour fixer le temps « moyen » nécessaire pour effectuer un travail après une étude sur un échantillon.

Le mot moyenne n'a qu'une signification mathématique. Par exemple, quand une personne a deux pommes, une autre cinq et une troisième huit, chacune a une « moyenne » de cinq pommes. Mais en fait l'une en a deux, etc.

C'est la même chose dans notre usine. Chaque machine marche à une vitesse différente. Il n'y a pas de formule mathématique qui puisse y changer quelque chose.

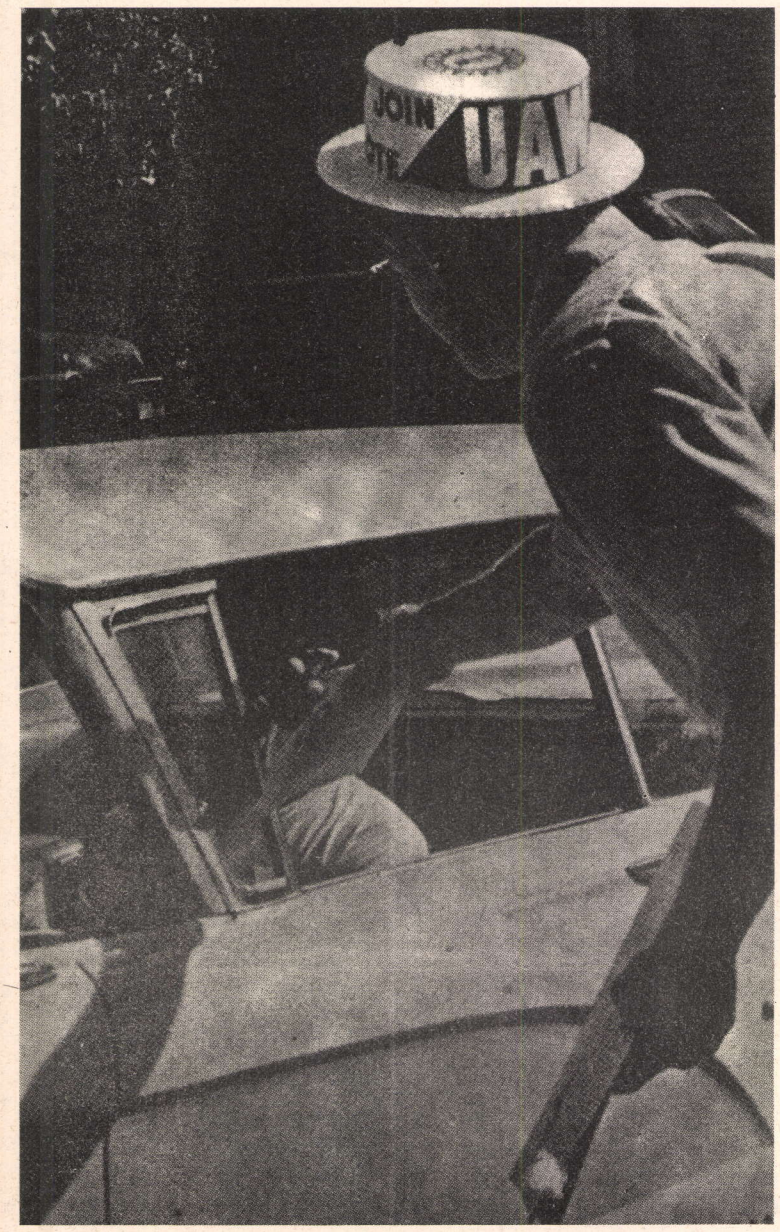
Et aussi chaque travailleur a sa vitesse. La direction cherche à nous faire travailler comme des machines — pas de temps pour nous dégourdir les jambes, pour boire une gorgée d'eau, pour aller aux toilettes. Ils veulent que nous fassions mieux que les machines que nous faisons marcher, que nous soyons comme des machines, que nous soyons des super-machines. Nous sommes obligées de leur rappeler tous les jours que nous sommes des êtres humains.

(Extrait de « Needleing Points ».)

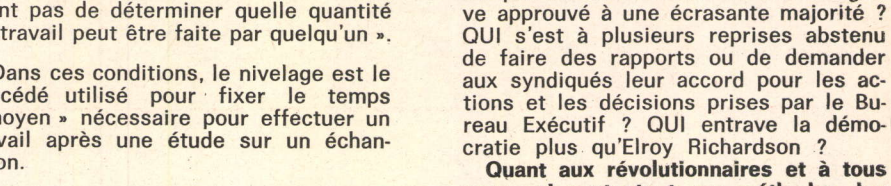
Comme on le voit, les syndicats auraient fort à faire à la fois pour exiger l'amélioration des conditions de travail dans les entreprises et engager la lutte contre l'insécurité permanente.

Mais la bureaucratie syndicale se refuse la plupart du temps à mobiliser les travailleurs et accepte des procédures qui font que les réclamations ou les revendications mettent des mois avant d'être simplement examinées par le patronat. Ne parlons même pas de leur satisfaction.

Afin que leur pouvoir ne soit pas contesté par la base, les bureaucrates syndicaux tentent de freiner toute vie syndicale comme le montre par exemple cet écho d'Eldon Wildcat :



Militant de l'U.A.W. : syndicat des travailleurs de l'automobile.



Eldon Wildcat

August 9, 1970 Box 1274, Fort Shelo Station, Detroit, Mich. 48231 No. 17

VOTE 'NO!' — AGAINST CHRYSLER

A "Yes" vote at this wednesday's election will mean that the ... approve the new "Memorandum of Understanding" and agre...

A "NO" VOTE WILL MEAN that th... our working conditions. Richardson ...

NEEDLEing POINTS

Aug.11, 1970

No. 1

...STEWARD: ...ERESTS

IN ADDITION TO THE JOB - THERE'S THE PA

Remember the time someone had ... stones. She was called back t... ...had to come in o... told to punc...

Bulletins édités par des révolutionnaires des usines Chrysler.

Entraves, entraves, entraves.

Notre président du Syndicat, Richardson, se lamente à propos des personnes qui veulent « entraver la démocratie ».

QUI a supprimé les réunions régulières malgré les protestations d'une grande partie des syndiqués ? QUI a illégalement exclu un membre régulièrement élu du Comité de conciliation, à la demande de la compagnie ? QUI n'a pas soumis un accord négocié à l'approbation, comme le demandent les statuts de l'UAW ? QUI a fermé à clé à plusieurs reprises les portes du local syndical pour empêcher les syndiqués de s'y réunir pour discuter leurs problèmes ? QUI n'a pas mis à exécution un vote de grève approuvé à une écrasante majorité ? QUI s'est à plusieurs reprises abstenu de faire des rapports ou de demander aux syndiqués leur accord pour les actions et les décisions prises par le Bureau Exécutif ? QUI entrave la démocratie plus qu'Elroy Richardson ?

Quant aux révolutionnaires et à tous ceux qui contestent ces méthodes, les bureaucrates syndicaux leur réservent un tombereau de calomnies les plus ahurissantes dont voici quelques exemples :

Mensonges, monsonges, monsonges.

Dans le numéro de juillet de notre journal syndical, **Le Criterion,** se trouve un court éditorial d'Elroy Richardson, qui contient cinq MENSONGES à propos d'Eldon Wildcat.

IL EST FAUX qu'aucune personne associée à Eldon Wildcat :

(1) ait jamais amené à un piquet de grève une pancarte portant un slogan raciste ;

(2) ait jamais commis d'agression physique contre un membre de l'Union Locale 961 ;

(3) ait jamais été mêlé à une tentative de mettre le feu à l'usine ;

(4) ait jamais cherché à répandre la terreur dans l'usine ;

(5) ait jamais défilé ou eu à voir avec le KKK.

Naturellement, Richardson ne donne aucune preuve de ces allégations mensongères et malveillantes.

DANS CES CONDITIONS, NOUS DEMANDONS UNE RETRACTATION COMPLETE ET IMMEDIATE.

En clair, prouvez vos affirmations ou fermez-la.

Et ces quelques exemples permettent mieux de comprendre pourquoi la vie syndicale est aujourd'hui réduite à presque rien dans un syndicat comme celui de l'automobile (UAW) qui passe pourtant pour un des plus militants.

dans les entreprises

MICHELIN (Bourges) :

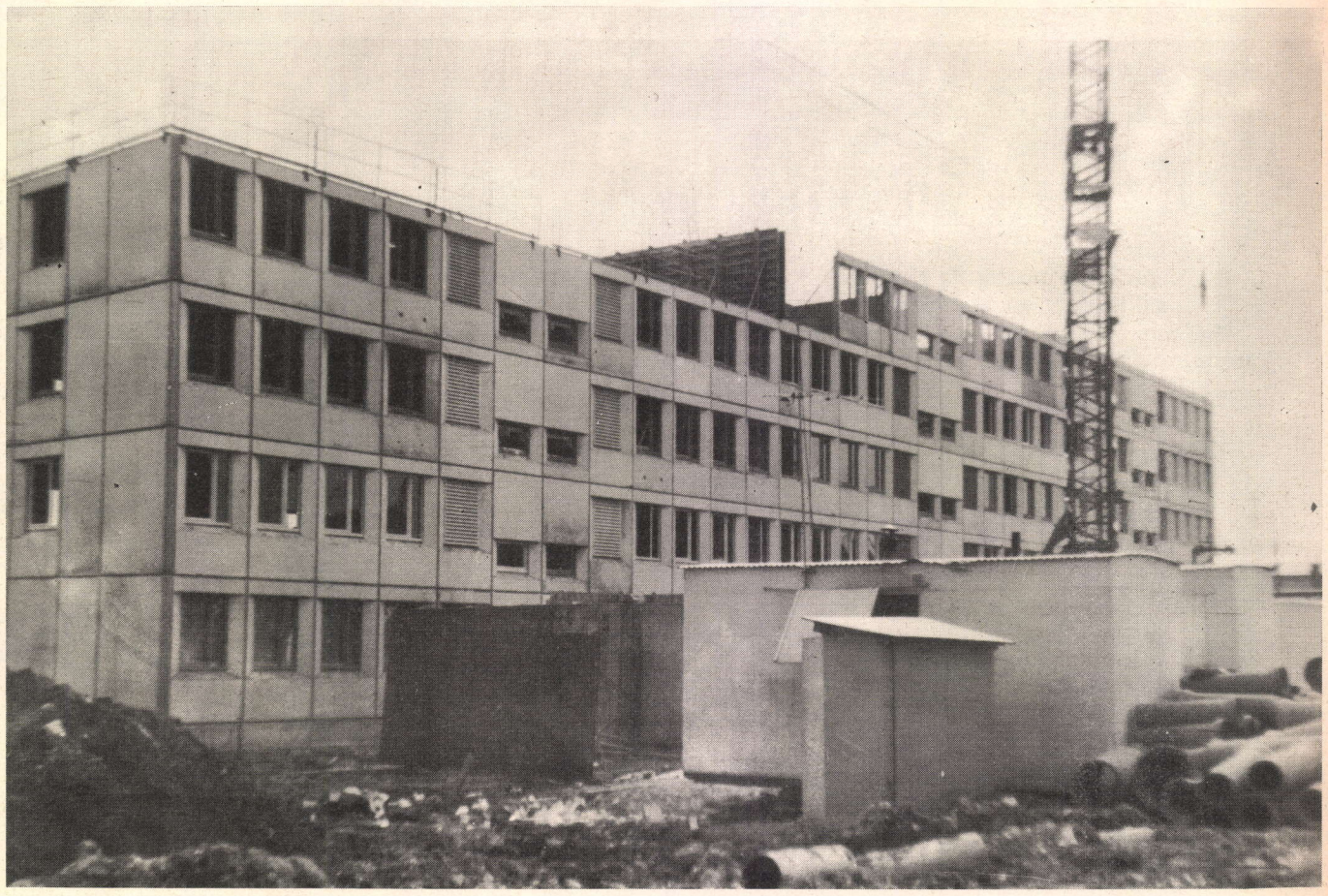
COMMENT SONT LOGÉS LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS

ATTIRES peut-être par les annonces alléchantes de la maison, nombre de travailleurs étrangers s'embauchent à Michelin, en espérant y trouver une vie un tant soit peu décente...

Hélas, il ne faut pas longtemps à ces travailleurs venus surtout d'Espagne, du Portugal et de Yougoslavie, pour qu'ils abandonnent leurs belles espérances...

Car à Michelin, on ne se contente pas d'exploiter ces camarades pendant huit heures de travail quotidien, mais on essaie si possible de les subordonner au régime-maison 24 h sur 24 !

La construction d'un nouveau foyer pour travailleurs immigrés, loin d'être exempte de rentabilité, comme nous le verrons, s'inscrit en fait dans cette optique !



Face aux bâtiments en construction, les baraques réservées aux travailleurs immigrés. (Photo L.O.)

DU « PROVISOIRE » AU « DEFINITIF »

M. Michelin, peu « regardant » quand il s'agit de réaliser la louable institution sociale de loger ses travailleurs, avait mis à la disposition de deux cents ouvriers en majorité portugais, trois baraquements préfabriqués... appelés bien vite à disparaître lorsque le foyer serait construit.

Du provisoire, en fait, mais qu'il fait tout de même payer 60 F par mois pour une place dans une chambre à deux lits...

Maintenant, le foyer est construit, les baraquements existent toujours, et personne ne parle de les démolir.

DES CONDITIONS DE VIE PEU ENVIABLES...

Le foyer lui-même se présente comme une H.L.M. Chaque appartement comprend 4 chambres : 2 chambres à 3 lits et 2 chambres à 2 lits, c'est-à-dire que dix personnes s'entassent dans ce minuscule logement. Comme tout appartement en H.L.M., il comprend un seul w.-c. et une cuisine fort étroite... (Il est quasiment impossible pour les dix travailleurs d'y manger tous ensemble !)

Donc, dans de telles conditions matérielles, nul ne peut songer à avoir la moindre vie indépendante... Cela devient même particulièrement pénible lorsque les dix travailleurs ainsi rassemblés ne sont pas de la même équipe !

UNE ENTREPRISE RENTABLE !

Pour avoir le droit de vivre dans de telles conditions, chaque locataire doit payer 72 F, ce qui fait que Michelin réalise le substantiel revenu de 720 F par mois, par appartement. (Que l'on compare le prix en H.L.M., d'un logement type IV.)

Mais le loyer n'est pas la seule source de revenus pour Michelin. Celui-ci loue aussi le mobilier : une armoire, un lit, une chaise, cela pour 30 F par an, par locataire !

ON NE MELANGE PAS LES TORCHONS ET LES SERVIETTES

Michelin loge aussi des travailleurs français dans des pavillons de célibataires tout près de l'usine.

Avant la construction de ce foyer, de nombreux travailleurs étrangers logeaient également avec eux dans ces pavillons...

Mais maintenant, travailleurs français et étrangers se trouvent séparés.

En effet, dans les pavillons, les conditions de vie sont tout aussi dures : les gardiens jouant leur rôle de flic à merveille !

Il n'était pas rare alors, de voir travailleurs français et étrangers montrer leur mécontentement côte à côte... Cela pouvait être gênant pour Michelin qui sait que pour régner comme exploiteur... il faut aussi diviser !

Correspondant L.O.

Chartres : du travail de vacances des jeunes...

DEUX étudiants travaillant pendant les vacances comme facteurs, étaient en train de faire leur tournée quand un flic en civil, montrant fièrement sa carte, leur demande leurs papiers, justifiant cette vérification d'identité en leur disant qu'il les surveillait depuis un moment et qu'ils faisaient du « porte à porte ». Ils répliquèrent qu'il leur était assez difficile de faire autrement, montrant pour preuve le courrier qu'ils portaient. N'ayant pas peur du ridicule, le flic les emmena au commissariat, d'où on les relâcha au bout d'une heure, refusant pendant tout ce temps de téléphoner à la poste afin de vérifier l'identité des deux jeunes. La direction des P.T.T. n'a rien fait pour protester.

...au vol qualifié

DANS une usine assez importante, « Jouvenel et Cordier », on emploie chaque année de nombreux jeunes pendant les vacances.

Cette année, ces jeunes s'étaient vu promettre un salaire mensuel de 750 F (salaire déjà en recul par rapport aux années précédentes, puisqu'il y a quelques années il atteignait 900 et plus), or à la fin du mois, ils ont reçu 680 F. Tous, sauf un, acceptèrent sans protester cet état de fait en se promettant seulement de ne plus remettre les pieds dans cette boîte. Quant à celui qui avait osé élever la voix, il fut immédiatement convoqué par le patron qui lui fit le baratin habituel comme quoi on ne l'avait pas obligé à venir travailler, que Jouvenel était la boîte la mieux payée, etc.

Correspondant L.O.

LA F.P.A. A LA RÉGIE RENAULT

CHEZ Renault comme dans beaucoup de grandes usines se trouvent de nombreux centres d'enseignement : école d'apprentissage, cours du soir, F.P.A., etc. Tout cela et plus particulièrement la F.P.A. permet à la Régie de se fournir en ouvriers qualifiés, qui, formés par elle, lui sont plus attachés.

La F.P.A. Renault offre un bon exemple de ce que la direction entend par formation professionnelle.

Tout d'abord ne fait pas cette formation qui veut. Il faut être désigné par la direction. Et celle-ci ne fait son choix qu'en fonction de ses besoins. En particulier, elle subvient à ses besoins en professionnels en faisant suivre les stages de F.P.A. aux O.S. des secteurs destinés à disparaître, ou à de jeunes apprentis qui ont quitté le Centre d'Apprentissage Renault sans avoir réussi à obtenir leur examen professionnel.

Ensuite, une fois qu'on se trouve au nombre des heureux élus, la direction et la maîtrise se chargent de faire sentir que la F.P.A. n'est pas une sinécure.

Le travail commence à 7 h 15. Mais tandis qu'à l'atelier il suffit souvent de pointer à l'heure, à la F.P.A., il faut être à 7 h 15 devant sa machine ou son établi. Et si on ne pointe pas, l'œil du chef compense avantageusement l'horloge pointeuse. Trente secondes de retard coûtent un quart d'heure sur la paie. De même il n'est pas question de partir se laver les mains avant l'heure d'arrêt du travail, ce qui est la coutume dans les ateliers.

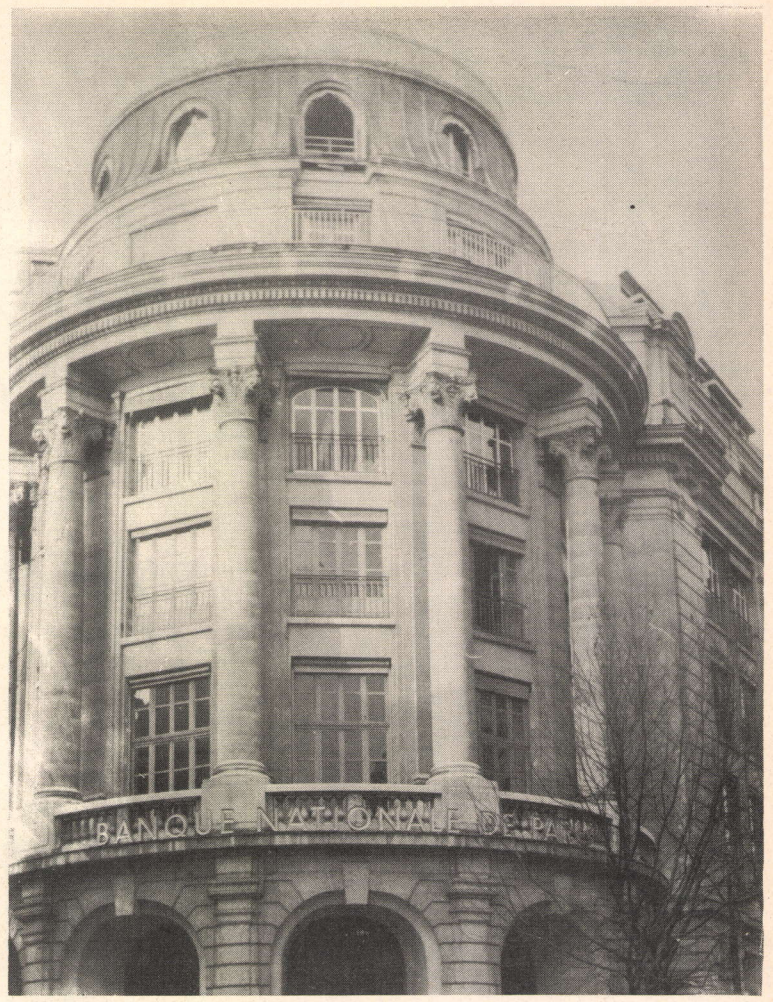
Les petites vexations de ce genre sont légion. Durant la journée, pas question de s'arrêter un moment pour s'asseoir. Les chefs sont là en permanence pour le rappeler. Voilà un aperçu du régime que l'ouvrier en formation doit suivre pendant six mois.

A la fin de cette période, le travailleur doit être en mesure de passer l'essai de P 1. Il lui faudra cependant avoir réussi préalablement un examen F.P.A. du niveau du C.A.P. s'il ne veut pas se retrouver tout bonnement à son ancienne place.

Et, si tout va bien, il aura, avec un peu de chance, une place de P 1 stagiaire. C'est-à-dire que pendant encore six mois il fera un travail de professionnel... mais ne touchera qu'une paie d'O.S.

Correspondant L.O.

B.N.P. : à la pointe du modernisme et de la participation



LA B.N.P., première banque française, veut atteindre une taille « européenne » et ses structures sont donc en perpétuelle évolution.

Ses projets : du point de vue technique, c'est le transfert en province de l'ordination dans des locaux neufs agencés en conséquence, c'est l'installation d'appareils transmettant des divers centres et agences les informations directement à l'ordinateur, supprimant ainsi de multiples opérations successives et leurs délais, ce sont des bandes filmées qui éliminent la manipulation des effets, des chèques et autres documents, ô combien nombreux, etc., etc.

Du point de vue « humain » (terme tout à fait à l'ordre du jour), des études ont été faites par des cabinets spécialisés, l'un français et l'autre américain, pour faire accepter au personnel les modifications indispensables à la réalisation desdits projets : transferts, mutations, voire même licenciements déguisés ou non.

La participation avait institué son corollaire, le dialogue, et dans tous les services, on « dialogue ». Les réunions d'information, toutes affaires cessantes, se multiplient, des comptes rendus rédigés, des discussions suscitées, en bref, le contact doit s'établir, mais bien entendu ne jamais dégénérer, c'est-à-dire ne jamais déborder sur les sujets tabous, tels les salaires ou la durée du travail. Moyennant quoi, les rapports humanisés doivent laisser la place à une saine collaboration.

Ainsi, au cours de ces réunions, les services apprenaient, les uns qu'ils étaient dotés d'une « direction réflexive », les autres d'une « direction participative par objectif », d'autres enfin que la « budgétisation » allait être promue chez eux.

C'est cette dernière innovation qui est de loin la plus drôle.

A chaque objet est attribué un prix, depuis les trombones, élastiques, tables, bureaux, chaises, liasses de papier en tout genre et de toute espèce, tous regroupés sous le nom générique de « matériel », jusqu'à nous-mêmes intitulés « matériel humain », sans doute pour mieux le distinguer du précédent.

Et il faudra à longueur de journée acheter, vendre ou louer chacun des articles qui font notre horizon quotidien depuis notre collègue d'à côté jusqu'à la moindre épingle. (Les chefs seuls ne seront pas à vendre, certains l'étant déjà, et personne n'en voudrait de toutes façons.)

Un vrai jeu de monopoly.

Pour en donner un aperçu, nous citons ci-dessous un extrait de compte-rendu d'une réunion exposant le système :

« Des objectifs seront à atteindre :
— A court terme ; — moyen terme ; — long terme.

Des tableaux de bord seront établis pour en suivre l'évolution.

Moyens mis à notre disposition :
— Hommes — Matériel (chiffrés en francs).

Compte d'exploitation :
Budget :
— charges directes ;
— profits directs ;
— charges indirectes ;
— profits indirects.

A. Charges directes : le personnel, le matériel, le téléphone, les services extérieurs, aide intérimaire, aide épisodique.
B. Profits directs : néant.
C. Charges indirectes : aide reçue d'une autre section ;
D. Profits indirects : aide donnée à une autre section.

« Tous les trimestres, les comptes d'exploitation seront faits, il en résultera des écarts par rapport aux objectifs fixés.

« Dans le cas d'écarts déficitaires, des mesures pourront être prises. »

Comme on le voit, la direction ne cache pas à ce service que les profits directs seront « néants » dès le départ. Elle préfère probablement ne pas entretenir d'illusions (!), mais laisse planer la menace de (qui) pourront être prises ».

Très généralement, les employés ont à peu près compris que ces grands mots, ces belles réunions, tout ce temps passé à ne rien faire (ou presque) cachaient une réalité bien connue : essayer de les faire travailler davantage et ils attendent la suite.

Une chose leur a quand même fait plaisir : l'annonce d'une réduction de la hiérarchie, écrasante et multiple, comme dans tous les secteurs nationalisés.

C'est l'aspect qui a suscité les réactions les plus vives de la part de la CGT et de la CFDT qui ont vu dans toutes ces innovations une atteinte directe à la hiérarchie, puisque comme le dit la CFDT « la mise sur pied d'une nouvelle philosophie dans la définition des critères présidant aux possibilités de promotion » est lourde de menaces pour l'avenir des gradés tout de suite, et des employés (gradés en puissance) dans l'avenir.

Et de partir en guerre contre les nouveaux critères de promotion que la direction veut retenir, à savoir : l'imagination, l'animation, l'organisation, les relations individuelles et collectives, la mouvance (!). Et de rompre des lances en faveur de la « technicité, l'ancienneté et la considération des services rendus ».

Par un véritable appel aux cadres, ces syndicats leur demandent de refuser cette « politique participative », ils exigent de la direction la réunion immédiate de la Commission Economique et Professionnelle du Comité Central d'Entreprise pour... que les syndicats ne soient pas tenus à l'écart de ces modifications de structures.

Quant aux gradés eux-mêmes, eh bien leurs réactions sont différentes selon leur grade justement : au niveau des chefs, c'est l'inquiétude devant une compression de la hiérarchie qui les toucherait directement. Pour les petits gradés, ceux qui font le travail, qui encadrent effectivement le personnel, il y a moins d'inquiétude, mais bien plus d'agacement devant ces innovations, ce vocabulaire ronflant, ces nouvelles pratiques qu'ils considèrent comme une perte de temps pure et simple et qu'on les oblige à imposer au personnel.

C'est ce qui pourrait les amener, devant le mécontentement grandissant des employés, à adopter en cas de conflit ouvert sur les salaires ou le temps de travail, une position de neutralité bienveillante dont seule la direction ferait les frais.

(Correspondant L.O.)

Dans les hôpitaux : **TROP DE PERSONNEL ?**

PERIODE D'ESSAI OU INTERMITTENTS ?

Comme les années précédentes on commence à licencier les agents intermittents embauchés pendant la période d'été.

Ces agents, dont le contrat stipule qu'ils peuvent être renvoyés sans préavis pendant une période d'essai de trois mois, ont pourtant toujours été tenus en haleine par la perspective de devenir temporaires.

Mais en réalité il n'en est rien, et l'Assistance Publique profite des embauches d'été pour renouveler les intermittents qu'elle ne veut jamais titulariser et diminuer de plus en plus le nombre de titulaires en poste.

C'est sans doute cela qu'elle entend par l'engagement de juin 68 de ne plus embaucher d'intermittents ? Il n'y en a plus, il n'y a que des agents en période d'essai : c'est-à-dire la même chose.

Et tant que nous acceptons ce genre de manœuvre, non seulement le personnel reste en nombre insuffisant, mais on diminue de plus en plus la garantie d'emploi de chacun d'entre nous.

DU PERSONNEL A GOGO... ET POUR CAUSE !

Si l'organisation de notre vieil hôpital est si bonne, on le doit en partie au grand tableau-planning des effectifs tenus par les adjoints de la chef du personnel.

Voici un petit aperçu de la mise à jour de ce tableau :

— Des agents en retraite ou ayant démissionné ou encore décédés seraient, selon ce tableau, encore en activité.

— D'autres en maladie et ayant déclaré leur arrêt sont portés absents sans motif, donc en situation irrégulière.

Quand on sait que c'est à ce tableau qu'on se réfère pour juger les effectifs des services, on comprend pourquoi on est toujours si nombreux !

(Extraits des bulletins L.O. des hôpitaux parisiens.)

dans les entreprises

Maladies et accidents, lot quotidien des travailleurs

A la S.N.I.A.S. (Bourges) :

Un provisoire qui dure... et qui use.

(photo L.O.)

L'atelier de peinture est « provisoire »... depuis huit ans ! Beaucoup trop petit, il n'est absolument pas équipé pour faire de la peinture, malgré les petites modifications apportées l'an passé à la suite d'une grève. Les housses sont entassées les unes sur les autres. Le manque de place contraint les travailleurs à faire du séchage au milieu de l'atelier, de façon à ce que chacun en emporte un petit souvenir dans les poumons. Le manque d'aération les oblige à rester en permanence dans une atmosphère lourde, imprégnée de vapeurs de chlore. Et quand l'air est humide — l'humidité faisant écailler la peinture — eh bien, on le chauffe ! Si bien qu'ils doivent supporter des fournaises de 35, 40 degrés et même plus ! Pensez, l'installation de l'air conditionné coûterait vraiment trop cher, surtout pour un atelier « provisoire ».

Et à tous ces petits agréments, il faut ajouter le bruit infernal des moteurs des housses, en plus ou moins bon état. Ceux-ci devraient « normalement » être installés à l'extérieur, mais avec cet atelier « provisoire », ce n'est pas possible !

Comme la situation devenait vraiment intenable, certains ont menacé de débrayer. La direction, plus prompte à se préoccuper de sa sacro-sainte production que de leur santé, s'est empressée de faire réviser le moteur le plus bruyant. Au mieux, cela diminuera un peu le vacarme, mais pour tout le reste, il n'y aura rien de changé.

Le « provisoire » a le dos large ; mais beaucoup estiment que cette plaisanterie de mauvais goût n'a que trop duré.

(Extrait du bulletin L.O. de la S.N.I.A.S.).

A Gevelot (Issy-les-Moulineaux) Explosion d'une cuisinière

Pendant les vacances, à la cantine, un lundi, c'est une cuisinière qui a explosé. Il y a au moins un an qu'un bon de réparation a été fait pour que ce four soit réparé. Les boutons fermaient mal et laissaient le gaz s'échapper.

Après deux jours d'arrêt (du samedi au lundi) le four avait emmagasiné du gaz qui a fait explosion. Le cuisinier a été plaqué contre le mur et a eu les cheveux un peu brûlés. Par chance, il n'y a pas eu de conséquences plus graves.

Quand on disait qu'à la cantine il y avait du vieux matériel, cela vient d'être prouvé. Est également prouvé que la direction, avec son radinisme invétéré, joue avec la vie des ouvriers.

Extrait du bulletin L.O.

Chantiers de l'Atlantique (Saint-Nazaire) :

Un travailleur de 62 ans, appartenant à une maison sous-traitante, a été tué dans la nuit du 31 août au 1er septembre.

Travaillant sur le 024, sur des échafaudages sans garde-corps, ce camarade a fait une chute de 12 mètres dans une citerne. Il n'a pu être remonté que deux heures après.

Aucune garantie de sécurité, pas d'infirmerie ouverte, aucune chance de survivre à un accident, voilà ce que nous réservent les patrons après des années de travail.

Nous savons déjà que nous n'avons pas à compter, pour prendre des mesures de sécurité, sur la direction hypocrite ou ses larbins complices : à l'atelier n° 1, pendant le mois d'août, on avait fait conduire des ponts par des gars d'entreprises extérieures qui n'en avaient jamais vu auparavant et c'est seulement par chance que l'accident n'a pas eu lieu.

C'est à nous de prendre nos affaires en main. C'est à nous d'interdire aux patrons de jouer avec nos vies.

A la blanchisserie Jacob de Bourges : des conditions dignes du XIXe siècle.

LA blanchisserie Jacob à Bourges devient de plus en plus renommée parmi les ouvriers pour ses salaires particulièrement bas et ses conditions de travail qui relèvent directement du XIXe siècle.

M. Jacob y emploie environ 80 ouvriers et ouvrières dont la plus grande partie est constituée de jeunes qui n'y restent que quelques mois. Mais un court stage suffit pour voir de quoi il retourne.

C'est dans une atmosphère surchauffée par les presses à repasser le linge, et rendue irrespirable par le linge sale que les ouvrières travaillent. Les deux seuls ventilateurs de l'usine ont attendu plus d'un an dans l'entrée avant d'être installés. De plus les locaux sont trop petits et les ouvrières qui travaillent aux presses sont souvent prises de malaises causés par la chaleur. Elles ne bénéficient dans ce cas d'aucun soin.

Le sort des ouvrières du triage n'est guère plus enviable. Elles doivent manier le linge sale sans tablier ni gants. Elles n'ont à leur disposition que de l'eau pour se laver et maintenant du savon puisqu'elles ont bataillé pendant plus d'un mois pour en avoir un morceau.

La sécurité n'est pas plus respectée que l'hygiène car les tuyaux qui amènent la vapeur aux presses ne sont pas gainés d'isolant, ce qui entraîne de fréquentes brûlures (ils sont à 10 cm du sol).

Pour les salaires, le patron ne faillit point à sa réputation. Que le SMIC augmente, c'est les primes qui baissent. Mais à la récente augmentation du SMIC, les primes étaient si basses qu'il ne pouvait les diminuer... Alors, il les a intégrées au salaire. C'est ainsi que les quelques ouvrières qui avaient une prime d'ancienneté se sont retrouvées diminuées de 2 centimes de l'heure.

Correspondant L.O.

A SIFA-DIAMANT (La Plaine-St-Denis) :

Quand la journée de travail s'allonge

Si la semaine de travail à SIFA-DIAMANT (entreprise pharmaceutique) est de 42 heures et demie, la première semaine de la rentrée, pour beaucoup, fut plus longue. La raison en est simple, les pointeuses retardaient de plusieurs minutes.

Si quelques retardataires en bénéficièrent le matin, par contre le reste du personnel qui arrive en avance généralement, pointa à l'heure de sa propre montre. La quasi-totalité du personnel de la SIFA a vu sa journée s'allonger de 5 à 6 minutes, soit plus d'une demi-heure dans la semaine.

Cependant, si une partie des mensuels n'a pas attendu l'horaire Sifa pour pointer, les horaires y étaient bien obligés, car en partant une à deux minutes plus tôt, c'est un quart d'heure qui leur est ôté sur leur paye.

Certains travailleurs ne se sont pas gênés pour clamer que la direction ne manquait pas de culot, car à cette époque de l'année, cette dernière a coutume de réprimander le personnel qui soi-disant en prend trop à son aise, entre en retard et sort avant l'heure. Cette année, la direction qui n'a jusqu'alors fait aucune remarque a peut-être trouvé un moyen plus expéditif pour nous faire connaître l'exactitude telle qu'elle l'entend.

En réalité, n'est-ce pas la direction qui devrait payer à chaque horaire un quart d'heure chaque jour si on lui appliquait la même règle qu'elle nous applique à nous.

(Extrait du bulletin *L.O.* de la Sifa-Diamant.)

A la Bourgogne électronique (Dijon) :

C'EST LA CASERNE !

(photo L.O.)

Il semble bien que, pour la rentrée, la direction ait décidé de faire de la B.E. une véritable caserne.

Il y avait déjà la fouille des voitures pour trouver d'hypothétiques voleurs à la sortie de l'usine.

Maintenant les gardiens peuvent à tout moment exiger la carte de travail du conducteur ; si c'est un élément étranger à l'usine, alors on le refoule, sans ménagement : c'est ce qui est arrivé dernièrement à l'un d'entre eux qui a reçu la barrière sur le capot de sa voiture. La porte derrière la cantine n'est ouverte que quelques minutes aux heures de sortie et pour les équipes, les gardiens font la chasse à ceux qui sortent en dehors de l'usine aux heures de pause.

De plus, la direction cherche à embaucher pour le gardiennage d'anciens flics ou d'anciens militaires, ayant de sérieuses références (comme si un ancien flic pouvait avoir de sérieuses références !..)

A croire que bientôt le patron fera installer des barbelés et des miradors...

En tout cas nous n'appréciions pas tellement ces mesures contraignantes, nous qui sommes toute la journée surveillées et brimées pendant le travail...

(Extrait du bulletin L.O. de la Bourgogne Electronique)

A LA FOSSE DECHY (DOUAISIS) :

Une économie qui a failli coûter cher à un travailleur

A l'étage 700 un grave accident a failli atteindre un ouvrier. Un tuyau d'air est tombé et l'a presque fauché.

Ceci n'est pas un hasard, car sur plusieurs centaines de mètres, les tuyaux d'air qui devraient être accrochés avec des chaînes boulonnées, d'après le règlement, le sont avec des queues de fer tordues en crochet.

Ce n'est pas parce que nous préférons faire des « S » avec du fer, qu'une telle insécurité règne, mais parce que les Houillères ne nous fournissent pas de chaînes.

Tout le monde ne doit pas être au courant de ces restrictions, car le porion de sécurité, arrivé sur place, commença à s'en prendre à l'ouvrier pour avoir accroché les tuyaux sans sécurité.

Il lui fut répondu que l'on faisait ce que l'on pouvait avec ce que les Houillères nous donnaient, sur quoi il n'insista pas.

Ce n'est pourtant pas pour ça que nous avons plus de matériel, et que les queues ont été remplacées par des chaînes.

Sans doute la direction attend-elle que l'un d'entre nous se retrouve à l'hôpital ? Mais pour nous il n'y a qu'un seul responsable : la Direction des Houillères.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière de la Fosse Dechy.)

LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS

L'ANNONCE de licenciements, même éventuels, provoque toujours une certaine angoisse parmi les travailleurs. Ceux qui le peuvent, préfèrent souvent partir avant le licenciement effectif, dès qu'ils ont une autre place en vue, afin de ne pas se trouver à « bénéficier » des allocations de chômage.

Face à ces licenciements, les travailleurs sont relativement sans défense, car le salaire n'est pas garanti contre le chômage. Un travailleur devrait continuer à percevoir son salaire intégral jusqu'à sa nouvelle embauche. Or, une telle garantie ne peut s'obtenir que lorsque les travailleurs sont en position de force et que le patronat est genoux à terre, ce qui est possible au cours de mouvements importants, mais pas dans des luttes partielles. (C'est une revendication qui aurait pu être arrachée en mai 68, par exemple.)

Aussi les travailleurs menacés par le chômage, se trouvent-ils isolés dans leurs luttes contre les licenciements et livrés à leurs seules forces.

Voici des extraits de bulletins d'entreprises Lutte Ouvrière **où se pose le problème des licenciements.**

S.N.I.A.S (Bourges)

LA Commission économique du Comité d'Entreprise, à la suite de sa réunion du 28 août, a lancé un cri d'alarme ; selon elle, il y aurait 350 personnes de trop dans l'effectif ouvrier au second semestre 1971, par suite de l'arrêt des fabrications C160 et Nord 262.

En admettant qu'il y ait effectivement un « trou », il est peu probable que la direction licencie 350 personnes. Retraites, retraites anticipées, départs volontaires, mutations pourraient éponger en un an le « surplus » de personnel. Et depuis, M. Ziegler a annoncé la mise en chantier d'une nouvelle série de « Caravelles » et a promis le plein emploi pour tout le personnel de la SNIAS. Malheureusement, nous avons de bonnes raisons de nous méfier des promesses de M. Ziegler, et les représentants du C.E. ont raison de nous mettre en garde d'un éventuel danger.

Mais ce qui nous étonne, c'est ce que préconisent les représentants du C.E. pour faire face à d'éventuels problèmes d'emploi. Ils regrettent par exemple que l'avion d'entraînement franco-allemand soit confié à Dassault ; nous leur suggérons d'aller expliquer cela aux travailleurs de Dassault ! Dans le même esprit, « les représentants du C.E. de Bourges demandent à la Direction générale de prévoir au plan de charges une participation conséquente à la fabrication de l'Air Bus afin d'assurer le maintien du potentiel aéronautique de l'usine de Bourges ».

Voilà où en arrivent ceux qui veulent jouer aux gestionnaires de la société capitaliste ; les représentants du C.E. de Bourges, comme sans doute ceux des autres entreprises, veulent tirer la couverture à eux, quitte à découvrir le voisin. Ce n'est bien sûr pas une telle politique qui peut résoudre nos problèmes, ni surtout ceux des travailleurs des autres usines, nationalisées ou pas (de toute façon, que le patron soit un capitaliste privé ou l'Etat au service des capitalistes, nous sommes toujours exploités par des capitalistes).

Nous nous étonnons d'autant plus d'une telle politique que nous revendiquons depuis des dizaines d'années une diminution des heures de travail, et les 40 heures pour l'immédiat. Les représentants du C.E. l'auraient-ils oublié ? La solution est pourtant bien simple : il y a moins de travail ? Alors que l'on partage le travail restant entre TOUS les travailleurs, sans diminution de salaire. Nous sommes persuadés que si nos horaires étaient ramenés immédiatement à 40 heures, et si besoin était à 35 heures, il n'y aurait plus de problème d'emploi. Mais imposer cela, c'est peut-être plus difficile que de « demander à la direction... » ? Même pas. Car non seulement tous les ouvriers de l'usine de Bourges, mais tous les ouvriers de la SNIAS, et même tous les travailleurs de France ont cette revendication commune : LES 40 HEURES. Des représentants honnêtes de la classe ouvrière doivent mettre en avant des revendications non pas qui divisent, mais qui unissent. Sinon, nous n'obtiendrons jamais rien.

(Extrait du bulletin « Lutte Ouvrière » S.N.I.A.S. Bourges)

Photo L.O.

JEUDI, à l'assemblée du Personnel, nos délégués nous proposaient, dans le cadre de la lutte contre le licenciement, de faire une délégation à l'exemple de nos camarades de chez Thiéry, qui se sont rendus vendredi 4 septembre au siège de la chambre patronale dans le 9e arrondissement.

Nous savons que ce n'est pas en laissant sagement passer le temps que nous obtiendrons gain de cause à la B.J., pourtant cette proposition n'a guère soulevé d'enthousiasme parmi nous. Lundi nous n'étions pas nombreuses à vouloir y participer.

Nos délégués eux-mêmes croyaient-ils vraiment à l'efficacité de l'action proposée ? Nous ne les avons guère vus lundi dans les ateliers, et nous n'avons même plus entendu parler de délégation.

Alors que chaque jour les journaux révèlent la fermeture de nouveaux ateliers, alors que nous sommes des centaines et des centaines de travailleurs de la confection qui nous retrouvons sur le pavé, pourquoi rester isolés quand nous savons que seul notre nombre fait notre force ? Pourquoi aller par poignées manifester notre mécontentement alors que tous ensemble nous pourrions nous faire entendre ? Travailleurs de la B.J. et travailleurs de chez Thiéry, nous aurions pu être mille à dire non au licenciement, à exiger des garanties pour tous afin qu'il n'y en ait aucun de nous qui demain soit sans ressources.

(Bulletin Lutte Ouvrière Belle Jardinière, Paris).

Dans l'imprimerie

DESFOSSÉS (Issy-les-Moulineaux)

LA direction maintient toujours son projet de licenciement pour 14 de nos camarades de la banque. Elle veut faire des économies de bouts de chandelles sur notre dos, alors que par ailleurs elle gaspille des sommes énormes inutilement. Car en matière de « rentabilité », le patron ferait bien de commencer par faire du vide dans ses propres rangs, et « licencier » ceux qui passent leur temps à désorganiser la production, histoire d'éliminer un travailleur là où il en faudrait deux.

La direction veut licencier 14 de nos camarades de la banque, mais comparativement à l'effectif total de 2.400 personnes avec St Ouen qu'est-ce que peuvent représenter ces 14 camarades ! La vérité c'est que les patrons continuent d'appliquer leur politique qui consiste à licencier un jour et réembaucher plus tard. Pour le fiduciaire c'est une pratique courante de la direction. C'est cette situation que nous devons refuser au fiduciaire d'abord car cela intéresse en premier lieu nos camarades mais aussi dans tous les autres secteurs de l'entreprise où nous ne pouvons rester sans réagir quand la direction s'attaque à l'emploi d'une catégorie d'entre nous.

Aujourd'hui, la direction veut licencier 14 travailleuses de la banque, mais qui nous dit que demain elle ne s'attaquera pas à l'ensemble du personnel ou plus sournoisement individuellement, secteur par secteur ?

Car comme nous n'avons pas d'informations à ce sujet, nous sommes obligés de prêter l'oreille « aux bruits de couloirs » habituels, bruits selon lesquels la direction aurait l'intention de supprimer entre 100 et 200 emplois tant à St-Ouen qu'à Issy-les Moulineaux. La maîtrise serait également touchée par ces mesures.

La première question qui vient à l'esprit est de savoir ce que nous, travailleurs, allons faire devant une telle situation. Car nous ne pouvons accepter le principe des licenciements dans l'entreprise.

Nous sommes tous concernés par les licenciements que la direction envisage.

Et la moindre des choses que nous puissions faire dans un premier temps est de refuser de faire les heures supplémentaires dans une période où la direction veut licencier.

(Extrait du bulletin L.O. Desfossés).

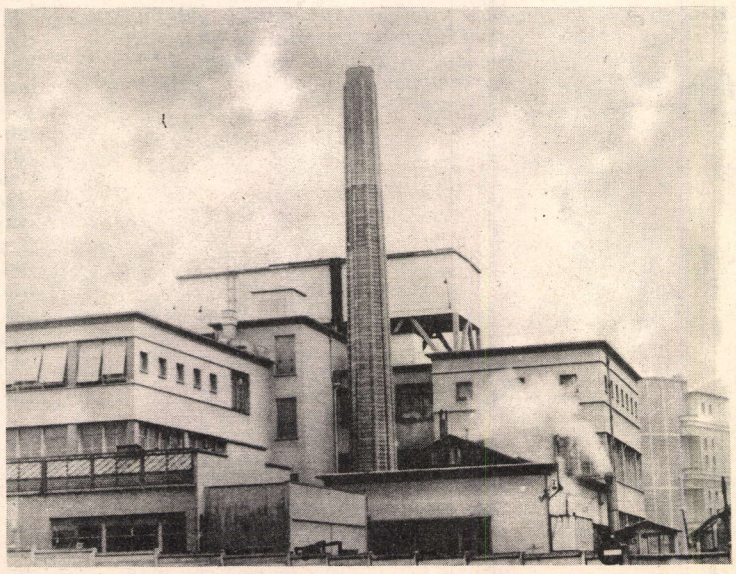


Photo L.O.

MONT-LOUIS (Clermont-Ferrand)

REAGIR POUR PRESERVER L'AVENIR

Une vingtaine de nos camarades Impression Typo seront licenciés à la fin du mois : telle est la conséquence de la décision patronale de fermer l'atelier typo.

LES CAUSES

Le motif de cette mesure de « réorganisation » est connu : c'est la conséquence de la modernisation des techniques d'impression, la typographie étant dépassée par d'autres procédés, tel que l'offset, menacé lui-même par des systèmes encore plus modernes (ce fut la cause essentielle de la grève chez Lang).

Pour Mont-Louis, Agapit prétend que cette situation n'est pas catastrophique, les personnes licenciées ne seront pas au chômage, mais « reconverties » à d'autres tâches.

LES BUREAUCRATES A L'ŒUVRE

Dans ces conditions, on comprend l'inquiétude légitime de nos camarades. D'abord, ils se sont retrouvés presque seuls face à la Direction, les délégués étant pour la plupart hors de course : les uns absents, presque tous les autres étant absolument incapables de faire quoi que ce soit, y compris de se réunir ou d'envisager la moindre riposte avec le personnel concerné.

Quant au Comité d'Entreprise, il a tout naturellement accepté la décision patronale...

Avec de tels « défenseurs », nous savons à peine ce qui se passe !

LUTTER POUR NOS CAMARADES

Un licenciement collectif, cela ne doit laisser personne indifférent.

Certes, des reclassements seraient prévus pour la plupart des cas. Mais des menaces subsistent et vers la Direction, on parle d'un contrôle trimestriel, afin de juger ceux qui seront à un nouveau poste.

C'est à la fois une mesure arbitraire et une menace très précise de déclassement ou de licenciement définitif.

...C'EST LUTTER POUR TOUS

Mais certains autres services pourraient être touchés de la même façon, par exemple les chèques où des machines modernes seront installées dans un an ou deux. Il faudra alors obtenir des garanties sérieuses de reclassement et de maintien des avantages acquis.

Ainsi une grande partie du personnel est vraiment menacée : il serait temps de se préoccuper de l'avenir.

(Bulletin Lutte Ouvrière de Mont-Louis, Clermont-Ferrand).

LES ÉLECTIONS DE BORDEAUX

L'HUMANITÉ rouge

N° 70 - 10 septembre 1970 :

Sous le titre « Le cirque électoral continue », L'Humanité Rouge dénonce l'ensemble des candidats, clowns ou apprentis clowns, qui détournent, selon ce journal les travailleurs de leurs préoccupations face aux problèmes de la rentrée :

Après Nancy, le 12e arrondissement à Paris... Bordeaux... Cette fois-ci quelle aubaine ! Le cirque électoral va tenir le devant de la scène tout le mois de septembre... Juste au moment où les travailleurs font les comptes : tout a augmenté — le gaz, l'électricité, le pain, l'alimentation — il faut habiller les écoliers pour la rentrée, préparer leurs cartables... Et que leur sert-on à la télé, à la radio ? Les opérations « sourire » de Chaban dans les rues de Bordeaux, les « défis » de J.-J. Servan-Schreiber, tous deux amis de M. Ford qui installe ses usines en France, pour assurer un avenir radieux aux ouvriers comme chacun sait !

Mais on a eu beau produire les clowns les plus expérimentés, leurs grimaces font de moins en moins recette. Les ouvriers de Bordeaux et d'ailleurs n'ont que faire de ces pitreries. Peu à peu, chacun comprend que mettre un bulletin de vote dans l'urne n'est pas une solution miracle, en dépit des ritournelles révisionnistes sur « le passage pacifique au socialisme » par les élections. Une seule voie : CLASSE OUVRIERE CONTRE CAPITAL !

Un mot encore : signalons la présence sur la scène, d'apprentis clowns, P.S.U. ou trotskystes qui n'ont pour seule ambition que de singer leurs aînés : « candidat unique ou non ? ».

Edifiant spectacle que celui de ces prétendus révolutionnaires marchandant sur le « désistement réciproque ».

INFORMATIONS OUVRIÈRES

N° 486 - Semaine du 9 au 16 septembre 1970 :

Inforations Ouvrières, **de son côté, fait l'analyse suivante. Après avoir brièvement dénoncé le « face à face » de Bordeaux, qui fait plus penser aux jeux télévisés qu'à la tragédie classique,** Informations Ouvrières **poursuit :**

La bourgeoisie ne peut tolérer le spectacle qu'elle donne que pour autant que, politiquement, la classe ouvrière est mise « hors-jeu ». L'opération Servan-Schreiber vise à isoler le P.C.F. (non que sa politique répugne à « J.J.-S.S. » !) pour isoler la classe ouvrière et lui interdire de s'affirmer politiquement. C'est en ce sens que cette opération a également comme but la destruction du parti socialiste comme organisation ouvrière.

Sur le terrain électoral, comme sur les autres, la seule réponse à la tentative de rééditer, dans le cadre de l'élection partielle de Bordeaux, la situation existant lors des élections présidentielles, c'était la réalisation du front unique ouvrier qui aurait pu et dû aboutir face aux combines éhontées des fractions de la bourgeoisie, à une candidature de classe, de défense des intérêts ouvriers.

Ayant depuis longtemps lié son sort au maintien de la domination du capitalisme, la direction social-démocrate s'est refusée à ouvrir une telle perspective qui aurait compromis — même de manière limitée la stabilité de cette domination. A partir de là SAVARY ne pouvait que plier devant une offensive pourtant médiocre et après avoir disparu de la scène il est contraint d'appeler à voter pour un autre candidat de la bourgeoisie, Taïx.

Quant au P.C.F., sur la ligne de la « démocratie avancée » il a proposé l'unité « à la gauche » c'est-à-dire notamment au Parti radical dont Servan-Schreiber est présentement Secrétaire général, contre Servan-Schreiber et Chaban-Delmas ! Par sa politique, expression « française » de la « coexistence pacifique » il s'est lui-même placé dans la situation où il se trouve.

Il restait aux rigoureux « marxistes » de « ROUGE » et de « LUTTE OUVRIERE » de sauter à pieds joints dans la « farce électorale » qu'ils dénoncent par ailleurs. Présenter ou non un candidat n'est certes pas une question de principe (rappelons pourtant que ces messieurs auraient cru déchoir en disant NON aux projets corporatistes de DE GAULLE) mais les prétentions « révolutionnaires » de ces deux groupes se jugent au contenu d'une campagne. Ignorant les vrais problèmes, leur campagne est, paraît-il une campagne de « révélation communiste » (ROUGE dixit), mais ils étaient prêts, ROCARD eût-il accepté, à la mener en sa compagnie. »

tribune socialiste

N° 583 - 10 septembre 1970 :

Dans l'hebdomadaire du P.S.U., Jacques Malterre explique ainsi le sens de l'opération J.J.S.S. :

L'idée de base est simple : le pouvoir actuel s'est construit autour d'un homme qui avait su capter par ses mérites et retenir par la technique du référendum la majorité (relative ou absolue) des suffrages. Sous lui et par lui se sont constituées, par apports successifs mais toujours liés à sa personne, les équipes qui gèrent l'Etat : les caciques (Michelet, Malraux, Debré) ; les barons : Frey, Guichard, Chaban-Delmas (un peu à part) ; les grands commis: Pompidou, Couve de Murville puis Ortoli ; les petits commis : les Chirac et autres Lecat, les hommes de l'appareil, etc. Tout un personnel lié à la bourgeoisie certes, mais moins que Giscard ou Duhamel et qui, de Gaulle vivant, pouvait imposer des orientations mal acceptées d'elle : pouvoir présidentiel, équilibre (?) entre les U.S.A. et l'U.R.S.S., indépendance nationale coûteuse, idéologie de la participation.

Avec Pompidou, tout ce personnel essaie de s'incruster à la mode radicale, dans ses fiefs, mais sur le terrain la concurrence est forte ; il faut faire désormais davantage de concessions pour tenir : aux agriculteurs, aux P.M.E., aux Cadres, à la C.G.T. et même aux étudiants (la loi d'orientation manière Edgar Faure). Tout cela donne tantôt l'immobilisme (cf. les fausses réformes de la Sécurité sociale, de la fiscalité, l'Europe politique toujours en panne, les choix militaires absurdes à moitié ensevelis mais toujours affirmés), tantôt des initiatives qui privilégient le dialogue avec l'adversaire principal : la C.G.T. et le P.C.F. derrière.

Des stratèges du grand capital sentent bien que le pompidolisme risque de trop manquer de poids pour n'avoir pas à faire des concessions qui, à terme, menacent l'expansion capitaliste. Il faudrait reconstruire un système politique autour d'un homme sachant capter les suffrages pour avoir plus de liberté de manœuvre, à condition bien sûr que cet homme n'acquière pas une indépendance gaullienne. On voit où est la contradiction qui explique la division des stratèges de la bourgeoisie.

J.J.-S.S. a déjà clairement indiqué ce que serait son *personnel politique, ses équipes : la haute technocratie du capital, hommes d'affaires dynamiques et hauts fonctionnaires « compétents », le tout flanqué d'hommes politiques plus classiques ralliés au nouveau maître.*

Pourtant J.J.-S.S. n'a pas encore fait le saut décisif. A Nancy il affrontait Souchal, député en froid avec l'U.D.R. ; mollement soutenu au début par Matignon ; il ménageait encore le Premier ministre et son projet paraissait limité.

A Bordeaux, il s'attaque directement à Chaban ; ainsi le voulait la logique de l'escalade. Mais il ne l'a pas encore poussée à son terme : la contestation de Pompidou, clé de la majorité et dans notre système néo-présidentiel, véritable chef de l'exécutif comme le maire de Bordeaux n'a pas manqué de le rappeler.

. . . . . .

rouge

hebdomadaire d'action communiste

N° 79 - 14 septembre 1970 :

Quant à Rouge, **il revient en ces termes sur cette question :**

La poursuite de la campagne des deux frères ennemis ne fait que révéler davantage la similitude de leurs méthodes et de leurs intentions.

Déambulations spectaculaires, on serre des mains, sourires automatiques. Chaban achète des fleurs à la femme de son suppléant, Servan pose le bras sur les épaules de sa suppléante, la femme d'un maire socialiste... Différences de style, somme toute négligeables. Pour le reste, les mêmes promesses, les mêmes thèmes politiques presque ; il ne s'agit que d'une chose : capter la confiance des électeurs en leur assurant que tout ira mieux.

. . . . . .

Pendant que J.-J. suppute ses chances, Chaban visite son fief, continue de battre la campagne. Les petits commerçants, ici et là, les ménagères, etc., il renoue avec la pratique gaulliste du bain de foule, revenant à une petite clientèle un peu délaissée pour les grands affairistes.

Son thème principal, il le vole aujourd'hui à son concurrent. « Je suis aussi un réformateur, et un réformateur au pouvoir, un réformateur efficace. » Thème repris brillamment par Sanguinetti. (« Nous avons complètement changé ce pays, mais de la façon la plus ennuyeuse qui soit. ») Ils se battent pour le titre de grand réformiste... Un des thèmes électoraux préférés de la droite.

Les plus déconfits, dans l'opération, sont encore les réformistes traditionnels, les socialistes qui déplorent de n'être plus riches.

« La fortune acquise par les mécanismes de l'économie de profit transforme la vie publique en un domaine réservé à une caste.

« Il en résulte le risque d'élimination, dans toutes les grandes consultations électorales, des membres des organisations qui ne disposent pas de l'appui des grands secteurs financiers...

« Une organisation comme la nôtre est incapable de mener une campagne électorale à ce niveau-là. »

Les révolutionnaires, pour leur part, n'ont pas non plus des caisses pleines. Ils n'ont pas les moyens d'attirer sur eux tous les feux de l'actualité. Mais ils ne s'en soucient guère. Pas besoin de la presse à grand tirage pour parler aux travailleurs. Les tracts distribués dans toutes les usines de la région bordelaise (et pas seulement dans la circonscription), les prises de parole, les discussions à l'occasion des ventes de journaux : voilà de petits moyens, évidemment, mais bien moins suspects. Des moyens bien suffisants pour faire saisir aux travailleurs de quoi il retourne, ce qu'ils sont tout prêts à comprendre, parce qu'ils savent que les guignols sont là, leur font risette, pour se servir d'eux au profit des exploiteurs.

Cela ne se verra pas dans les chiffres des résultats électoraux, dont nous nous moquons, mais il en restera quelque chose à Bordeaux, plus en profondeur...

FEUILLETON

HUASIPUNGO

de J. ICAZA

(FIN)

Résumé :

Le récit se situe en Equateur, dans les années trente. Don Alfonso Pereira, propriétaire foncier, doit trouver les moyens de payer ses dettes, quand il rencontre Julio Pereira, son oncle et principal créancier. Celui-ci l'invite à faire un effort pour mettre en valeur le domaine de Cuchitambo que Don Alfonso a hérité de son père et qu'il a tendance à laisser à l'abandon. Il y a, lui dit Julio, de quoi faire de bons profits, en exploitant les forêts d'alentours. Il suffit de construire une route et de chasser les Indiens qui y disposent d'un lopin de terre (les Huasipungo). Convaincu par son oncle, Don Alfonso se rend à Cuchitambo. Arrivé sur place, il prend ses dispositions pour mettre ses projets à exécution.

Un comité patriotique pour les corvées de la route est organisé sur l'ordre du curé et du maître Don Alfonso par les frères Ruata.

Les Indiens sont mobilisés par des discours et partent enthousiastes. Mais après quelques jours, les difficultés s'accumulent. Le maître décide de relever le moral par la distribution d'eau-de-vie.

La route est construite dans les délais records, Don Alfonso n'hésitant pas à sacrifier la vie de dizaines d'Indiens, afin de gagner du temps, en les faisant passer à travers les marais. L'existence de la route modifie l'économie du village, les Indiens sont réduits à la misère la plus noire. Affamés, ils vont réclamer du secours à Don Alfonso comme il est de tradition chaque année. Celui-ci refuse et la famine s'installe dans les maisons.

Pour avoir mangé de la viande avariée la Cunshi, la femme de l'Andrès, meurt. Le curé exige vingt-cinq sucres pour l'enterrer à une place convenable... qui lui permette d'accéder au ciel.

Pour se procurer les vingt-cinq sucres, Andrès vole une vache égarée. Convaincu de ce vol, il est fouetté devant l'ensemble des villageois afin de faire un exemple.

Sur ce, les représentants de la compagnie américaine s'installent dans la région afin d'exploiter le bois et le pétrole. Pour permettre leur installation, les Indiens sont chassés de leur Huasipungo. Andrès appelle à la révolte.

La colline parut s'éveiller, tandis que la vallée et la montagne avec leur mille huasipungos restaient endormies. Réveil partiel, réveil sporadique qui remplit les révoltés d'une furie sauvage et désordonnée. L'appel sonore du cor n'était pas entré dans toutes les cabanes. Les cent familles indiennes se précipitèrent. Les pieds nus frôlèrent la terre. L'attitude des huasipungos parut changer ; leur accroupissement, de pacifique, devint celui du guetteur derrière la barricade. Les arbres devinrent des tours de guet. Les gorges et les retraits de la montagne se remplirnt d'un arsenal de guerre.

Les familles de la colline se précipitaient, portées par la haine, la bouche tordue de fureur. En les voyant arriver devant son huasipungo, le Chiliquinga comprit si profondément l'attitude désespérée de la foule qui se pressait autour de lui, toute hérissée de pioches, de haches, de poings, qu'il se sentit un moment désorienté. Sa main se crispa sur le cor et, pour ne pas tromper la soif belliqueuse des Indiens, il lança le mot qui devait leur servir de devise. Il sauta en bas du mur en criant :

— *Nucanchic huasipungo* (1) !

— Nucanchic huasipungo ! hurla la foule en levant ses armes comme un chien qui hérisse son poil avant de se lancer dans la lutte. Le cri roula sur la colline et, perçant la montagne, alla se clouer au cœur des maîtres.

— Nucanchic huasipungo !

La foule s'éparpilla sur le sentier, en poussant sa clameur. Certains, pour aller plus vite, se jetaient sur le sol en pente et se laissaient rouler jusqu'en bas. Ils marchaient, rompant tous les silences du paysage et le calme impavide des champs, sifflaient, les doigts dans la bouche, agitaient leurs ponchos et leurs chapeaux et, sans arrêt, lançaient leur cri. Nucanchic huasipungo ! Le soleil ardait. Au milieu de la multitude, les femmes, dépeignées, sales à demi nues, suivies de centaines de gosses dépenaillés, poussaient de longs gémissements qui venaient grossir les cris des hommes :

— Nucanchic huasipungo !

C'était leur cri. Ils étaient fiers. Le bataillon des gamins, imitant les hommes, s'était armé de joncs, de branches, de poignées d'orties pour frotter le cul des voleurs et criait lui aussi :

— Nucanchic huasipungo !

Sans savoir jusqu'où ce cri pouvait les mener.

Le premier groupe des révoltés se heurta à celui des hommes qui avançaient, sous la direction du Jacinto. Devinant le péril, ces derniers cherchèrent à fuir, mais il était trop tard ; déjà les cris les entouraient de toutes parts, les frappaient comme des balles et traçaient autour d'eux comme un cercle de flammes qui allait se rétrécissant.

L'Andrès se lança sur le Jacinto et déchargea sur la tête du commissaire son énorme bâton d'eucalyptus. Le paysan chancela et tomba sur les mains.

— Caraju ! cria l'Indien. Il lui semblait écraser un pou qui lui aurait sucé le sang depuis l'enfance.

Le paysan, incapable de se redresser, marchait à quatre pattes pour esquiver les coups de l'Indien.

— Carajuuu ! répéta l'Andrès : sa proie se dérobait au milieu d'un massif de buissons tout comme un pou qui se réfugie dans une touffe de poils.

— Maintenant tu bougeras plus, caraju, *maricun !* (2).

Six cadavres, parmi lesquels se comptaient celui du Jacinto et celui du borgne Rodriguez, restèrent étendus sur le chemin. Les guaguas faisaient cercle autour d'eux bouche bée, leurs poignées d'orties et leurs bâtons dressés ; comme les cierges qu'on porte dans les processions du Corpus et restaient immobiles à contempler les corps rigides des paysans.

— S'y se lèvent, y voudront mordre, lança le fils de l'Andrès Chiliquinga en plaisantant.

(1) *Notre huasipungo.*
(2) *Enc...*

A ces mots, les autres enfants firent mine de s'enfuir, effrayés, mais comprenant qu'ils s'agissait d'une plaisanterie, ils se rapprochèrent, désireux de jouer avec ces hommes qui voulaient se moquer d'eux en faisant semblant de dormir. Ils leur touchèrent d'abord les pieds, puis les mains ; les frappèrent, leur soufflèrent dans les oreilles, dans le nez ; et, enfin, ils leur pissèrent dessus.

Les clameurs de la foule s'entendaient maintenant de la maison du maître. M. Chapy, caressant l'epaule du propriétaire, murmura :

— Vous voyez, mon ami, qu'on ne sait pas sur quoi l'on marche ?

— Fuyons à Quito.

— Oui, allons chercher de la force armée.

Sur la route, trois automobiles s'élancèrent, tandis que dans la vallée le cri de révolte continuait à retentir :

— Nucanchic huasipungo !

*
**

La maison semblait endormie. Les Indiens y pénétrèrent en multipliant leurs cris et en secouant les vieilles portes aux heurtoirs sculptés. Ils firent sortir des cuisines, des greniers, leurs mères, leurs sœurs, leurs filles. Bien que tout le grain eût été transporté à Quito, il restait, à l'office, d'abondantes provisions. Ils furent bientôt rassasiés et la méfiance alors les pénétra. Cette maison ne semblait-elle pas les garder prisonniers ? Aussitôt, et sans comprendre que cette décision rendait leur défaite inévitable, ils décidèrent de se fortifier dans leurs propres huasipungos.

Trois cents hommes bien armés avaient été chargés de mater la révolte. Ces événements, comme tous les événements de ce genre, furent considérés dans les cercles gouvernementaux comme une attaque de la barbarie contre la civilisation.

— Qu'on les tue !

— Qu'on en finisse !

— Qu'on les extermine !

— Il faut défendre cet homme qui est une gloire nationale : Alfonso Pereira. A lui seul, il a construit une route.

— Cette gloire financière, Julio Pereira.

— Cette entreprise yankee civilisatrice et désintéressée.

Lorsque la troupe arriva au village, don Alfonso transmit ses ordres à l'officier qui la commandait :

— Tâchez d'en prendre quelques-uns vivants. Il faudrait pouvoir faire un exemple.

— Cela me semble difficile. Lors du fameux soulèvement, à Cuenca, le général Naranjo qui avait une âme compatissante les menaça simplement en faisant tirer des salves en l'air, mais tout fut inutile : ils sont stupides.

— Ce sont des sauvages.

— Il fallut les tuer tous, il y en avait plus de deux mille, carajo, et si l'on n'est pas sur ses gardes, il peut vous en cuire, affirma l'officier en trinquant avec le propriétaire ; la femme du Jacinto qui les servait commençait à s'inquiéter de l'absence de son mari :

— Qu'est-ce qu'a pu faire mon Jacinto ?

— Il a dû se cacher par là, ils ne l'auront pas laissé passer... En attendant qu'il revienne et jusqu'à ce que monsieur l'officier ait accompli son devoir, tu peux aller chercher monsieur le curé.

— Ce sera l'affaire d'une paire d'heures, dit l'officier en prenant congé.

— Prenez donc encore un verre pour vous donner du cœur à l'ouvrage.

Au milieu de l'après-midi, les révoltés furent surpris par le tir des mitrailleuses.

Ce bruit enchanta les guaguas ; il leur rappelait celui des fusées et des pétards.

La fusillade avait éparpillé les familles indiennes comme des perdrix sur la colline. Des patrouilles de soldats cernaient déjà les fugitifs.

— Regarde entre ces buissons, il y en a un qui montre la tête.

— Oui, carajo... Il se cache de ceux qui avancent de l'autre côté.

— Tu vas voir mon coup de fusil.

Une détonation retentit, l'Indien crispa ses mains sur sa poitrine, essaya de formuler une plainte contre le ciel, mais un second coup de feu l'abattit.

— Tais-toi, carajo... Tu as vu dans cet arbre ?

— Laisse-le moi, je l'abats comme un oiseau.

La proie se détacha de l'arbre et dégringola, mais l'Indien resta suspendu au milieu des branches qui avaient agrippé les ailes de son poncho.

Quelques guaguas s'étaient réfugiés avec leurs mères sous des branchages qui s'inclinaient au-dessus d'une énorme cuve d'eau boueuse ; une rafale de mitraille les y précipita.

L'aboiement des fusils faisait sortir les Indiens de leurs cachettes.

Les heures passaient et bientôt le soleil se coucha au milieu de flaques de sang.

Une vingtaine d'Indiens s'étaient retranchés dans le huasipungo de l'Andrès Chiliquinga, situé à l'entrée du grand ravin.

— Il faut que nous attaquions de face. La pente est dure et...

La conversation de l'officier fut interrompue par l'arrivée d'un énorme rocher qui descendait la pente en sautant avec la furie d'un taureau.

— Carajo ! Ils me paieront ça.

— Indiens de merde !

S'abritant dans le fossé qui s'ouvrait devant la cabane, les amis du Chiliquinga faisaient rouler des pierres et tiraient avec une carabine, chargée pour la chasse aux tourterelles.

Le glorieux bataillon grimpa à l'assaut précédé d'un feu roulant de mitrailleuses. Dans le fossé, les femmes, les guaguas et les hommes, les uns après les autres, s'immobilisaient. Des hurlements de douleur sortaient de toutes les bouches. Les enfants mouraient sur le sein de leur mère ; les mères mouraient entourées des plaintes de leurs enfants. Au milieu d'un nuage de poudre, désespérés, quelques hommes et quelques enfants encore debout se défendaient à coups de pierres. Soudain, le bord du fossé se hérissa de baïonnettes.

— Par ici, taïticu..., murmura le fils du Chiliquinga, et, tirant son père par son poncho, il le conduisit vers une petite rigole à sec qui allait jusqu'à la cabane. Quatre Indiens qui avaient entendu l'enfant les suivirent. Ils parvinrent à la cabane et refermèrent sur eux la porte qu'ils barricadèrent avec tout ce qui leur tomba sous la main. Ils nettoyèrent leurs visages tout couverts d'une boue sanglante, crachèrent et se grattèrent la tête, sans cesser de regarder avec une haine sournoise l'Andrès, cause de leur perte. Enfin, ils allèrent s'accroupir dans un coin, désespérés.

Au dehors, le crépitement des mitrailleuses avait peu à peu éteint les plaintes. Soudain, le toit de paille de la cabane se mit à trembler, criblé par une rafale de mitraille. Le guagua de l'Andrès, dont, jusque-là, l'enfantine indifférence au danger avait donné du courage aux révoltés, se mit à trembler de tous ses membres ; les hommes longuement regardèrent le petit, avec compassion. Une deuxième rafale poussa le gamin à sauter au cou de son père où il s'accrocha désespérément.

Faible et menu, il s'était mis à sangloter, et son épouvante était telle que chacun en eut la gorge nouée.

— Tais-toi, carajo ! ordonna le père en avalant ses larmes.

Les balles continuaient de claquer sur la paille du toit qui prit feu.

— Ils vont nous griller comme des cochons d'Inde, carajo !

La fumée les asphyxiait et ajoutait à leur désespoir, à leur peur et aux sanglots du guagua. L'un d'eux suffoqua et, alors, tous se mirent à tousser d'une toux interminable qui leur déchirait la gorge. La mort, oui, mais de l'air... de l'air ! Le toit enflammé commençait à tomber par morceaux.

— Ouvre la porte.

— Ouvre la porte, carajo !

Ils criaient, tordus par l'asphyxie.

Derrière eux se creusait le ravin, au-dessus d'eux le feu jaillissait, devant eux les fusils et, les enveloppant, la fumée.

Le Chiliquinga lança une malédiction, prit le guagua dans ses bras, ouvrit la porte et murmura :

— Foutez le camp, enc !...

Et debout sur le seuil de sa porte, fermant les yeux, serrant son fils sous son bras, il cria d'une voix forte :

— Carajuncu... Nucanchic huasipungo !

Il descendit la pente en courant, poursuivi par l'aboiement des mitrailleuses. Les autres suivirent :

— Nucanchic huasipungo ! crièrent-ils encore.

Tout n'était plus que silence. La cabane elle-même avait fini de brûler.

Sur la protestation étouffée des Indiens, on avait planté le drapeau de la patrie ; le drapeau du bataillon qui venait de se couvrir d'une gloire impérissable, flamboyait comme un immense éclat de rire.

La place était libre.

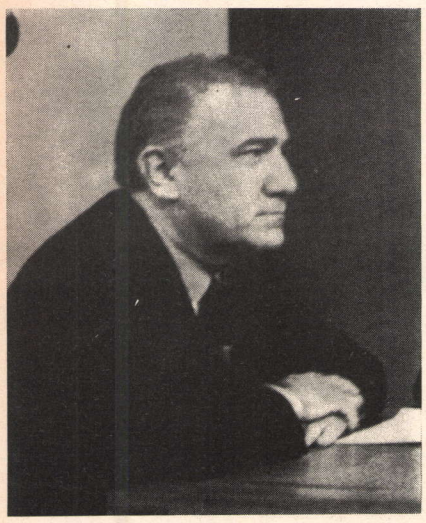
Mais au milieu des cabanes démolies, au milieu des tas de chair encore chaude, la grande moisson des bras maigres surgit, comme des épis d'orge bercés par les vents glacés des marais d'Amérique, dont la voix lancinante, obstinée, murmurait :

— Nucanchic huasipungo !

— Nucanchic huasipungo !

FIN.

A ARMES ÉGALES



Sanguinetti face à Mendès-France

Les jeunes et la politique...
vus par deux vieux politicards

(photo A.F.P.)

LE thème du débat fut d'emblée posé par le présentateur : « en mai 68, les jeunes ont ignoré les structures et les hommes politiques traditionnels... ». **Pourquoi ? C'est ce qu'allaient discuter deux de ces hommes politiques « ignorés ».**

Pierre Mendès-France, qui fut à Charléty pour tenter, comme on disait de « récupérer », commença sa carrière politique bien avant-guerre en tant que radical. Président du Conseil en 1954-55, il fit la paix au Viet-Nam et en garda une auréole que devait ternir son soutien à Defferre aux présidentielles de 1969.

Ancien membre du P.S.U., il se veut homme de gauche, et commence par donner « la parole aux jeunes » (en particulier deux maoïstes, l'un étudiant à Nanterre, l'autre travailleur chez Hispano).

Tous, politisés ou non, se sentent mal à l'aise dans « ce monde d'adultes fait pour les adultes ». **Mais leurs problèmes, paradoxalement, ne sont pas différents de ceux des adultes : logement, salaire, emploi, soif de vivre. La jeunesse accentue ces problèmes ,elle ne crée pas une condition particulière.** « Le conflit de générations, dira l'un d'eux, c'est que nos pères acceptent la société ».

Et Mendès-France de conclure — propagande et démagogie obligent — « je veux que les jeunes sachent que j'ai bien compris leur message et leur appel ». **Car pour lui, c'est le régime gaulliste qui est en cause, et pas le système capitaliste dont il fut un brillant gérant.**

Sanguinetti, député U.D.R., ex-collaborateur de Frey au ministère de l'intérieur, semble avoir été choisi pour servir de repoussoir à PMF.

Pour lui, la jeunesse est « un mythe, exploité dans les régimes totalitaires à des fins politiques, et dans les régimes libéraux à des fins commerciales ». **D'ailleurs les jeunes « bien » sont des adultes, les autres sont des enfants. La révolte ?** « C'est un produit de l'enseignement confessionnel marxiste et de la société libérale décadente, qui créé l'anarcho **(prononcez l'anarchaud)** romantisme ».

On nous montre une « prof de lettres », de dos, car voyez-vous, « le climat est tendu », **puis un agrégatif qui nous assure que** « la plupart des enseignants sont relativement intègres, seuls les marxisants endoctrinent ». **Quant aux gauchistes, tous des fils de riches qui seront placés par papa ! Devant des hippies, Sanguinetti s'écrie :** « le péril est grand pour la démocratie ! ».

Le débat qui suivi fut académique. On disserta paisiblement : « la jeunesse existe-t-elle ? ». **Ce fut l'occasion pour Sanguinetti de faire de la réclame à l'UDR et de répondre non, et pour PMF de se faire de la réclame à lui-même et de répondre oui. On échangea des idées et même quelques clins d'œil. Car, si les gaullistes sont au pouvoir, PMF y fut, et n'y fit pas mieux. Alors,** « ne polémiquons pas, restons à un certain niveau ».

Le ton monta sur la fin, quand Sanguinetti reprocha aux adolescents de « réclamer les droits des adultes avec les privilèges de l'enfance », **ne craignant pas d'ajouter que les jeunes « bien »** « lutteront avec nous pour changer le monde ». **PMF dénonça la répression, accusant le gouvernement de traiter les étudiants en collégiens, quand il ne les met pas en prison.**

A en croire « France-Soir », **la discussion continua 3/4 d'heure après l'émission, sur un ton plus détendu. A Sanguinetti qui lui disait :** « je vous admire, c'est sincère... je vous aimais beaucoup quand même... Ah ! que dommage que vous ne soyez pas venu à nous... », **Mendès-France répondit :** « j'ai pensé, c'est vrai, à un moment, que de Gaulle pouvait être l'homme des rapprochements. Mais je n'ai pu accepter sa conception du pouvoir ».

De Gaulle ? Tiens, c'est justement lui qui disait : « Mendès-France, c'est un marchand de tapis qui n'a même pas de tapis ».

L. Bertrand.

Les problèmes de l'environnement

"Trop, c'est trop"

AINSI s'appelait l'émission « XX^e siècle » qui passait sur la 1re chaîne de TV mardi 8 septembre. La première de quatre émissions prévues sur l'environnement, celle-ci traitait de ce problème aux U.S.A. Et si le sujet abondamment traité depuis quelque temps, est moins nouveau pour le téléspectateur, cette émission qui assénait des faits révélateurs et montrait sous ses aspects les plus absurdes la société super-industrielle des U.S.A., constituait un documentaire d'un grand intérêt.

Saviez-vous que ce pays où vit 7 % de l'humanité, consomme à lui tout seul 40 % de la production mondiale ?

Saviez-vous que sur les 8 millions de tonnes d'ordures que New York rejette par an, la municipalité n'accepte et ne peut en détruire que 60 % par incinérateur et que le reste est laissé au bon soin de la maffia qui les déverse dans State Island, une île voisine ?

Recycler les ordures fut la solution envisagée. Il faut rééduquer les gens qui jettent tout.

Quant aux industriels ils doivent réemployer les déchets industriels. Mais il suffisait de voir quelques images plus tard, des cimetières de voitures, immenses montagnes de voitures empilées au bord des routes pour voir jusqu'où vont les efforts des industriels en la matière.

Et s'il n'y avait que les ordures ! Pittsburg produisait en 1945, 120 t de poussière par km² en un mois. Aujourd'hui suite aux limitations, elle n'en produit plus que 20 tonnes.

Une habitante de Los Angeles, seule ville du monde à être construite pour l'automobile et où les routes et parkings composent 40 % de la surface, fit cette étrange déclaration : « *Je suis contente qu'en France le gouvernement n'ait pas mis tellement d'argent dans la construction de routes* ». Elle expliquait ensuite que plus les routes étaient nombreuses, plus les voitures se multipliaient. Et du haut d'une colline avoisinante, on voyait le smog, atmosphère brumeuse qui entoure la ville. Parfois la cote d'alerte du smog est donnée, l'air devient irrespirable. Dans ce cas, au premier signal, il est interdit à tous les enfants de jouer bruyamment pour éviter qu'ils ne respirent trop vite. A la seconde alerte, les voitures doivent obligatoirement s'arrêter.

Enfin des images nous montrèrent le lac Erié avant et après. A l'époque du cinéma muet, les animaux sauvages côtoyaient encore les chutes du Niagara. Aujourd'hui, il n'y a même plus de poisson; le lac est mort, étouffé par les algues produites par la pollution des eaux. Et ce qui est arrivé au lac Erié n'est que le sort de tous les autres lacs. De même que la pollution aux U.S.A. n'est que, à l'état un peu plus avancé, ce qui attend tous les pays industriels.

Poubelles devant l'O.N.U. à New York.

(Photo L.O.)

Aussi, est-il peu étonnant que la prise de conscience et la réaction contre la pollution soit la plus vive aux U.S.A. Les Américains sont conscients du danger, nous dit-on et l'on vit sur les écrans de télévision des responsables des « Amis de la terre », groupe qui lutte contre la pollution, mais ce fut surtout pour nous expliquer leurs difficultés et les limites de leur action face aux industries du pays.

Car une telle prise de conscience ne saurait suffire et il n'y a rien d'étonnant à ce que la bourgeoisie américaine ne puisse remédier à la situation. Demander aux gens de respirer moins et de ne pas jeter trop d'ordures, c'est finalement les seules solutions qu'ils trouvent.

Car pour remédier au gâchis de cette société de consommation, trouver une alternative à la pollution actuelle et à venir de la nature, il faudrait envisager d'abord de mettre un terme à la toute-puissance des capitalistes qui produisent toujours davantage dans leur course aux profits et sont responsables de ces villes géantes où viennent s'entasser des millions de travailleurs.

A SIGNALER

La suite de l'émission sur l'environnement :

Mardi 22 septembre à 20 h 55
sur la première chaîne
« Le Quatrième Mardi » :
une émission de Pierre Dumayet et Igor Barrère,
« L'environnement :
la pollution due à la naissance économique ».

Deux films :

Jeudi 24 septembre
sur la première chaîne
un bon film policier :
« L'Assassin habite au 21 »,
de Henri-Georges Clouzot.

Vendredi 25 septembre à 20 h 30
sur la deuxième chaîne
« Le Quarante-et-unième » :
de Grigori Tchoukrai,
Premier film sorti après la déstalinisation, rompant avec l'école du « réalisme socialiste ».

RENAISSANCE DU BOLCHÉVISME EN U.R.S.S.

Mémoires d'un bolchévik-léniniste

OUTRE quelques textes qui ont déjà été publiés par ailleurs (Samizdat I), le livre se compose essentiellement des mémoires d'un vieux bolchevik.

Le **Samizdat** (auto édition) c'est l'expression de l'opposition au régime bureaucratique en URSS, sous forme littéraire ou directement politique. Les textes copiés et recopiés circulent sous le manteau, reprenant la vieille tradition de la lutte du temps de la censure tsariste.

Dans l'introduction Pierre Frank affirme l'authenticité d'un texte **« parvenu d'Union Soviétique comme nombre d'autres publications du Samizdat dans des conditions indiscutables ».**

L'auteur n'a pas cherché à composer une plateforme politique ou une œuvre littéraire, il raconte ses souvenirs comme ils viennent. Il lui arrive de faire des erreurs du fait de la difficulté au pays de la révolution d'Octobre de pouvoir s'appuyer sur une documentation non falsifiée.

La voix de l'opposition de gauche

Son but c'est de faire connaître à la jeune génération soviétique ce que fut la révolution d'Octobre et la guerre civile, ce que fut le parti bolchevik, le parti de Lénine et de Trotsky, ce que fut la lutte de l'opposition de gauche contre le Thermidor stalinien .

Pour le lecteur occidental la plus grande partie de ce qui est ainsi raconté est déjà connue par les œuvres de Trotsky et de Victor Serge. L'auteur apporte en plus un témoignage inédit sur des événements de la guerre civile et de la lutte des bolcheviks-léninistes qu'il a vécus. Il le fait en tant que militant, en tant que révolutionnaire socialiste et qui l'est toujours resté malgré les années de bagne, malgré toute l'époque où il fut **« minuit dans le siècle ».**

Il s'agit du premier écho direct d'un représentant de l'Opposition de gauche en URSS, continuant à s'affirmer comme tel après avoir survécu aux années de terreur.

Depuis des années, des textes nous parviennent, non soumis à la censure de la bureaucratie et critiquant le stalinisme. Leurs critiques sont diverses et expriment des courants politiques et des couches sociales fort différents qui profitent du « dégel », fort relatif, pour s'exprimer. Il n'est guère étonnant que parmi eux finisse par se faire entendre une voix parlant au nom de l'Opposition de gauche.

Une voix qui répond à l'interrogation que se pose la jeune génération soviétique concernant les hommes qui firent Octobre et combattirent pendant la guerre civile. Une interrogation qui s'exprime dans des œuvres comme **« Ici Moscou »** de Youri Daniel et **« Le Premier Cercle »** de Soljenitsyne.

Et cette voix parle, raconte. C'était la guerre civile... fils de paysans pauvres, apprenti chapelier, l'auteur rejoint la cavalerie rouge et combat les armées blanches de Dénikine et de Wrangel. Il rappelle que l'Armée Rouge luttait alors pour la révolution mondiale et que Trotsky était commissaire du peuple à l'Armée.

La lutte contre le stalinisme

Puis après la guerre civile, trois fractions apparurent : la gauche, avec Trotsky, qui luttait pour l'industrialisation et le soutien à la révolution mondiale (Allemagne, Chine, etc.), la droite (Boukharine) qui se prononçait pour faire des compromis avec les koulaks et le centre (Staline) qui représentait la nouvelle bureaucratie gangrénant peu à peu tout l'Etat ouvrier.

L'auteur rappelle le Testament de Lénine, réclamant d'écarter Staline, la Révolution d'Octobre, menée par Lénine et Trotsky, telle que l'a décrite John Reed dans **« Les Dix Jours qui ébranlèrent le monde ».**

Puis c'est la défaite de l'Opposition de gauche. L'auteur décrit les vieux bolcheviks, la capitulation désespérée de Kroupskaïa, l'arrestation de Trotsky.

La réaction jette à nouveau les bolcheviks dans les camps sibériens. L'auteur séjourne à l'isolateur de Verkhne-Ouralsk. Dans les camps, les trotskystes se séparent de ceux qui ont capitulé et des droitiers qui ont participé à l'élimination de l'Opposition de gauche. C'était l'époque où :

« Le pays des soviets évoquait l'image d'un immense camp de concentration entouré de fil de fer barbelé, derrière lequel, il y avait des millions de personnes ». Les procès de Moscou inaugurent le massacre des vieux bolcheviks de toute tendance.

L'auteur décrit **« la mort atroce qui les attendaient à Vorkouta, à Syr Jaga, sur les routes lors des transferts, dans les briqueteries, dans les bains chambres à gaz, dans les camps cimetières qui jalonnaient les rives de la Petchora et de l'Oussa ».** Il évoque les militants qui ont lutté et qui sont morts.

Des illusions

Cependant si l'auteur défend avec chaleur la lutte de l'Opposition de gauche, il ne donne pas d'explication scientifique de ce que fut la dégénérescence. L'auteur a plus tendance à présenter Staline comme un « provocateur » infiltré diaboliquement dans les rangs du parti, que comme le produit d'une réaction politique aboutissant à la main-mise sur l'Etat ouvrier d'une bureaucratie parasitaire et monstrueuse dans les conditions d'un pays isolé et arriéré. L'auteur ne se prononce pas nettement sur un programme politique à opposer à la bureaucratie contre-révolutionnaire.

Il va jusqu'à comparer l'Armée Rouge de 1945 à celle de 1920 ! et à déclarer que les **« cadres révolutionnaires d'Europe orientale () instaurèrent le pouvoir des soviets ».** Il en déduit que l'encerclement capitaliste est rompu, dès lors **« la construction victorieuse du socialisme et du communisme dans ces pays »** est possible !

Il a une position ambiguë sur la déstalinisation car c'est au PCUS actuel qu'il en appelle lorsqu'il dit **« le parti doit connaître toute la vérité » !**

Si ces positions sont erronnées et très dangereuses, il n'y a malheureusement pas qu'en URSS que certains de ceux qui se réclament de l'Opposition de gauche défendent de telles positions, tout en bénéficiant de meilleures possibilités d'information.

Mais il ne faut pas oublier dans quelles conditions un tel livre a été écrit, l'auteur n'ayant guère eu la possibilité de suivre le développement des analyses de Trotsky de la lutte de l'Opposition de gauche pour le redressement du parti à la nécessité de la construction d'un nouveau parti et de la révolution politique. Mais le seul fait de se réclamer du trotskysme en URSS, c'est déclarer une guerre inexpiable à la bureaucratie stalinienne.

Il ne s'agit là que d'un premier écho du bolchevisme renaissant en URSS même. Malgré ses crimes la bureaucratie stalinienne sera vaincue. Il le faut pour que le socialisme soit enfin victorieux dans le monde.

« Celui qui oublie le passé, vivra sans avenir » dit l'auteur à ceux qui, en URSS comme ailleurs, cherchent à comprendre. Son livre y contribue.

Pierre BUISSON

---

* *Renaissance du bolchévisme en U.R.S.S. Mémoires d'un bolchévik-léniniste.* Collection Livres Rouges, Maspéro Editeur.

En 1917 quand la Révolution était bien vivante...

(photo A.F.P.)

...et le mausolée de Lénine qui marque aussi l'enterrement de la révolution.

Cinéma

ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX

de Sidney Pollack

(d'après le roman d'Horace Mac Coy)

En 1932, en pleine crise économique, il y a aux Etats-Unis quinze millions de chômeurs. Dix millions de paysans sont acculés à l'inactivité devant leurs surplus invendables. C'est l'époque des immenses cortèges de la faim. Des millions de gens sont réduits au désespoir. Dans ce contexte, qu'il ne montre pas mais qu'il inscrit au générique, Sidney Pollack a choisi de mettre en scène (d'après le roman du même titre d'Horace Mac Coy, paru en 1935) un aspect peut-être marginal mais particulièrement honteux de la barbarie dans laquelle était tombée la civilisation de la « libre Amérique » : les marathons de la danse.

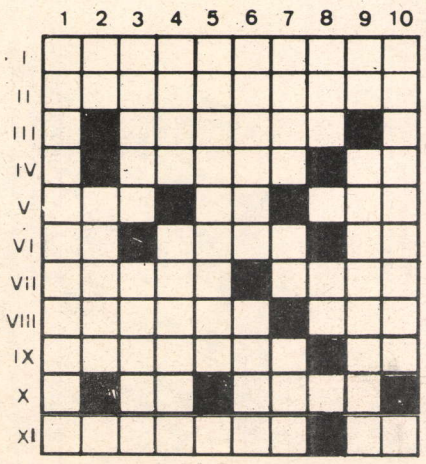
Ces marathons, au profit d'aigrefins débrouillards, consistaient à faire danser jusqu'à épuisement des « volontaires » acculés à cette extrémité par la misère, jour et nuit, avec seulement un repos de dix minutes toutes les deux heures, devant un public friand de « performances ». Le dernier couple qui réussissait à rester debout en piste gagnait 1.500 dollars (moins les frais occasionnés par le spectacle, détail qu'il n'apprenait qu'à la fin évidemment !). Si l'on atteignait les cent heures de danse, on commençait à « s'habituer » au supplice, au bout de cinq cents heures, certains arrivaient à savoir dormir debout en dansant, certains mourraient ou devenaient fous avant les mille heures... Pour activer la sélection et affrioler le public avide de sensationnel, on organisait des sprints où les trois derniers couples étaient éliminés. En échange, chacun mangeait à sa faim sept fois par jour, gratuitement !...

L'auteur a voulu montrer jusqu'où peut aller l'exploitation de la misère, et dans ce qu'elle a de plus révoltant peut-être, lorsqu'elle est utilisée comme spectacle. On aurait tort pourtant de considérer ce film comme le témoignage d'une barbarie passée et occasionnelle. La plupart des critiques pourtant ont été frappés par « l'extrême violence » du film, ils en sont sortis **« abasourdis », « pas tellement fiers d'appartenir à la famille des hommes » (Le Monde),** en y découvrant ces vilaines choses qui se passaient aux Etats-Unis en 1932, sans voir que DANS LE GENRE, ils s'en passent d'assez semblables aujourd'hui : les performances des coureurs du tour de France (là aussi certains sont morts d'épuisement), l'entraînement intensif des champions de la plupart des sports de compétition relèvent, eux aussi, des jeux du cirque. La crapulerie des organisateurs, la misère des bêtes à concours valent souvent celles de 1932.

De toute façon, un tel sujet était digne d'un grand film et un cinéaste aurait pu montrer beaucoup et accuser encore plus. Malheureusement, Sidney Pollack a mis en scène cet espèce de témoignage posthume autour de deux personnages assez insignifiants, du moins tels qu'ils sont montrés dans le film. Pourtant, parmi les chômeurs, et tous les pauvres bougres qui venaient tenter leur chance au marathon, il avait le choix. Mais les seuls qui l'aient vraiment intéressé sont, d'une part, une jeune fille qui aurait voulu faire du cinéma et qui ne se distingue d'une petite bourgeoise sans histoire que par un langage soigneusement ordurier et une agressivité de petite peste d'enfant gâtée (qu'on veut peut-être faire passer pour une attitude contestataire, époque oblige), et d'autre part, son partenaire, jeune homme bien docile et bien niais en vérité sous prétexte que c'est un rêveur sentimental. Le troisième personnage qui éveille l'attention est une cabotine en chômage qui espère trouver dans le public spécial de ce marathon un producteur de cinéma à la recherche de l'interprète sacrée. On fait un peu philosopher sur sa crapulerie la crapule qui organise les festivités, et c'est tout. Les autres, si on les montre bien exténués, le visage torturé, ne font que de la figuration. Pour le reste, nous assistons purement et simplement au marathon. Si l'auteur a voulu nous montrer que ce genre de spectacle est dégradant, nous sommes d'accord, et c'est réussi. Quant à l'atmosphère de l'époque de la crise, on la ressent finalement assez mal. Le désespoir de chacun, l'auteur ne le montre et ne semble le ressentir qu'au travers du désenchantement de ce couple de petits bourgeois qui se fabriquent un suicide de « cinéma » et pour tout dire en toc, Malgré la qualité du sujet, ce film donne un peu l'impression que les capacités du cinéaste à comprendre et à voir la détresse des hommes qui ne font pas partie de son propre milieu de spectacle ne sont pas à la hauteur d'excellentes intentions et d'une révolte salutaire à propos du passé assez crasseux d'une société qui ne l'est pas moins aujourd'hui.

Ceci dit, c'est un film digne d'être vu, ne serait-ce que pour apprendre sur la crise des années 30 des choses qu'on ne dit certes pas dans les livres d'histoire.

Huguette CHEVIREAU.



HORIZONTALEMENT. — 1. Avec le whisky et les petites pépées. — 2. Ce qu'aurait pu dire le tsar en 1917. — 3. Un type à vous donner un complexe. — 4. Cache le soleil. Accord. — 5. Contraire de mieux. Démonstratif. Indique une hésitation. — 6. Personnel. Coin du feu. Go ! — 7. Edité. Possessif. — 8. Fixe dans le moteur. Il est pour. — 9. Donner avec violence. Sert trop souvent au bourrage de crâne. — 10. Article étranger. Grand Lac. — 11. Il n'est pas nécessaire de l'être pour être ministre des finances... mais ça aide ! Note.

VERTICALEMENT. . . I. Peut qualifier tout marais, même centriste. — II. Lettres de licenciement. Souvent insalubres. — III. Il y en a qui se perdent. Se fait toujours de près, sauf pour les orateurs. — IV. Obtenu tantôt par des questions, tantôt par la question. Lié. — V. C'est une corvée pour le potache, mais ça l'est encore plus pour celui qui la corrige. — VI. Dresser. De bas en haut : tenter. — VII. Une bonne partie de temps troublés. Préposition. Pays du Moyen-Orient. — VIII. Lettres de cachet. Inversé : représente le rapport constant de la circonférence d'un cercle à son diamètre. — IX. Préposition. Pas bornées. — X. En son temps, passa son temps à faire couler les temps des autres.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	O	S	T	E	N	S	I	B	L	E
II	U	■	A	M	E	U	T	A	I	T
III	V	■	C	O	U	P	E	R	A	I
IV	R	■	T	I	R	■	■	■	S	R
V	I	■	■	■	O	C	C	A	S	E
VI	E	C	O	R	N	I	F	L	E	R
VII	R	A	T	I	E	R	■	■	■	A
VIII	I	M	P	O	S	E	■	L	■	I
IX	S	I	■	■	■	U	■	O	■	E
X	T	O	I	S	E	S	■	■	■	N
XI	E	N	T	E	T	E	M	E	N	T

L'EXPLOITATION DANS LES HOUILLÈRES DES CÉVENNES

VERS LA FERMETURE DES PUITS

EN 1955, on comptait dans les Cévennes près de 18.000 mineurs employés, soit au « fond », soit au « jour » (triage, calibrage, lavage...), soit dans les usines annexes des Houillères des Cévennes. Actuellement, on en dénombre un peu moins de 5.000 qui, jusqu'à cette année, se répartissaient sur 5 puits :

— DESTIVAL, considéré dans les années 50-60 comme le puits le plus moderne d'Europe et occupant près de 1.200 mineurs de fond.

— LA GRAND'COMBE avec 900 à 1.000 mineurs de fond.

— RICARD avec 800 à 900 mineurs de fond.

— LES OULES avec 600 à 700 mineurs de fond.

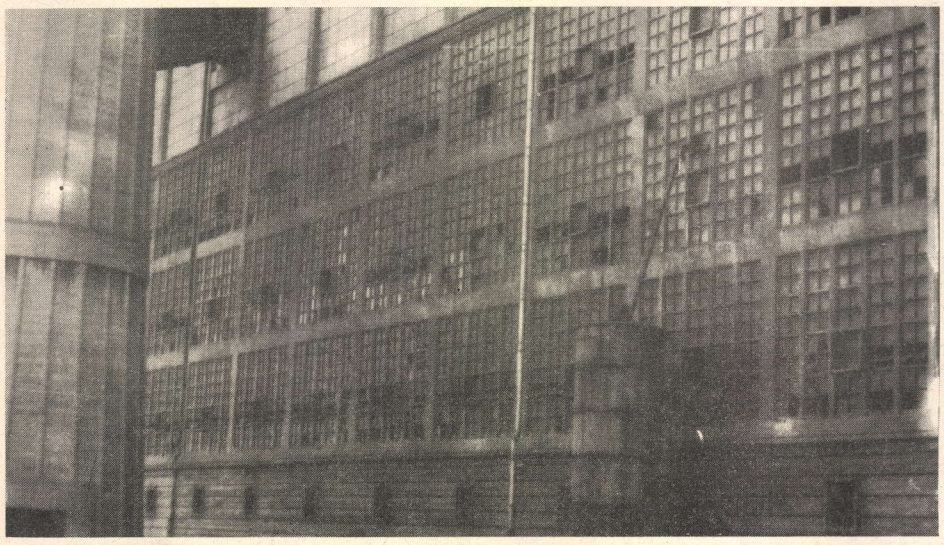
— SAINT-FLORENT, puits tombé dans une activité plus que faible et considéré comme fermé.

Or, depuis la rentrée, le 25 août dernier (les mineurs n'ont que 3 semaines de congé), les 5.000 mineurs restants doivent être répartis entre 2 puits seulement (Destival et Ricard), ce qui laisse présager une compression accrue du personnel.

D'ailleurs, la direction des Houillères ne cache nullement sa politique : il est d'ores et déjà prévu qu'en 1975 il ne devra plus rester que 2.000 mineurs employés si l'on peut dire par les Houillères. En effet, les 2.000 élus seront choisis parmi les ouvriers pouvant être mis à la retraite anticipée (23 F par jour). Si bien qu'à cette date les Houillères des Cévennes auront vécu.

En attendant, 5.000 mineurs, résignés pour la plupart à la fermeture de la mine, espèrent un reclassement dans la région. Par le truchement de la presse-maison, habituellement préoccupée de stakhanovisme, la direction accrédite cet espoir. Or, les nouvelles entreprises ne voulant pas s'installer dans la région, non pas en fonction de critères de rentabilité, mais par crainte du « climat social », et compte tenu de la faiblesse de l'industrie locale, il est évident que seuls quelques « privilégiés » pourront être absorbés par ladite industrie locale.

Mais comme il n'y a pas de solution régionale, et que seule une mobilisation des travailleurs à l'échelle nationale pourrait arracher au patronat des garanties de reclassement réelles dans les cas de chômage tels que ceux des Houillères, les mineurs des Cévennes comme leurs collègues d'ailleurs sont en fait abandonnés à leur sort.



LES CONDITIONS DE TRAVAIL

C'est en 1947 que commença la modernisation affective des mines cévenolles par l'introduction de matériel américain. Jusqu'en 1948 subsistèrent les chevaux de fond.

Dans un premier temps les mineurs accueillirent les nouvelles machines avec soulagement. Mais ils s'aperçurent bientôt que les cadences imposées par le machinisme étaient bien plus astreignantes que les anciennes méthodes d'extraction.

Outre la division traditionnelle entre « travail de fond » et « travail de jour », la modernisation des Houillères introduisit 7 catégories distinctes parmi les mineurs de fond.

A cela venait s'ajouter le travail à la « tâche » dans lequel chaque opération (soutènement, abattage, etc.) a un prix, celui-ci pouvant être marchandé entre l'ouvrier et l'ingénieur. En général, seuls les mineurs qui sont au mieux de leurs conditions physiques (25, 30 ans) acceptent de se livrer à ce genre de travail, car dès lors ils peuvent espérer gagner un salaire plus élevé que celui de leur catégorie : un mineur travaillant normalement touche 34 F par jour soit un taux horaire de 4,30 F en étant en catégorie 5 (les mineurs travaillant 7 h 45 par jour en 3×8). En travaillant à la tâche il peut gagner en moyenne 45 F par jour et au maximum 65 F. Au total, il n'y a dans la mine qu'un quart des ouvriers qui touchent un salaire décent, les travailleurs les plus mal payés touchant 23 F, soit 2,95 à l'heure.

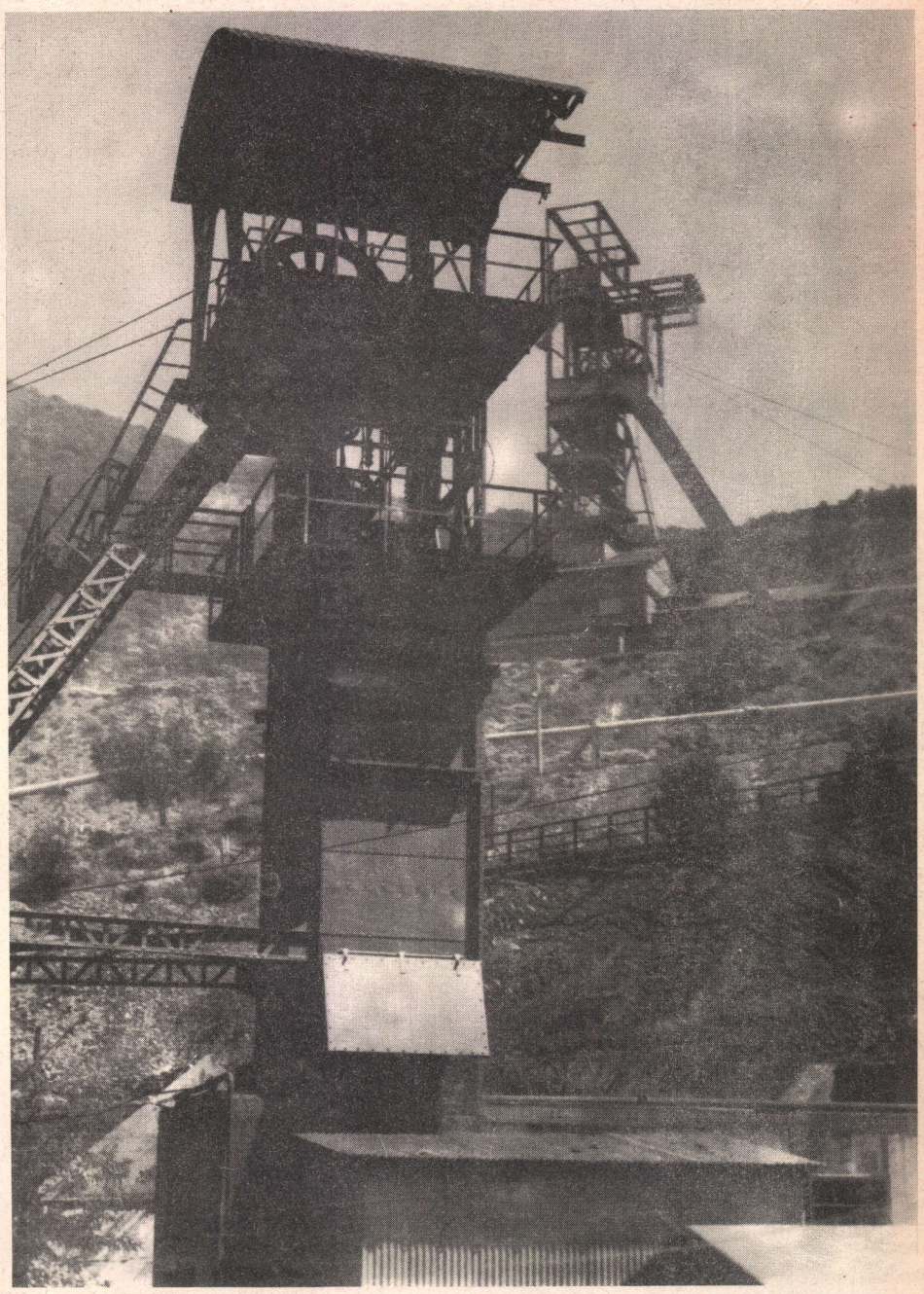
(Depuis longtemps d'ailleurs le patronat des mines fait appel à des travailleurs étrangers, majoritaires dans les houillères.)

Comme souvent en pareil cas, les conditions de sécurité sont peu respectées. C'est au fond que les accidents sont les plus fréquents (coups de grisou, éboulements, dégagements instantanés, ce sont des poches de gaz qui s'affaissent), entraînant des décès, des mutilations, des troubles mentaux ayant pour effet de nombreux déclassements. Il arrive que des mineurs passent des catégories 4, 5, 6 en catégorie 2, ce qui occasionne des pertes de salaire de plus de 20 %, malgré les indemnités de compensation qui fonctionnent selon l'ancienneté (750 F par trimestre pour 20 ans). Que doit toucher un travailleur n'ayant pas d'ancienneté ?

En plus de tout cela se greffent les maladies de la mine telles que la silicose et la maladie des yeux, provoquée par les gaz, cette dernière n'étant pas reconnue par la Sécurité sociale comme maladie professionnelle. Un autre fléau a sévi jusqu'en 1965. Il s'agit d'une maladie due à la multitude de rats qui circulaient dans les galeries : les mineurs prenant leurs repas au fond, il arrivait souvent que leur gamelle soit contaminée. Mais un autre type d'intoxication, non pas accidentelle, celle-là, mais quotidienne, vient s'ajouter à cette vie déjà pénible : il s'agit du doping ; pour pouvoir supporter le rythme et les conditions de travail le mineur se « bourre » de café.

Mais, après avoir tiré le maximum de l'énergie du mineur de fond, une fois qu'il est complètement « vidé » (physiquement et mentalement), on l'envoie se faire « achever au jour ».

Ici, malgré sept catégories existantes, on n'a pas besoin de main-d'œuvre qualifiée, mais de véritables automates. En effet, pour effectuer les travaux de calibrage, triage, lavage, etc., les Houillères font appel, soit, comme nous l'avons vu, à des handicapés du « fond », soit à des femmes que l'embauche difficile de la région amenait, jusqu'à il y a peu de temps, à accepter le travail « au sifflet » (comme dans les camps). Ce n'est que très récemment qu'un dur conflit avec la direction a pu mettre fin à ces méthodes.



Un vieux préjugé empoisonne encore les rapports entre ceux du fond et ceux du jour. Mais ils se sont toujours serrés les coudes dans les moments difficiles.

LE LOGEMENT

Les conditions de logement des mineurs, si elles ont évolué depuis cinquante ans, restent cependant précaires. Avant-guerre, seule la maîtrise et quelques « chouchous » de la direction pouvaient espérer obtenir un appartement. Au moment des nationalisations, en 1945, le gouvernement promit monts et merveilles : il passa même aux actes en commençant à construire de petites maisons individuelles, confortables.

Cependant, on s'aperçut rapidement que satisfaire les ouvriers sur ce point revenait trop cher à l'Etat. Aussi seuls quelques travailleurs furent-ils logés ; les autres se casèrent comme ils purent, dans du provisoire en tôle ondulée — provisoire qui dure encore pour certains, comme ceux qui habitent les baraquements du Pré-St-Jean.

Les années 55-60 virent le début d'une mutation dans la politique du logement. Un certain nombre de « buildings », en fait des HLM, ont été construits et une indemnité-logement accordée aux travailleurs... Seulement le logement ne peut être occupé que tant que le mineur travaille. Le jour de sa retraite, il se retrouve à la rue.

⁂

En 1975, les Houillères des Cévennes seront probablement fermées et tous ceux qui vivaient de la mine devront partir chercher du travail ailleurs ou végéter avec le montant de leur retraite. Ce n'est pas seulement un problème régional, ce n'est pas non plus le drame du « mineur qui ne peut pas vivre sans sa mine », on a vu que rien ne l'y attache si ce n'est la dure nécessité de gagner sa vie, c'est le problème beaucoup plus général du sort du travailleur dans notre société. Exploité, brimé, vidé de ses forces vives, quand il travaille il est encore condamné à vivre sous la menace constante du chômage. Cela suffit à juger un régime, cela suffit à condamner une société.

(Reportage L.O.)